

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTREME-NORD

DEPARTEMENT DU MAYO – KANI

COMMUNE DE DZIGUILAO



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

MAYO – KANI DIVISION

DZIGUILAO COUNCIL

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO



Elaboré avec l'appui technique de CADEPI sur financement du PRODEL

Novembre 2019



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	ii
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES CARTES	vi
LISTE DES PHOTOS.....	vi
RESUME.....	vii
SUMMARY.....	Erreur ! Signet non défini.
LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS	viii
I. INTRODUCTION.....	1
I-1. Contexte et justification	1
I-2. Objectifs et résultats attendus	1
I-3 Structure du Plan	2
I-4. Méthodologie.....	2
I-4-1 Préparation	2
I-4-2. Collecte et analyse des données.....	2
I-4-3. Atelier d'examen technique.....	3
I-4-4. Atelier de restitution des résultats du diagnostic des RIP.....	3
I-4-5. Appui à l'élaboration des PARAR	3
I-4-6. Atelier de planification	3
I-4-7. Rédaction du PGRP	3
I-4-8. Validation et intégration du PGRP dans le PCD	3
II. CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE EN LIEN AVEC LA GESTION DES RESSOURCES PASTORALES.....	4
II-1. Cadre juridique.....	4
II-1-1. Cadre juridique international	4
II-1-2. Cadre juridique au niveau national	4
II-2. Cadre institutionnel	7
II-2-1. Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) ..	7
II-2-2. Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT)	9
II-2-3. Ministère de la Décentralisation et du Développement Local(MINDDEVEL)	9
II-2-4. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	9
II-2-5. Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF)	10
II-2-6. Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)	10

II-2-7. Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF)	10
II-2-8. Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.....	10
II-2-9. Collectivités Territoriales Décentralisées : Communes	10
II-2-10. Organismes d'Appui	11
III. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE.....	12
III-1. Localisation géographique.....	12
III-2. Ecologie	13
III-2-1. Flore et végétation.....	13
III-2-2. Relief.....	13
III-2-3. Hydrographie	14
III-2-4. Climat.....	14
III-2-5. Sol	14
III-3. Société.....	14
III-3-1. Démographie	14
III-3-2. Groupes ethniques et relations interethniques.....	15
III-3-3. Religions.....	15
III-4. Economie	15
III-4-1. Commerce.....	15
III-4-2. Agriculture.....	15
III-4-3. Elevage, Pêche et Industries Animales.....	16
III-4-4. Activités de transformation.....	17
IV. SYSTÈME DE PRODUCTION	18
IV-1. Cheptel et systèmes de production	18
IV-2. Circuits de commercialisation	18
IV-3. Organisation des éleveurs	19
IV-4. Acteurs d'accompagnement des éleveurs.....	19
IV-4-1. Acteurs institutionnels	20
IV-4-2. Acteurs non étatiques.....	21
IV-5. Interventions communales en matière d'élevage.....	21
IV-6. Zonage des activités de production	22
V. ETAT ET GESTION DES RESSOURCES PASTORALES /BONNES PRATIQUES DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES.....	22
V-1. Aires de pâturages.....	22
V-1-1. Espèces fourragères	22
V-1-2. Pratique des cultures fourragères	24
V-1-3. Etat des lieux des aires de pâturage identifiées.....	24

V-1-4. Gestion des aires de pâturages.....	29
V-2. Pistes à bétail	29
V-2-1. Etat des lieux des pistes à bétail de la Commune.....	29
V-2-3. Gestion des pistes à bétail	36
V-3. Marchés à bétail	36
V-3-1. Localisation et jour d’animation	36
V-3-2. Equipements et infrastructures	36
V-3-3. Gestion des marchés à bétail.....	37
VI-3-4. Situation de l’offre et de la demande sur le marché à bétails de Dziguilao	38
VI-3-5. Dysfonctionnements et problèmes rencontrés.....	39
V-4. Points d’eau pastoraux	39
V-4-1. Etat des lieux des points d’eau pastoraux.....	39
V-4-2. Utilisation et gestion des points d’eau pastoraux.....	44
V-5. Infrastructures zoo-sanitaires	45
V-5-1. Centre Zootechnique et vétérinaire	45
V-5-2. Parcs de vaccination	45
V-5-2 Abattoir.....	48
V-5-3 Pharmacie vétérinaire	48
V-6. Structures de gestion	49
V-7. Bonnes pratiques de gestion des ressources pastorales	51
VI. ANALYSE DES PROBLÉMATIQUES DES RESSOURCES PASTORALES	52
VI.1. Contraintes principales (principaux problèmes identifiés) ; Causes et effets, Solutions endogènes, Solutions exogènes.....	52
VII. RESTRICTION À L’ACCÈS AUX RESSOURCES ET RÉSILIENCES DES COMMUNAUTÉS D’ÉLEVEURS (PARAR).....	58
VII-1. Présentation des aires de pâturages à restaurer	58
VII-2.Rappel de la démarche méthodologique	59
VII-3. Plans d’Actions de Restrictions d’Accès aux Ressources (PARAR)	60
VIII. PLAN D’AMENAGEMENT ET DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES	80
VIII-1. Plan d’action pluriannuel	84
VIII-2. Mise en œuvre du PGRP.....	112
VIII-2-1. Acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre	112
VIII-2-2 Mécanismes de mise en œuvre	113
VIII -2-3 Etapes ultérieures pour la mise en œuvre du PGRP.....	113
VIII -3. Suivi-évaluation du PGRP	113
VIII-3-1. Acteurs de suivi-évaluation	114

VIII-3-2 Mécanisme de suivi-évaluation du PGRP	114
VIII-6 Cadre de gestion environnemental et social	114
CONCLUSION.....	115
Bibliographie.....	A
ANNEXES	B

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: La population de Dziguilao	14
Tableau 2: Différentes spéculations pratiquées dans la Commune de Dziguilao.....	15
Tableau 3: Types et effectifs des espèces rencontrées dans l'espace urbain.....	16
Tableau 4: la situation du cheptel animal de la Commune Dziguilao	18
Tableau 5: Synthèse des RIP identifiées	22
Tableau 6: Les espèces fourragères.....	22
Tableau 7: Aires de pâturage identifiées	25
Tableau 8: Pistes à bétail.....	30
Tableau 9:Les taxes sur le marché à bétail.....	38
Tableau 10: Situation de l'offre et de la demande sur le marché à bétails de Dziguilao.....	38
Tableau 11: Etat des lieux des points d'eau pastoraux.....	40
Tableau 12: fait état des parcs de vaccination identifiés.	45
Tableau 13: Période de vaccination et vaccins administrés	47
Tableau 14: Les produits vétérinaire disponible dans TAÏBONVET	48
Tableau 15: Les différents problèmes, leurs causes, effets et les solutions.....	53
Tableau 16: Localisation des Aires de pâturage à restaurer Canton.....	58
Tableau 17: Synthèse des activités de compensation des populations riveraines	60
Tableau 18: Résultats attendus.....	82
Tableau 19: Plan d'action pluriannuel.....	84
Tableau 20: Acteurs et rôles	112

LISTE DES CARTES

Carte 1: localisation de la commune de Dziguilao.....	13
Carte 2: Circuits de commercialisation sur le marché à bétail de la commune	19
Carte 3:Distribution des espaces pastoraux de la Commune	28
Carte 4:Pistes à bétail dans la commune	35
Carte 5: répartition spatiale des points d'eau	43
Carte 6: Distribution spatiale des infrastructures pastorales dans la commun	50

LISTE DES PHOTOS

Photo 1:A: Piste à bétail de Golonguini (Juillet 2019) ; B: Piste à bétail de Danhou (Juillet 2019); C: Piste à bétail de Goundaye (Juillet 2019).....	34
Photo 2:: A: Marché de Porc ; B: Marché à bétail de Dziguilao	37
Photo 3: Quai d'embarquement.....	37
Photo 4: Forage pastorale de Dongrosse (A) et de Goundaye (B)	44
Photo 5: Une mare naturelle (A) et un abreuvoir complètement inondé (B)	44
Photo 6: A : PV Goundaye (Juillet 2019); B: PV traditionnel de Pitoa (Juillet 2019).....	47
Photo 7: Certificat de vaccination	48
Photo 8: Abattoir de Dziguilao (Août 2019).....	48
Photo 9: Fabrication de bilbil (A) qui est source de la drêche (B)	51
Photo 10: Plaque indiquant l'unité de stockage de grains de coton et des drêches de Dziguilao	51
Photo 11: : Parc traditionnel clôturé (A) à l'aides des épines de "Tané" coupé par les "sarki sanu" (B)	52

RESUME

La Commune de Dziguilao, située dans le département de Mayo-Kani dispose des Dix(10)villages à fort potentiel favorisant le développement des activités de l'élevage. On y trouve un important cheptel soit 12 000 bovins, 25 000 caprins, 18 000 ovins, 6 000 porcins et 68 000 Volailles. Le système de production est dominé par le pastoralisme. Pour améliorer la gestion de ses ressources pastorales, la Commune a obtenu l'appui du Projet de Développement de l'Elevage (PRODEL) pour l'accompagner à l'élaboration d'un Plan de Gestion des Ressources Pastorales (PGRP).

L'élaboration du présent PGRP s'est faite selon une approche participative impliquant tous les acteurs notamment les responsables communaux, les autorités administratives et traditionnelles, les services techniques du MINEPIA, du MINADER, du MINFOF et du MINEPDED, les représentants des éleveurs et des agriculteurs intervenant au sein de la Commune. L'approche méthodologique est structurée autour de six (06) principales étapes notamment l'atelier de lancement officiel du processus, le diagnostic participatif des ressources et infrastructures pastorales, la restitution des résultats du diagnostic, l'élaboration des Plans d'Actions de Restrictions d'Accès aux Ressources (PARAR), la planification et la rédaction du PGRP.

Le diagnostic a permis de répertorier 16 aires de pâturages soit 1740,48 ha dont l'offre en production fourragère très faible due à la l'inondation et surexploitation. Les pistes à bétail (69,51 km) permettant l'accès à aux aires, aux points d'eau et aux marchés à bétail sont très rétrécies et parfois obstruées. Cette situation engendre des conflits très fréquents entre les utilisateurs de l'espace. La Commune de Dziguilao n'accueille pas de transhumants sur son territoire. Toutefois elle sert de zone de transit. .

L'étude de l'hydraulique pastorale quant à elle présente 32 points d'eau dont 20 mares à caractère saisonnier, 10 forages pastoraux à énergie solaire dont plus de 50% sont non fonctionnels et 02 puits à ciel ouvert. Compte tenu de la taille de ce cheptel, cette situation contraint les éleveurs à partir régulièrement en transhumance au Tchad à la recherche d'eau et des pâturages de bonne qualité.

Le marché à de Dziguilao le plus important de la commune dispose de quelques infrastructures non achevés, et celui de Mbitou souffre de manque d'infrastructures.. Par ailleurs, les acteurs rencontrés dénoncent l'absence de transparence dans les transactions qui s'y déroulent tant concernant la collecte des taxes que dans les opérations de vente.

Le présent PGRP élaboré de manière participative propose un ensemble d'actions cohérentes qui visent non seulement à apporter des solutions aux problèmes analysés mais également à renforcer les capacités et la concertation entre les acteurs pour un développement durable de l'élevage. Le coût de mise en oeuvre de ce PGRP est **de 597 904 594 Francs CFA** ; y compris les PARAR estimés à **22 138 000 Francs CFA**.

La volonté manifeste de la Commune à accorder la priorité à l'élevage notamment pastoral et la disponibilité des partenaires au développement en occurrence le PRODEL à accompagner la Commune sont des atouts majeurs à capitaliser dans le cadre de la mise en oeuvre de ce PGRP.

SUMMARY

The Municipality of Dziguilao, located in the Mayo-Kani Division has ten (10) villages, with high potential for the development of livestock activities. There is a large herd there, with 12,000 cattle; 25,000 goats, 18,000 sheep, 6,000 pigs and 68,000 fowls. The production system is dominated by pastoralism. To improve the management of its pastoral resources, the municipality has obtained the support of the Livestock Development Project (PRODEL), to assist in the development of a Pastoral Resources Management Plan (PGRP).

The development of this PGRP was carried out according to a participative approach, involving all actors including the municipal officials, the administrative and traditional authorities, the technical services of MINEPIA, MINADER, MINFOF and MINEPDED, the representatives of livestock farmers and other farmers involved within the municipality. The methodology is structured around six (06) main steps, including the official launching of the workshop, the participatory diagnosis of resources and pastoral infrastructures, the restitution of the results of the diagnosis, the development of the Restriction Action Plans for the Access to the Resources (PARAR), the planning and writing of the PGRP.

The diagnosis has allowed to list 16 pasture areas, referring to 1740.48 ha, whose supply of fodder is very low due to flooding and overexploitation. Livestock runway (69.51 km) allowing the access to areas, water points and cattle markets are very small and sometimes obstructed. This situation generates very frequent conflicts between users of the space. The Municipality of Dziguilao does not accept transhumant on its territory. However, it serves as a transit zone.

The study of pastoral hydraulics shows that there are 32 water points of which, 20 are seasonal, 10 are pastoral boreholes using solar energy with more than 50% non-functional and 02 wells open completely open. Given the size of this herd, the present situation obliges pastoralists to migrate regularly to Chad in search of water and good quality pasture.

The most important market in the municipality of Dziguilao has some infrastructure which are not completed, meanwhile, that of Mbitou does not have any infrastructure. Moreover, the actors met report the lack of transparency in the transactions that take place there, both in the collection of taxes and in sales transactions.

This participatory PGRP proposes a set of coherent actions that aim not only to provide solutions to the problems analyzed, but also to strengthen the capacities and cooperation between the actors for sustainable livestock development. The cost of implementing this PGRP is 597 904 594 CFA Francs; including PARAR cost, estimated at 22 138 000 CFA Francs.

The clear will of the municipality, to give priority to pastoral livestock farming and the availability of development partners like PRODEL, willing to support, are major assets to be capitalized for the implementation of this PGRP.

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

AMAB	Association des acteurs du marché à bétail
ADFEL	Appui au développement de la filière laitière
CADEPI :	Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré
CVC :	Comité villageoise de concertation
DAADER :	Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural
DAEPIA	Délégation d'Arrondissement d'Elevage, Pêche et des Industries Animales
DDEPDED :	Délégation Départementale de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
DDEPIA :	Délégation Départementale de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
DDFOF :	Délégation Départementale des Forêts et de la Faune
GPS:	Global Positioning Système
MB:	Marché à Bétail
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAT :	Ministère de l'Administration Territoriale
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINEPDED :	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA :	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
MP:	Mare Pastorale
OE	Organisation d'éleveurs
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PAPA	Programme d'Amélioration de la productivité Agricole
PARAR:	Plan d'Actions de Restriction d'Accès aux Ressources
PB:	Piste à Bétail
PCD	Plan Communal de Développement
PGRP:	Plan de Gestion des Ressources Pastorales
PRODEL :	Projet de Développement d'Elevage
PV:	Parc Vaccinogène
RIP :	Ressources et Infrastructures Pastorales
SYNDOMAK :	Syndicat des communes de Mayo-Kani

I. INTRODUCTION

I-1. Contexte et justification

Au Cameroun le secteur de l'élevage dispose des atouts non négligeables lui permettant de jouer un rôle prépondérant au sein de l'économie. Cependant force est de constater que sa participation au Produit Intérieur Brut reste pour l'instant très faible au regard de son potentiel (165 Milliard de Francs). Il constitue un levier important dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Pour renforcer le pouvoir et le rôle des collectivités locales décentralisées dans cet important secteur, le Gouvernement du Cameroun a transféré, depuis février 2010 dans le cadre de la décentralisation, certaines compétences aux Communes en matière de la promotion des activités de production pastorale. Ce qui fait de la Commune un acteur majeur dans la gestion des ressources pastorales, socle de l'élevage pastoral.

Soucieuse du devenir de cet important secteur de développement local, la Commune de Dziguilao a sollicité et obtenu du Projet de Développement de l'Elevage (PRODEL) un appui pour l'élaboration de son Plan de Gestion des Ressources Pastorales (PGRP). Cet accompagnement du PRODEL s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de sa sous-composante 2.1. intitulée « Appui aux pratiques de production animale et à la gestion communautaire des espaces pastoraux » dont l'objectif est d'accroître la productivité des systèmes de production pastoraux et améliorer le système de transhumance en facilitant l'élaboration des Plans communaux de Gestion des Ressources Pastorales (PGRP) et en finançant des Sous-Projets (SP) de développement et de gestion durable des ressources pastorales qui seront présentés et gérés par les communes au bénéfice des communautés locales. L'accompagnement technique de l'élaboration du présent plan a été confié à la Cellule d'Appui au Développement local Participatif et Intégré (CADEPI), opérateur de mise en œuvre dans la région de l'Extrême-Nord.

Selon les expériences récentes, les mécanismes d'utilisation des ressources pastorales et de mise en place des infrastructures d'élevage communautaires ne sont durables que s'ils sont issus d'un processus participatif impliquant toutes les parties prenantes d'où l'intérêt de l'approche participative pour l'élaboration de ce PGRP.

Le présent PGRP qui sera intégré dans le Plan Communal de Développement (PCD) propose des actions en vue d'une gestion rationnelle et durable des ressources pastorales de la Commune de Dziguilao.

I-2. Objectifs et résultats attendus

L'objectif visé par la Commune à travers l'élaboration de ce Plan de Gestion des Ressources Pastorales (PGRP) est d'améliorer les pratiques de production d'élevage pastoral y compris la gestion des troupeaux à travers la promotion d'une meilleure gestion des ressources pastorales et animales, l'accroissement de la productivité des systèmes d'élevage pastoral, la sécurisation de l'accès des pasteurs aux ressources et la réduction des conflits.

De manière spécifique, il s'agit pour la Commune avec l'appui de l'opérateur de mise en œuvre de :

- Conduire un diagnostic participatif exhaustif sur les ressources et infrastructures pastorales, les mécanismes de gestion (y compris les pratiques et conflits y afférents) ;
- Proposer un plan de gestion durable des ressources pastorales en conformité avec le Plan Communal de Développement ;
- Mettre en place un mécanisme de mise en œuvre et de suivi du Plan ;

- Faciliter l'intégration du PGRP dans le PCD.

I-3 Structure du Plan

Afin de faciliter son exploitation, le présent plan est structuré en huit (08) parties :

- Démarche méthodologique d'élaboration du Plan ;
- Cadre institutionnel et juridique en lien avec la gestion des ressources pastorales ;
- Monographie de la commune ;
- Systèmes de production ;
- Etat et gestion des ressources pastorales ;
- Analyse des problématiques des ressources pastorales ;
- Restriction à l'accès aux ressources et résiliences des communautés d'éleveurs ;
- Plan d'aménagement et de gestion des ressources pastorales.
- -Dispositif de suivi évaluation de la mise en œuvre

I-4. Méthodologie

L'élaboration du présent PGRP a obéi à une approche méthodologique participative. Au cours du processus, l'équipe a bien veillé à l'implication de toutes les parties prenantes tant dans la collecte des données et l'analyse des différents problèmes liés au secteur de l'élevage que dans la proposition des solutions en vue du développement réel et durable de ce secteur.

I-4-1 Préparation

La phase préparatoire du processus d'élaboration du PGRP s'est articulée autour de deux importants ateliers que sont :

▪ Atelier communal de lancement officiel du processus d'élaboration du PGRP

Cet atelier a réuni plusieurs acteurs, à savoir : l'Exécutif Communal, l'Administration, la Coordination Régionale du PRODEL, les responsables des services déconcentrés de l'Etat notamment le Délégué Départemental de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (DDMINEPIA), le Délégué d'Arrondissement de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (DAEPIA), le Délégué d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural (DAADER), le chef de poste de contrôle forestier, les autorités traditionnelles en occurrence les Chefs de Canton, les représentants de la Société Civile locale et les représentants des agriculteurs et des éleveurs de la Commune. Outre, l'information et la sensibilisation de toutes les parties prenantes, cet atelier a permis de s'accorder sur la démarche méthodologique d'élaboration du PGRP, de clarifier le rôle des parties prenantes. Par ailleurs, une liste des villages à fort potentiel d'élevage et un planning de travail ont été également arrêtés avec les acteurs présents.

▪ Atelier d'élaboration des outils de collecte de données

Cet atelier qui a réuni toute l'équipe de l'opérateur avait pour objectif principal de renforcer les capacités des facilitateurs et enquêteurs sur la démarche méthodologique du diagnostic participatif des Ressources et Infrastructures Pastorales (RIP). L'atelier qui a eu lieu en deux (2) jours s'est déroulé en deux phases :

- La première phase a consisté à maîtriser et tester les différents outils de collecte des données de manière générale et spécifiquement, des notions aussi bien en cartographie qu'en initiation et utilisation du GPS ont été partagées.
- La deuxième phase a quant à elle consisté à élaborer la planification des descentes sur le terrain par commune afin de faciliter les missions de suivi du chef d'équipe de CADEPI et éventuellement celles de l'équipe du PRODEL.

I-4-2. Collecte et analyse des données

Pour la collecte des données, il convient de souligner que deux (02) types de données ont été collectés dans le cadre de ce travail de diagnostic :

- ✓ Les données primaires : ce sont les données collectées directement auprès des populations et des personnes ressources aux moyens des outils préparés à cet effet. Le brainstorming ; le focus groupe ; les travaux de groupes ; l'entretien semi-structuré ont été utilisés pour la collecte de données de qualité.
- ✓ Les données secondaires : les principaux documents consultés sont : le plan communal de développement, le rapport de diagnostic des ressources pastorales d'autres Communes.

L'analyse des données a été entamée sur le terrain avec les parties prenantes lors des restitutions des constats faits sur le terrain. La suite de cette étape a consisté à mettre en commun et à organiser les informations collectées selon le canevas fourni par le PRODEL. Les matrices ont permis de compléter cette analyse.

I-4-3. Atelier d'examen technique

En prélude à la restitution des résultats du diagnostic à la Commune, un atelier d'examen technique des rapports du diagnostic a été organisé à Maroua par le PRODEL. Cet atelier a permis de passer en revue les rapports du diagnostic des ressources pastorales en vue de s'assurer de la qualité des informations contenues. Au terme de cet atelier, des recommandations ont été formulées à l'endroit des opérateurs de mise en œuvre en vue de l'amélioration de la qualité des résultats du diagnostic.

I-4-4. Atelier de restitution des résultats du diagnostic des RIP

Cet atelier avait pour objectif d'amender et valider les résultats du diagnostic participatif des ressources et infrastructures pastorales. Il a réuni tous les acteurs qui ont participé au diagnostic. Au cours de cet atelier, une liste des aires de pâturages à restaurer a été établie. Un planning d'élaboration des Plans d'Action de Restrictions aux Ressources (PARAR) de ces aires a été validé.

I-4-5. Appui à l'élaboration des PARAR

L'élaboration des PARAR a concerné les aires de pâturage dont la restauration entraînerait la limitation d'accès des populations riveraines aux ressources. Le processus d'élaboration a suivi quatre étapes essentielles : (i) informations des populations riveraines sur le projet de restauration de l'aire de pâturage concernée, (ii) identification des impacts et des mesures d'atténuation et planification, (iii) Définition des responsabilités, du budget et du calendrier de mise en œuvre du PARAR, (iv) validation du PARAR. Ce Plan ressort aussi bien les activités de restauration que celles de compensations. Il convient de mentionner que la mise en œuvre des activités de compensation doit être achevée avant celle de la restauration.

I-4-6. Atelier de planification

Cet atelier de planification s'est déroulé en deux jours et a réuni toutes les parties prenantes au processus. Il a été question au cours de cet atelier de : (i) définir les orientations stratégiques du Plan, (ii) valider les PARAR précédemment élaborés, (iii) élaborer un plan pluriannuel, (iv) élaborer le schéma de mise en œuvre et de suivi-évaluation du PGRP.

I-4-7. Rédaction du PGRP

L'ensemble des informations collectées et les graphiques élaborés ont été consolidés dans un document appelé Plan de Gestion des Ressources Pastorales (PGRP). Ce plan est rédigé conformément au canevas fourni par le PRODEL. Outre les résultats du diagnostic, le plan présente les actions envisagées pour résoudre les différents problèmes analysés.

I-4-8. Validation et intégration du PGRP dans le PCD

Avant sa mise en œuvre, le présent PGRP sera soumis par l'exécutif communal au conseil municipal pour validation suivie par son intégration dans le PCD.

II. CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE EN LIEN AVEC LA GESTION DES RESSOURCES PASTORALES

II-1. Cadre juridique

Ce cadre est actuellement sous-tendu par une série de textes à caractère interne et externe et aussi par des éléments de stratégies et de politique, notamment dans les domaines de l'eau et du pastoralisme, de la lutte contre la pauvreté et du développement rural, de la décentralisation et de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.

II-1-1. Cadre juridique international

En tant qu'État, le Cameroun a souscrit, et est partie prenante à plusieurs traités et accords internationaux concernant la protection de l'environnement, la préservation et la gestion des espaces ou ressources naturelles, la prévention et la gestion des risques alimentaires et sociaux et la promotion du bien-être et du développement. Il y a lieu de citer entre autres :

- ✓ La Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau, dite « Convention RAMSAR » adoptée le 2 février 1971 ;
- ✓ La convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques du 11 juin 1992 à Rio de Janeiro (Brésil) ;
- ✓ La convention cadre des Nations Unies sur la Biodiversité Biologique du 11 juin 1992 à Rio de Janeiro (Brésil) ;
- ✓ La Convention de Paris de 1994, sur la Lutte Contre la Désertification ;
- ✓ La Charte de l'Eau du Bassin du Lac Tchad, adoptée lors du 14ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CBLT, tenu le 30 avril 2012 à N'Djamena ;
- ✓ Accord du 18 décembre 1987 entre les Etats de l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale portant création d'une Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques en UDEAC ;
- ✓ Acte n°20/87-UDEAC-475 du 18 décembre 1987 portant adoption de l'Accord de création de la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques en UDEAC ;
- ✓ Décision n°1/94-CEBEVIRHA-018-CE-29 du 16 mars 1994 autorisant la mise en circulation du passeport pour bétail et du Certificat International de transhumance et fixant les modalités d'utilisation.

Nombre de ces instruments ont incité à des processus soutenus de planification et parfois à des initiatives de projets et programmes de développement à l'échelle nationale, régionale ou locale. Ces accords internationaux sont méconnus par les populations locales. Des campagnes d'information et de sensibilisation sur ces accords sont nécessaires pour permettre leur applicabilité sur le terrain.

II-1-2. Cadre juridique au niveau national

Le cadre juridique national en lien avec les ressources et infrastructures pastorales repose sur une multiplicité de textes, d'ancienneté variable, relativement bien structurés, mais dont l'esprit, le contenu et les principes fondamentaux apparaissent aujourd'hui assez inadaptes.

a) Loi relative à l'aménagement du territoire

Loi n° 2011/008 du 06 mai 2011 d'orientation pour l'Aménagement et le Développement durable du territoire au Cameroun.

Elle fixe le cadre juridique général de l'aménagement du territoire national dans une perspective de développement durable. Les schémas d'aménagement sectoriels sont cités comme d'outils stratégiques d'aménagement et de développement durable du territoire.

b) Loi et règlements relatifs au statut foncier

La loi n°73-3 du juillet 1973 autorisant le Président de la République à fixer par ordonnance le régime foncier et domanial et son Ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 Fixant le régime foncier.

Dans le régime foncier actuel, l'Etat est gardien et propriétaire de toutes les terres depuis 1974. Cependant, il n'a pu mener à bien son projet envisagé en 1994 visant à promouvoir une plus grande individualisation de la propriété foncière et une plus grande clarification de la propriété collective. Les dispositions de l'ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 relative au régime foncier qui régit jusqu'à présent le régime foncier et l'exploitation des terres au Cameroun se heurtent à la résistance du droit coutumier traditionnel qu'elles ignorent. La prééminence du droit traditionnel sur la législation foncière constitue en pratique un obstacle important à l'investissement du privé. De ce fait, la grande majorité des occupants des terres n'a aucun droit sur elles et privilégie la mise en œuvre de systèmes et de techniques de production extensifs (peu d'améliorations foncières et d'investissements). Ceci pose aussi les germes de conflits de tout ordre : occupation des zones de parcours par les agriculteurs ; destruction des champs par les animaux ; absence de délimitation des zones de cultures et de pâturages dans certaines régions ou le non-respect de cette démarcation quand elle existe, etc.

Le dispositif législatif et institutionnel dans le domaine foncier est donc inadapté. Toutefois l'accès à la terre varie sensiblement selon les régions du pays, et des tensions foncières sont observées dans l'une ou l'autre des zones.

L'ordonnance de 1974 est complétée par les textes ci-après :

- Décret n°74/412 du 24 avril 1974 portant délimitation des périmètres nationaux d'aménagements agropastoraux et définissant le statut desdits terrains ;
- Décret n°76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier ;
- Décret n°84/311 du 22 mai 1984 fixant les modalités d'application de la Loi n°80/22 du 14 juillet 1980 portant répression des atteintes à la propriété foncière ;
- Décret n°2003/418/PM du 25 février 2003 fixant les tarifs des indemnités à allouer au propriétaire victime de destruction pour cause d'utilité publique de cultures et arbres cultivés.

c) Loi et règlements relatifs aux ressources pastorales et gestion des conflits y afférents

On relève l'absence de lois de base telles que la loi d'orientation sur l'élevage et le Code pastoral ; néanmoins un avant-projet de loi portant Code Pastoral est en préparation et il existe des règlements spécifiques à la gestion des ressources pastorales, notamment :

❖ **Décret n° 74/412 du 24 avril 1974 portant délimitation des périmètres nationaux d'aménagement agro-pastoraux et définissant le statut desdits terrains**

Ce Décret a procédé à la délimitation des zones d'aménagement agro - pastoral en vue de l'exécution du PLAN VIANDE. Plus de 140 000 hectares répartis en cinq périmètres pastoraux ont été concédés pour une durée 99 ans à la Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales (SODEPA).

❖ **Décret n° 76/420 du 14 septembre 1976 portant Réglementation de l'Elevage, de la Circulation et de l'Exploitation du Bétail**

Ce Décret fixe les règles de la circulation du bétail sur le territoire national notamment l'utilisation des pistes à bétail, l'établissement des laissez passer sanitaire et vétérinaire, la présentation d'un passeport pour bétail par les éleveurs transhumants. Le même décret définit les conditions de création des marchés à bétail, les conditions à remplir pour exercer la profession de commerçant à bétail.

❖ **Décret n° 78/263 du 03 septembre 1978 fixant les Modalités de Règlement des Litiges Agro – Pastoraux**

Ce texte fixe les modalités de règlement des litiges agropastoraux et de gestion de l'espace rural. Il précise en son article 1^{er} que l'instance officielle de règlements des litiges agro-pastoraux est la Commission consultative de règlement des conflits agro-pastoraux, institutionnalisée au niveau de chaque arrondissement. Présidée par le Sous-préfet, ladite commission consultative compte les membres suivants :

- Un représentant du Service des Domaines, Secrétaire ;
- Un représentant du Ministère de l'Agriculture ;
- Un représentant du Ministère de l'Elevage ;
- Un représentant du Cadastre ;
- Le Chef et deux notables du village intéressé ; -
- Un éleveur ou le Chef des éleveurs (Ardo).

Cette commission est chargée :

- D'organiser l'espace rural en zones agricoles et en zones d'élevage en fonction des besoins des populations et des exigences du développement ;
- De définir les modalités d'utilisation des zones mixtes. A cet égard, elle détermine l'époque de l'année où, compte tenu des conditions climatiques et du cycle de cultures, l'agriculture et l'élevage peuvent être pratiqués par alternance ;
- D'exercer un contrôle permanent sur le terroir agro-pastoral en vue de s'assurer que les agriculteurs et les éleveurs respectent les délimitations des zones respectives ;
- De régler les litiges agro-pastoraux.

Présidée par le Sous-préfet, la commission consultative de TAÏBONG ne se réunit qu'en cas de conflits. Au cours des deux dernières années 2017 et 2018, trois cas de conflits ont été réglés par cette commission. Aussi, il faut souligner que cette commission brille par l'absence de ressources nécessaires pour son fonctionnement.

L'espace rural n'est pas organisé selon les activités menées. Cette situation suscite des fréquents conflits entre les utilisateurs de l'espace. Par ailleurs, les communautés pastorales ne maîtrisent pas encore les textes régissant la délimitation des espaces ruraux car ici toutes les populations sont en même temps éleveurs et Agriculteurs.

❖ **Arrêté n°02/MINEPIA du 20 juillet 1988 portant actualisation du tracé des Pistes à Bétail.**

Cet Arrêté définit l'utilité et fixe les dimensions d'une piste à bétail. Il actualise également le tracé des pistes à bétail sur toute l'étendue du territoire national.

Malgré ces dispositions réglementaires, les espaces pastoraux même matérialisés sont régulièrement occupés par les agriculteurs et d'autres acteurs. Les organisations d'éleveurs avec l'appui des administrations centrales doivent assurer le suivi et interpellier les administrations concernées en cas de menaces constatées sur les espaces pastoraux. Pour le cas de l'arrondissement de TAÏBONG, aucun espace pastoral n'est matérialisé officiellement.

- d) Loi et règlements relatifs aux compétences transférées aux Communes en matière de promotion des activités de production pastorale

Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes

Cette loi détermine en son article 15 les compétences transférées aux Communes notamment (i) la promotion des activités pastorales, (ii) la construction, l'équipement, la gestion et l'entretien des marchés et abattoirs ; (iii) l'appui aux micro-projets générateurs de revenus et d'emplois. La loi fixant les règles applicables aux Communes est complétée par le Décret n°2010/0244/PM du 26 février 2010 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Communes en matière de promotion des activités de production pastorale et piscicole. En son article 1^{er}, ce décret fixe de manière claire les compétences transférées aux Communes parmi lesquelles :

- La création et l'aménagement des infrastructures d'élevage et de circulation du bétail ;
- La création, la gestion et l'entretien des infrastructures et équipements d'élevage à usage communautaire ;
- La création et la gestion des marchés à bétail ;
- La création et la gestion des périmètres agropastoraux ;
- La délimitation et la gestion concertée des espaces agropastoraux.

L'Arrêté n°2010/0015/A/MINEPIA du 30 août 2010 vient compléter le Décret du Premier Ministre en définissant cahier de charges précisant les conditions et les modalités d'exercice des compétences transférées par l'Etat aux Communes en matière de promotion des activités de production pastorale et piscicole. Cet arrêté précise les obligations et les responsabilités générales des Communes pour une meilleure mise en œuvre des compétences transférées. Cependant, dans la pratique, les Communes ne se sont pas véritablement appropriées ces compétences. Un accompagnement dans le sens d'appropriation et de mise en œuvre des compétences transférées s'avère indispensable.

- a) La commune de Dziguilao et la délégation d'Arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales entretiennent de bonnes relations en matière de transfert des compétences dans le secteur de l'élevage sur les ressources et infrastructures pastorales. La signature des conventions avec les ONG (SNV en 2013) ; Projet et Programme qui interviennent en matière de l'élevage (construction des forages pastoraux, marché à bétails, Parc de vaccination...) en est une preuve de l'appropriation des compétences transférées aux communes en matière de promotion des activités de production pastorale.
- b) La commune de Dziguilao et le DAEPIA entretiennent également une relation dans la gestion des marchés à bétail dans les collecte des différentes taxes sur le Marché.

Le cadre juridique en lien avec la gestion des ressources pastorales est riche mais peu organisé et la plupart des textes sont anciens. Il y a besoin urgent d'actualisation de ces textes. Le projet de code pastoral en préparation pourrait apporter une solution à la situation actuelle du cadre juridique.

II-2. Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel en lien avec les ressources et infrastructures pastorales au Cameroun fait apparaître plusieurs acteurs.

II-2-1. Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA)

A la faveur du décret n°2012/382 du 14 septembre 2012, l'Etat a réorganisé le Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales en créant une direction en charge des pâturages, de l'alimentation animale et des infrastructures d'élevage.

Placée sous l'autorité d'un Directeur, cette Direction est chargée :

- De l'identification et du suivi des actions concourant au développement des infrastructures pastorales et des aménagements des pâturages ;
- De l'élaboration et du suivi de l'application de la réglementation sur la gestion des pâturages et des normes des aliments composés ;
- De l'élaboration de la réglementation et de suivi des normes, ainsi que de leur application en matière d'infrastructures pastorales et des aménagements des pâturages, en liaison avec les administrations concernées ;
- Du suivi des aménagements pastoraux et de l'exploitation des fourrages ;
- De l'appui à la prévention et à la gestion des situations foncières conflictuelles en matière des pâturages ;
- De l'harmonisation des différentes interventions en matière d'aménagement d'infrastructures et d'espaces pastoraux ;
- De l'appui à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre des projets d'aménagement d'infrastructures et d'espaces pastoraux, en liaison avec les collectivités territoriales décentralisées et les administrations concernées ;
- Du développement des cultures fourragères ;
- De la certification des semences fourragères ;
- De la définition des zones de la transhumance ;
- De la promotion de l'utilisation des sous-produits agro-industriels.

Elle comprend deux sous-directions :

- La Sous-direction des Pâturages et des Infrastructures d'Elevage ;
- La Sous-direction de l'Alimentation Animale.

Au niveau des Délégations Régionales, il y a le Service Régional des Pâturages et de l'hydraulique pastorale qui joue un rôle clé dans la gestion des ressources et infrastructures pastorales. Placé sous l'autorité d'un Chef de Service Régional, ce Service est chargé :

- Du suivi de la sécurisation foncière des espaces réservés aux activités pastorales, en liaison avec les administrations concernées ;
- Du suivi de l'aménagement et de la gestion des pâturages et des points d'eau à usage pastoral ;
- De l'application des mesures de prévention et de la gestion des situations foncières conflictuelles en matière de pâturages ;
- Du suivi des différentes interventions en matière d'aménagement de l'espace pastoral ;
- Du suivi de la gestion rationnelle des infrastructures, des équipements et des aménagements pastoraux ;
- De la gestion des mouvements des animaux en transhumance ;
- De la délimitation des zones de pâturages et de transhumance ;
- De l'actualisation permanente de la carte pastorale ;
- De la vulgarisation des techniques de gestion rationnelle des espaces pastoraux et des ressources pastorales ;
- De la vulgarisation des techniques de productions et de transformation fourragère ;
- De la préparation des cartes fourragères, des ressources animales, de l'hydraulique et des infrastructures zoo-vétérinaires ;
- De l'exploitation d'un système d'information géographique de l'élevage ;
- Suivi de l'application des plans types d'infrastructures d'élevage.

Au niveau de la délégation départementale, la Section du Développement des Productions et des Industries Animales, des Pâturages et de l'Hydraulique Pastorale veillent à une meilleure gestion des ressources et infrastructures pastorales.

Il reste aujourd'hui à pourvoir tous les postes que ce nouvel organigramme a créé.

Parler des structures déconcentrées au niveau de l'Arrondissement : délégation, centre zootechnique et vétérinaire.

II-2-2. Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT)

Ce Ministère est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire. Au niveau des Départements et des Arrondissements, les Préfets et les Sous-préfets président les commissions consultatives. Les Préfets prennent des arrêtés créant les espaces pastoraux et les marchés à bétail après avis technique des Délégués Départementaux de l'Elevage, des pêches et des Industries Animales. Les Chefs traditionnels qui sont les auxiliaires de l'Administration jouent un rôle clé dans la gestion des espaces pastoraux et de la transhumance.

II-2-3. Ministère de la Décentralisation et du Développement Local(MINDDEVEL)

Il est responsable de l'élaboration du suivi, de la mise œuvre et de l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de la décentralisation ainsi que la promotion du développement économique et local.

A ce titre :

En matière de la décentralisation :

- De l'élaboration de la législation et de la réglementation relative à l'organisation et le fonctionnement de CTD (communes et régions) ;
- Du suivi et contrôle du CTD ;
- De l'évaluation et de la mise en œuvre de CTD (communes et régions) ;

En matière du développement local :

- La promotion du développement socio-économique des CTD... ;

Toutefois, bien que le MINDDEVEL ne dispose pas des services déconcentrés, la commune de Dziguilao bénéficie de l'appui technique et financier du MINDDEVEL à travers les dotations générales du fonctionnement, de transferts et crédits de l'Etat, mais aussi les CAC via le FEICOM.

La commune de Dziguilao bénéficie de l'appui du MINDDEVEL en matière de renforcement des capacités de ses agents à travers le CEFAM, notamment le Secrétaire Général(SG) et le receveur municipal(RM).

II-2-4. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)

Le MINADER est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du gouvernement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. En matière de développement rural, le MINADER veille sur l'encadrement des paysans et vulgarisation agricole, la participation à la planification des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, en liaison avec les ministères compétents, le suivi de la réalisation des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, la promotion du développement communautaire.

Le MINADER, à travers ses structures déconcentrées, est également membre des commissions de règlement des conflits agropastoraux et des cadres de concertation en charge de la délimitation des espaces pastoraux. La Commission d'homologation des pesticides intervient aussi pour l'homologation des pesticides et fertilisants à usage dans les pâturages. Le MINADER intervient également dans la production des aliments du bétail.

II-2-5. Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières (MINDCAF)

Ce ministère est chargé de la gestion des domaines publics et privés de l'Etat, ainsi que du domaine national et des propositions d'affectation, de la réalisation de toutes études nécessaires à la délimitation des périmètres d'intégration cadastrale, de la constitution et de la maîtrise des réserves foncières en relation avec les ministères en charge du développement urbain et des collectivités territoriales décentralisées, de l'acquisition et de l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat, des établissements publics administratifs et des sociétés à capitaux publics, en collaboration avec les administrations et organismes concernés.

Les structures déconcentrées du MINDCAF sont aussi membres des commissions de règlement des conflits agropastoraux et des cadres de concertation en charge de la délimitation des espaces pastoraux.

II-2-6. Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)

Ce département ministériel est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement, et de protection de la nature, dans une perspective de développement durable.

Dans le cadre de l'aménagement des ressources et infrastructures pastorales, les structures déconcentrées du MINEPDED veillent au respect des normes environnementales. Les délégations régionales du MINEPDED assureront le suivi externe de la mise en œuvre du CGES/NIES en collaboration avec les autres sectoriels concernés. Il existe de reboisement des espaces sahel vert dans la commune. Ce site se trouve au niveau du village Goundaye en cours de reboisement.

II-2-7. Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF)

Le MINFOF est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique nationale en matière des forêts et de la faune. C'est le ministère de tutelle de la gestion des aires protégées et des sites sensibles.

Dans le cadre du PRODEL, les services départementaux du MINFOF feront partie des cadres de concertation relatives à la sécurisation et à la délimitation des couloirs de transhumance et des espaces pastoraux à aménager.

II-2-8. Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Ce département ministériel est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique économique de la nation ainsi que de l'aménagement du territoire. Il assure la coordination et le suivi des actions de développement. En matière d'aménagement du territoire, le MINEPAT est chargé (i) de l'élaboration des normes et règles d'aménagement du territoire et du contrôle de leur application et (ii) du suivi et du contrôle de la mise en œuvre des programmes nationaux, régionaux ou locaux d'aménagement du territoire.

II-2-9. Collectivités Territoriales Décentralisées : Communes

Depuis février 2010, les Communes exercent certaines compétences en matière de la promotion des activités de production pastorale. Les compétences transférées suivantes concernent la gestion des ressources pastorales :

- La création et l'aménagement des infrastructures d'élevage et de circulation du bétail ;

- La création, la gestion et l'entretien des infrastructures et équipements d'élevage à usage communautaire ;
- La création et la gestion des marchés à bétail ;
- La création et la gestion des périmètres agropastoraux ;
- La délimitation et la gestion concertée des espaces agropastoraux.

La commune de s'est appropriée de cette compétence bien qu'il reste encore limité sur l'intervention de la création et gestion concertée des espaces agropastorales, et la délimitation et la gestion concertée des espaces agropastoraux.

II-2-10. Organismes d'Appui

➤ Caisse de Développement de l'Elevage du Nord (CDEN)

Elle est chargée d'encourager les activités susceptibles de développer le secteur de l'élevage et de pêches. Elle pourrait jouer un rôle important dans la restauration des aires de pâturages en mettant à la disposition de la Commune ses engins et ses compétences.

Dans ce cadre, la commune de Dziguilao entretient une parfaite collaboration avec la Caisse de Développement de l'Elevage du Nord (CDEN) en versant les redevances ce qui le revient de droit. La CDEN a construit un magasin de stockage de grain de coton et de drèche de bil-bil dans la commune en 2018, en cours d'opérationnalisation. Ce magasin permettra de faire valoriser les drèches de bil-bil dans la commune.

➤ La Mission Spéciale d'Eradication des Glossines (MSEG)

La mission a pour objet :

- L'étude des conditions d'infestation par les glossines des pâturages, des parcours et autres lieux fréquentés par les animaux d'élevage ;
- La mise en œuvre des moyens techniques et matériels propres à assurer aussi bien une meilleure exécution de la campagne d'éradication des glossines proprement dite qu'une meilleure conservation de l'état d'assainissement des superficies de mouches tsé-tsé.

La commune n'a pas encore reçu des actions la MESG, surtout qu'il y a pas assez des mouches vectrices sur les pâturages de la commune.

➤ Confédération Nationale des Eleveurs du Bétail du Cameroun (CNEBCAM)

La CNEBCAM a pour objet le développement de l'élevage du bétail et de ses filières, l'amélioration des conditions de vie des éleveurs/pasteurs. Pour ce faire, elle veille à la protection des intérêts de ses membres, la promotion des bonnes pratiques de gestion des ressources pastorales, le renforcement des capacités de ses membres.

Dans la Commune de Dziguilao, elle reste encore très peu connue par les éleveurs. Des campagnes d'information et de sensibilisation doivent être organisées pour plus de visibilité.

➤ Fédération des Eleveurs du Bétail de l'Extrême-Nord (FEB)

En tant que membre de la CNEBCAM, la FEB contribue à la gestion des ressources pastorales en mobilisant les éleveurs pour la défense de leurs intérêts. Elle œuvre pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des éleveurs de bétail de la région de l'Extrême-nord à travers leur professionnalisation, le renforcement de leurs capacités et la défense de leurs droits et intérêts.

Le diagnostic a révélé un lien assez faible entre ces organisations et les éleveurs qui sont à la base. Ces organisations privilégient plus leur fonction de représentation au détriment de celle de la fourniture des services aux membres. En outre, la communication entre ces organisations et les éleveurs à la base est peu fréquente, souvent peu structurée et moins intéressée. Ce qui limite l'adhésion et l'engagement des

éleveurs à la base. Il est urgent de renforcer le lien entre la FEB et les organisations d'éleveurs à la base.

En somme, le cadre institutionnel de gestion des ressources pastorales met en évidence une multitude d'acteurs dont des chevauchements des compétences sont constatés et cela mérite d'être clarifié. La nécessité d'une coordination de ces acteurs s'avère indispensable pour la cohérence et l'efficacité des interventions. La Commune doit mettre à profit le cadre de concertation en place pour mobiliser tous les acteurs.

III. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE

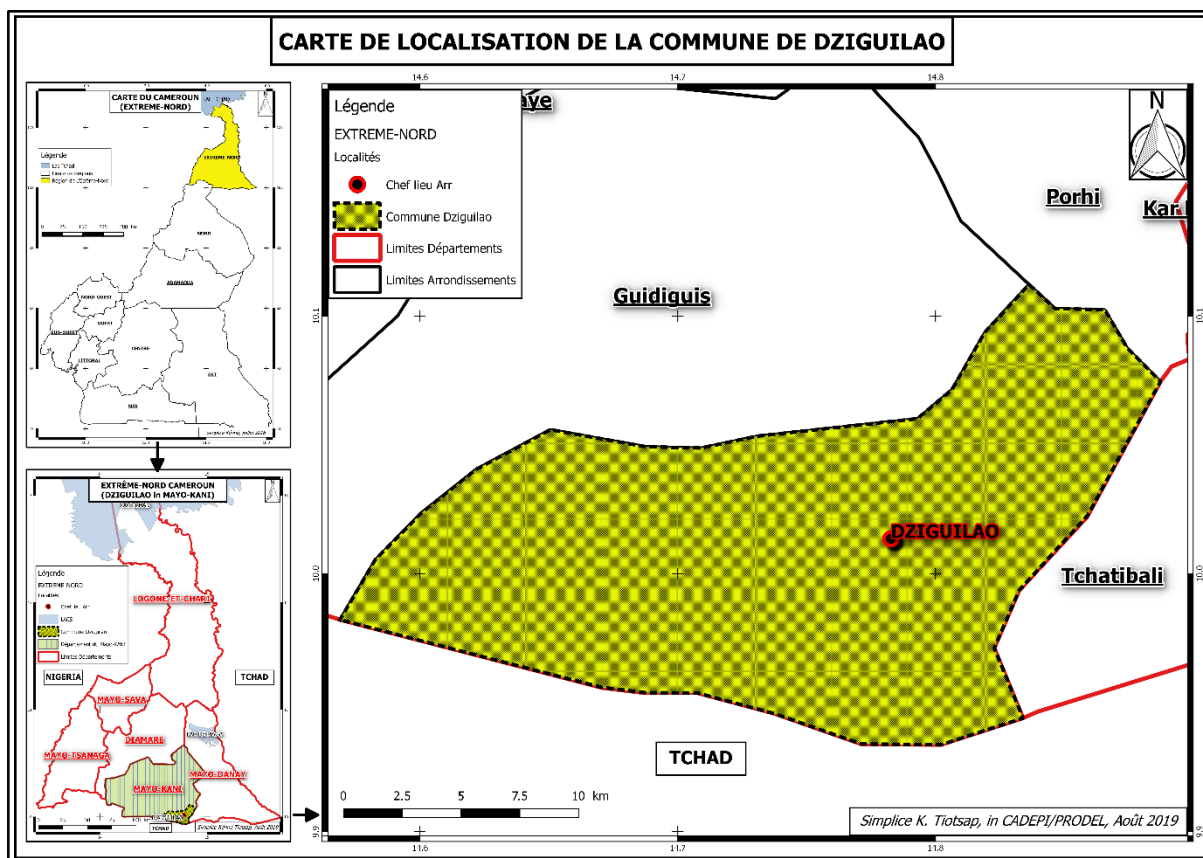
III-1. Localisation géographique

La Commune de Dziguilao est située dans l'Arrondissement de TAIBONG, Département du Mayo-Kani, Région de l'Extrême-Nord. Elle a été créée le 25 novembre 1993 par le Décret Présidentiel N°93 /321 et couvre une superficie de 364 km² avec une population estimée à environ 67 177 habitants.

Elle est limitée

- ❖ Au Nord par la Commune de Guidiguis ;
- ❖ Au Sud par la République du Tchad ;
- ❖ À l'Est par la Commune de Tchatibali dans le Département de Mayo Danay et
- ❖ À l'Ouest par la Commune de Kaélé.

Dziguilao représente l'espace urbain de la Commune qui compte 13 quartiers autour duquel se regroupent 10 villages Golonguini, Goundaye ; Maporé ; Danhou ; Mbrodong ; Soueye ; Barlang ; Domba ; Dongrosse et Dziguilao centre pour une population estimée à 67 177 tel que le présente le tableau 1 ci-dessous. De par sa situation géographique, Dziguilao est une zone de prédilection de l'élevage. La commune se présente selon la carte 1.



Carte 1: localisation de la commune de Dziguilao

III-2. Ecologie

III-2-1. Flore et végétation

La végétation de la Commune de Dziguilao est composée d'une savane arbustive prédominante, comprenant des formations mixtes d'arbustes et d'une savane constituée d'arbres et de graminées suivant : *Faidherbia albida*, *Zizyphus mauritiana*, *Tamarindus indica*, *Kaya senegalensis*, *Mangifera indica*, *Psidium goyava*, *Carapa papaya*, *Eucalyptus canaldulensis*, *Azadirachta indica*, *Hyparrhenia spp*, *Andropogons spp*, *Vetiveria nigrivana*; *Pennisetum purperum*. Ces espèces permettent l'alimentation des bétails.

Les potentiels biologiques des essences végétales de la Commune de Dziguilao sont de plus en plus en décrépitude à cause de problèmes de dégradation des ressources floristiques qui sont d'une part l'œuvre de changement climatique et d'autre part, des actions de la population, qui pour des besoins de son existence (approvisionnement des ménages en bois de chauffe, en bois d'art et de chaume, l'aménagement ses surfaces cultivables et la construction des habitations) détruit ces ressources.

Pour réduire les méfaits de ces problèmes, plusieurs actions de plantation d'arbres particulièrement le Neem sont réalisées chaque année dans toutes les localités, mais le taux de succès est souvent menacé par l'insuffisance de moyens de protection des plants qui subissent l'action des animaux en divagation et des termites.

III-2-2. Relief

La commune de Dziguilao est une plaine relativement plate et propice à un bon aménagement de l'habitat et des infrastructures sociales. Ce relief permet la mobilité des bétails sur tout le territoire de la commune.

III-2-3. Hydrographie

Le réseau hydrographique de la Commune de Dziguilao est composé de deux mayos à savoir, la mayo de Mbrodong qui prend sa source dans la même localité et le mayo de Dziguilao qui prend sa source dans le village de Maporé. Ces cours d'eau se jettent dans le Lac Tchad et sont irréguliers et à sec pendant une bonne partie de l'année. Leur écoulement de surface ne dure que trois à quatre mois : juillet, août, septembre et octobre. La Commune de Dziguilao est aussi marquée par la présence des mares naturelles poissonneuses en saison de pluie dont les produits de la pêche servent à l'autoconsommation pour la population locale. Ces lacs nécessitent des aménagements pour en faire des étangs piscicoles. Cependant, cette localité est emprise à une baisse de la pluviométrie dont l'une des conséquences est le tarissement rapide des cours d'eau, des mares et de certains puits à ciel ouvert.

III-2-4. Climat

Le climat de la Commune de Dziguilao est un climat tropical de type soudano sahélien, caractérisé par deux saisons, une saison sèche (novembre à mars) et une saison des pluies (avril à octobre). Cette pluviométrie comme dans toutes les localités de la Région de l'Extrême-Nord, est caractérisée par une irrégularité temporelle et spatiale avec des hauteurs annuelles variant entre 750 et 1200 mm d'eau. La température moyenne est d'environ 28°C et la localité est balayée par le harmattan (Source Secteur SODECOTON Dziguilao).

III-2-5. Sol

Une diversité de sols et de formations édaphiques variées caractérise la Commune de Dziguilao. Ces sols sont généralement très sensibles à l'érosion hydrique et éolienne, accentuée par la disparition progressive du couvert végétal. On y rencontre des sols hydro morphes ou vertisols, des sols latéritiques de couleur rouge ou noir avec présence par endroit des petits cailloux, près des habitations. On y retrouve également des sols vertillilomorphes qui sont par endroits propices au développement des activités agropastorales et sylvicoles.

III-3. Société

III-3-1. Démographie

Selon les données actualisées (à l'aide du taux moyen d'accroissement naturel de la population de l'ordre de 2,6% du dernier recensement général de la population de 2005 et d'une étude menée par l'UNICEF en 2014, la population de Dziguilao est estimée à environ 67 177 personnes telle présentée par le tableau suivant :

Tableau 1: La population de Dziguilao

Cible	Masculin	Féminin	TOTAL
Total Population (Tous âges)	23984	38156	67 177
Enfants de moins d'un an	1 131	1029	2160
Enfants de moins de 3 ans	3307	3174	6 481
Enfants de moins de 5 ans	5104	5062	10166
Enfants de 2 à 8 ans	6118	6474	12592
Enfants de moins de 15 ans	11 964	12 154	24 118
Enfants et adolescents (moins de 18 ans)	14 429	14 785	29 214
Population de 15 à 24 ans	3404	4287	7691
Population de 15 à 49 ans	6769	9937	16 706
Personnes âgées de 60 ans et plus	1164	1211	2374

Source, Rapport UNICEF en 2014

III-3-2. Groupes ethniques et relations interethniques

La Commune de Dziguilao est composée à majorité des Toupouris au côté de Peulhs et des Moundang minoritaires. Toutefois, une cohabitation pacifique anime ces peuples. Ces différents groupes ethniques sont gérés par un système sociopolitique caractérisé par une hiérarchisation centralisée autour de trois chefferies de 2^{ème} degré (Dziguilao ; Goundaye et Golonguini) avec des Lawans comme démembrement au niveau des quartiers.

III-3-3. Religions

Dans la commune de Dziguilao, on rencontre par ordre d'importance des adeptes du christianisme, de l'Islam et de l'animisme. Les partisans de l'une ou de l'autre croyance vivent en parfaite collaboration.

III-4. Economie

Les secteurs dominants relèvent des secteurs primaires et secondaires dont les principales activités sont le commerce, l'agriculture et l'élevage au côté du secteur tertiaire qui est faiblement représenté.

III-4-1. Commerce

L'activité commerciale dans la Commune de Dziguilao est dominée par le secteur informel et surtout animée par le marché de Dziguilao qui se tient tous les jeudis et qui draine des foules immenses venant des horizons divers. Les commerçants viennent du grand sud du pays, de l'ensemble de la Région de l'Extrême-Nord et des pays voisins comme le Tchad et le Nigéria. A ces marchés, s'ajoutent les marchés périodiques des villages tels que pont vert Goundaye et le marché de Golonguini. Les échanges portent sur les produits agricoles, les produits d'élevage, les produits de consommation de première nécessité et les produits manufacturés. Toutefois, le secteur reste embryonnaire au regard de l'insuffisance d'infrastructures marchandes, du mauvais état des routes en saison des pluies et de l'insuffisance de plan de développement de l'activité commerciale par la commune.

III-4-2. Agriculture

L'agriculture est la principale activité pratiquée par les populations de la Commune de Dziguilao. Les actifs agricoles de la Commune de Dziguilao bien que mal organisés, sont encadrés par les services de la DAADER, des services déconcentrés de la SODECOTON et des partenaires au développement. Les produits de récolte sont destinés à l'autoconsommation et à la commercialisation. Le tableau n°2 présente les principales spéculations pratiquées dans la Commune de Dziguilao.

Tableau 2: Différentes spéculations pratiquées dans la Commune de Dziguilao

Principales cultures	Nbre d'actifs agricoles	Superficies (ha)	Rendement moyen (t/ha)	Variété	Nbre de groupes engagés
Piment	1000	10	1	Locale	-
Oseille de guinée	100	4	1	Locale	-
Sorgho SP	1 500	10 000	2	Locale	10
Maïs	2 000	500	2,5	CMS901	8
Riz Pluvial	100	53	2	NERICA3	-
Penicillaires	150	11	1	Locale	-
Arachide	1 600	150	1,5	Locale	-
Niébé	2 500	350	1	BR1, Lori Locale	-

Principales cultures	Nbre d'actifs agricoles	Superficies (ha)	Rendement moyen (t/ha)	Variété	Nbre de groupes engagés
Voandzou	1000	10	0,8	1	-
Sésame	1500	20	0,5	Locale	-
Sorgho	50	10	1	Locale	-
TOTAL	11 950	12 059			18

Source : DAADR de Dziguilao ; Enquête OAL

Les structures de production dans la Commune de Dziguilao comme dans l'ensemble des régions septentrionales, sont essentiellement constituées d'exploitations familiales productrices de céréales (mil (sorgho de saison des pluies), sorgho de contre saison, maïs, millet et riz) ; les légumineuses (arachide, niébé, voandzou et sésame) et des tubercules (patate, manioc...). Certains producteurs intègrent dans leur système, les cultures de rente telles le coton et l'oignon.

Compte tenu du faible pouvoir d'achat de la quasi-totalité des producteurs, les matériels agricoles utilisés par les producteurs sont rudimentaires et constitués des houes, des machettes, des charrues...ce qui les conditionne à la pratique d'une agriculture traditionnelle extensive qui se caractérise par le système de l'association culturale et par l'emploi d'un niveau faible d'intrants et surtout des semences améliorées. Les variétés utilisées sont généralement des variétés locales à faible rendement mais qui s'adaptent tout de même aux conditions agro écologiques et climatiques de la localité. Cette agriculture extensive est consommatrice d'espaces d'où l'occupation progressive des pâturages par les champs.

Cependant, la production est de plus en plus déficitaire par rapport à la demande, ce qui se traduit par des foyers d'insécurité alimentaires régulièrement observés et la cherté des produits de récolte dans les marchés. Les causes de ce déficit de production sont entre autres : (i) les perturbations pluviométriques ; (ii) la baisse du potentiel de productivité des sols ; (iii) la difficulté d'accès aux intrants et matériels agricoles de qualité ; (iv) le faible encadrement des producteurs et (v) la faible structuration des agriculteurs.

III-4-3. Elevage, Pêche et Industries Animales

❖ Elevage

Les principales espèces élevées dans la Commune de Dziguilao comprennent les bovins, les caprins, les ovins, les porcins et la volaille. Quelques infrastructures d'élevage en charge de l'encadrement et de l'accompagnement des éleveurs ont été réalisées dans la commune et comprennent entre autres : une délégation d'arrondissement, un centre zootechnique et vétérinaire, un parc de vaccination, une aire d'abattage moderne et un marché à bétail.

Tableau 3: Types et effectifs des espèces rencontrées dans l'espace urbain

Effectif des éleveurs	Principales espèces		Type d'appuis reçus	Organismes	Mode d'élevage	Observations
	Espèces	Effectifs				
180	Bovins	300	Subvention	ACEFA	Traditionnel	4 millions par GIC pour 03 GICs
100	Caprins	300	-	-	Traditionnel	-
80	Ovins	200	-	-	Traditionnel	-

Effectif des éleveurs	Principales espèces		Type d'appuis reçus	Organismes	Mode d'élevage	Observations
	Espèces	Effectifs				
70	Porcins	200	Don de porcelets de race améliorée à deux éleveurs	MINEPIA	Traditionnel	-
	Equins	50	-	-	Traditionnel	-
	Canins	500	-	-	Traditionnel	-
300	Volailles	1000	-	-	Traditionnel	-
50	Canards	500	-	-	Traditionnel	-
15	Pintades	400	-	-	Traditionnel	-
10	Pigeons	200	-	-	Traditionnel	-

Source : DAEPIA/Dziguilao 2018

D'une manière générale, les populations de la Commune de Dziguilao pratiquent un élevage de type traditionnel dominé par des races locales peu productives. Aussi, l'insuffisance d'organisation des acteurs du secteur pastoral, l'insuffisance des points d'eau d'abreuvement notamment en saison sèche, l'insuffisance des points de ventes d'aliments pour bétail ainsi que des produits vétérinaires, l'insuffisance des fourrages et la réduction des espaces de pâturage au profit de l'habitat et l'agriculture sont autant des facteurs qui limitent l'expansion de l'activité pastorale dans cette localité.

❖ Pêche

L'activité piscicole est peu développée dans la Commune de Dziguilao du fait de l'absence d'un cours d'eau permanent. En dehors de quelques poissons capturés dans les mares naturelles en saison de pluies par des pêcheurs de fortune, le poisson vendu sur le marché de la ville provient du Tchad voisin.

❖ Industries animales

L'industrie animale est peu développée dans la commune. On rencontre néanmoins la transformation artisanale du lait en fromage et en lait caillé traditionnels. Les peaux de bêtes sont également utilisées dans l'artisanat et la cordonnerie.

III-4-4. Activités de transformation

La Commune de Dziguilao ne dispose pas d'unité industrielle de transformation. Dans l'ensemble, l'industrie reste traditionnelle et compte des producteurs de beignet local fait soit à base de la farine de blé, du mil ou du maïs, de boissons locales (le bil-bil et le dolo), obtenues à base du sorgho ou du mil ; des presseuses d'huile d'arachide, de sésame, ainsi que de la pharmacopée (l'extraction de l'huile de Neems et de Caïlcédrat). Les différents acteurs de ce secteur connaissent des difficultés d'accès aux sources d'énergie modernes. En effet, ce secteur pourrait être une importante source de revenus pour les populations si la ville était connectée au réseau électrique. L'autre difficulté à laquelle se trouve confronté ce secteur est le manque d'organisation de ses acteurs ce qui rend difficile l'accès aux crédits et aux financements.

IV. SYSTÈME DE PRODUCTION

IV-1. Cheptel et systèmes d'élevage

Selon les données récentes du MINEPIA, la situation du cheptel animal de la Commune Dziguilao se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 4: la situation du cheptel animal de la Commune Dziguilao

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Canins	Equins
Effectifs	12 000	18 000	25 000	6 000	68 000	52	1 750

Source : MINEPIA 2018

L'élevage dans la commune de Dziguilao représente un apport essentiel aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire des ménages en fournissant les revenus, les fertilisants, la nourriture, les combustibles (bouses de vache utilisées comme source d'énergie domestique). L'élevage tient également le rôle d'une véritable épargne sur pied pour les villageois.

Cet élevage est marqué dans la Commune de Dziguilao par la mobilité des troupeaux à la recherche de l'eau et de pâturage sur des vastes étendues de terre à usage collectif (aires de pâturage).

L'élevage extensif est le système d'élevage le plus répandu dans la Commune. Il repose sur l'exploitation des ressources pastorales disponibles dans la nature notamment les pâturages naturels et les débris et sous-produits de récolte. Les résidus de récolte sont collectés et stockés pour la période de soudure ; les compléments alimentaires en terme de tourteau de coton et des sels sont également apportés aux bétails pour palier à l'insuffisance des pâturages. Il est aussi à noter que les services vétérinaires n'interviennent pas toujours au moment opportun par manque de vaccin surtout en période de Vaccination.

Dans la Commune de Dziguilao, il existe deux principaux systèmes de production :

- L'agro-pastoralisme qui associe l'agriculture et l'élevage avec un déplacement de faible amplitude. C'est le système le plus dominant.
- Le pastoralisme pur où l'éleveur dépend entièrement de l'exploitation de ses animaux. Il concerne près de 20% du cheptel de la Commune. Les éleveurs transhumants partent au Tchad la saison des pluies pour ne revenir qu'en saison sèche.

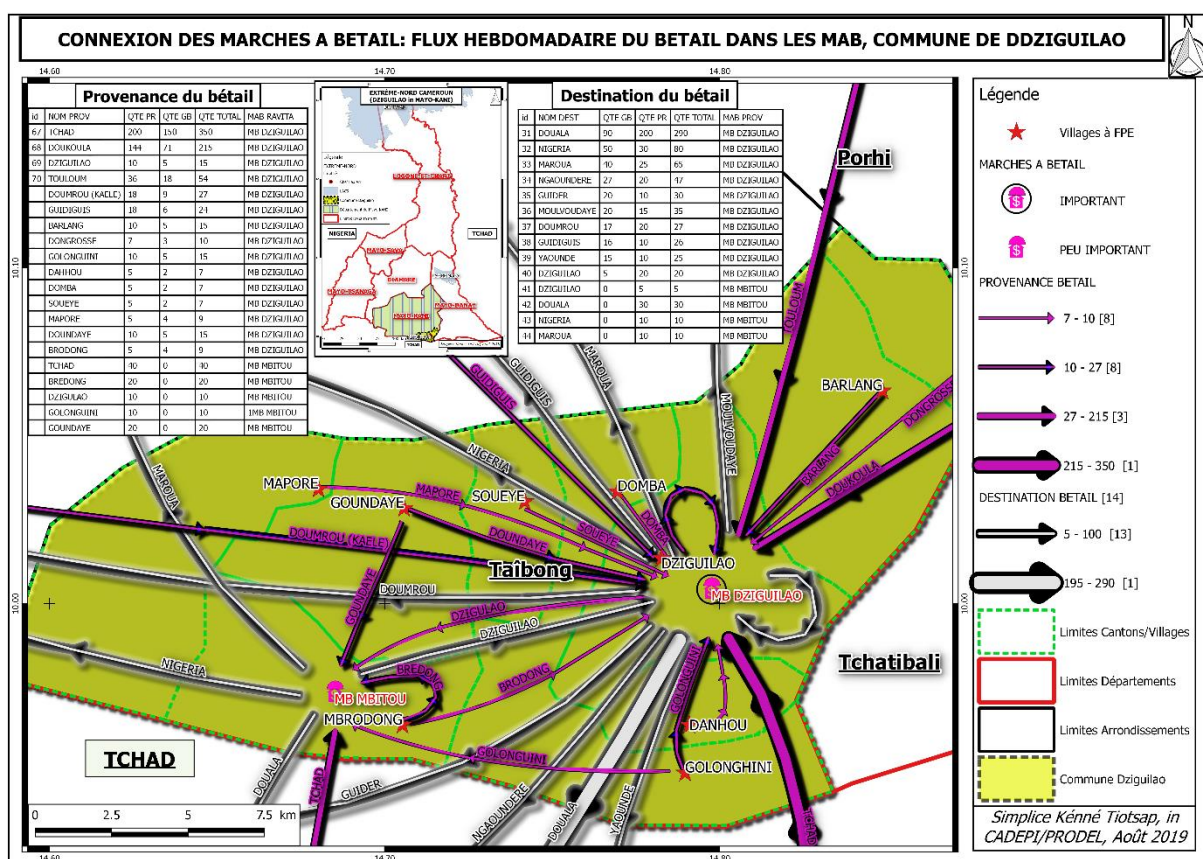
La transhumance pure n'existe pas dans la commune. Quelques éleveurs transhumants partent au Tchad la saison des pluies pour ne revenir qu'en saison sèche.

IV-2. Circuits de commercialisation

On rencontre deux marchés à bétail dans la commune de Dziguilao : Le grand marché à bétail de Dziguilao centre qui se tient tous les Jeudis et le marché des petits ruminants de Mbitou qui se tient les mercredis. Le circuit de commercialisation du bétail dans la Commune de Dziguilao se caractérise par le déploiement d'une multitude d'acteurs aux intérêts parfois divergents. Selon le décret du Premier Ministre datant du février 2010, les communes ont la compétence de création et de gestion des marchés à bétail. Les animaux vendus dans les marchés à bétail de la commune de Dziguilao proviennent principalement du Tchad et des localités environnantes (Tchatibali, Guidiguiss, Doukoula, Kaélé). Les destinations des bétails après-vente sont : Douala, Yaoundé, Maroua, Garoua. Mentionnons que les bétails de la commune sont aussi vendus dans les marchés locaux mais également dans les marchés à bétail des localités voisines comme Moulvoudaye.

En dehors du bétail, les produits issus de l'abattage du bétail (peaux, cornes) font aussi l'objet d'un circuit de commercialisation qui soit à la fois interne et externe. La majeure partie des produits dérivés étaient convoyées pour être vendue au Nigeria voisin (circuit externe), mais depuis la détérioration de la situation sécuritaire dans la zone transfrontalière entre le Cameroun et le Nigeria ce circuit s'est enraillé au profit du circuit interne. La grande partie est convoyée Douala et une infime partie reste à Maroua pour la fabrication des produits artisanaux.

La carte 2 retrace le circuit de commercialisation du bétail dans la Commune. La taille de la flèche illustre l'estimation moyenne de nombre des bétails en entrée comme à la sortie. Cela permet de voir que, la grande partie des bétails sur le marché de la commune proviennent du Tchad. Quant à la destination, Douala absorbe la plus grande partie. Le marché des petits ruminants de Mbitou est également ravitaillé pour la grande partie par le Tchad. Sur la carte 2, nous constatons des flèches qui tournent sur elles-mêmes, ce qui signifie qu'une partie du bétail provient de Dziguilao même et une partie reste dans la commune pour la consommation locale.



Carte 2: Circuits de commercialisation sur le marché à bétail de la commune

IV-3. Organisation des éleveurs

Il existe une multitude d'organisations paysannes dans la commune de Dziguilao dont certaines sont spécialisées dans la production pastorale notamment les Groupements d'Initiative Commune (GIC), les Unions de GIC, (voire la liste de quelques Organisations d'éleveurs en annexe). L'esprit de statut Coopérative reste encore embryonnaire dans la commune.

IV-4. Acteurs d'accompagnement des éleveurs

Les acteurs d'accompagnement des éleveurs peuvent être subdivisés en deux catégories : les acteurs institutionnels et les acteurs non étatiques.

IV-4-1. Acteurs institutionnels

➤ La Commune

Avant le processus de transfert de compétences aux Communes dans le cadre de la décentralisation, le rôle de la Commune se limitait à la mise en place des infrastructures pastorales notamment les marchés à bétail.

Depuis février 2010, avec le décret fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Communes en matière de promotion des activités de production pastorale et piscicole, la Commune de Dziguilao a commencé à s'impliquer davantage dans la gestion des ressources et infrastructures pastorales. En collaboration avec la délégation d'arrondissement de l'élevage, des pêches et des industries animales (DAEPIA), la Commune organise les activités de planification, de création et de gestion des infrastructures et équipements pastoraux. La commune de Dziguilao a initié des activités promotrices :

- La construction des forages à énergie solaire ;
- Les mares artificielles ;
- Les parcs de vaccinations ;
- La délimitation de l'aire de pâturage ;

De même, elle s'implique davantage dans la gestion des espaces pastoraux en mettant en place un comité d'espaces agro-pastoraux au niveau communal en 2013 sous l'initiative de la SNV et le SYNDOMAK.

Dans l'accomplissement de sa mission en matière de promotion de la production pastorale, la Commune fait face à un certain nombre des difficultés dont les plus plausibles sont :

- Le non-respect de la réglementation en vigueur par les éleveurs sédentaires
- L'incivisme fiscal accentué ;
- L'absence de coordination des activités des acteurs intervenant dans le domaine de l'élevage ;
- La multiplication des conflits agropastoraux.

➤ La Sous-préfecture

Dans le cadre de la gestion des RIP, la Sous-préfecture joue les rôles suivants :

- Assurer l'encadrement des activités agropastorales à travers des séances de sensibilisation et des réunions de coordination des activités des autres acteurs ;
- Veiller à l'application de la réglementation en vigueur en matière de la gestion des RIP ;
- Gérer les conflits agropastoraux et pastoraux ;
- Créer et/ou veiller au respect des limites des espaces agropastoraux ;
- Transmettre, dans le cas échéant, les dossiers des litiges agropastoraux au tribunal.

Quelques difficultés énumérées limitent l'efficacité de l'intervention de la Sous-préfecture. Il s'agit notamment de :

- L'insuffisance de la collaboration entre les autorités administratives et les services techniques de l'Etat ;
- La méconnaissance de la réglementation en vigueur par les agriculteurs et les éleveurs ;
- L'inorganisation des éleveurs ;
- L'insuffisance des moyens pour le fonctionnement effectif de la commission administrative de règlement des litiges agropastoraux ;
- Les espaces pastoraux ne sont pas délimités et matérialisés dans certains villages.

Avec le transfert de compétences dans le domaine de la production pastorale à la Commune, le risque de conflits d'attribution entre la Commune et la Sous-préfecture pourrait être accentué.

➤ **Délégation d'Arrondissement de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (DAEPIA)**

Quatre principaux rôles sont joués par la DAEPIA dans la gestion des RIP ont été identifiés :

- L'encadrement et l'organisation des éleveurs ;
- La réalisation et le suivi des infrastructures pastorales ;
- Le suivi sanitaire des animaux ;
- L'appui au montage des microprojets d'élevage.

Quatre difficultés majeures limitent l'action de la DAEPIA dans la gestion des RIP :

- Le manque de collaboration des éleveurs ;
- L'individualisme prononcé chez les éleveurs ;
- Le manque des moyens logistiques pour la couverture spatiale du terrain ;
- Le refus des éleveurs à entreprendre la modernisation de l'élevage.

Avec le processus de transfert de compétences aux Communes, le partenariat entre la Commune et la DAEPIA doit être renforcé en vue d'une meilleure gestion des RIP.

➤ **Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural (DADER)**

En tant que conseillère principale des agriculteurs et membre de la commission administrative de règlement des litiges agropastoraux, la DADER participe à la gestion des RIP à travers les actions ci-après :

- Constatation et évaluation des dégâts causés par le bétail sur les cultures ;
- Participation à la délimitation des espaces agropastoraux ;
- Sensibilisation des agriculteurs au respect des limites des espaces agropastoraux.

Cependant l'insuffisance du personnel et l'absence des moyens de déplacement pour l'évaluation des dégâts causés par le bétail sur les cultures limitent l'efficacité de son intervention.

➤ **Poste des Forêts et de la Faune (Chef de Poste Forestier)**

Le Chef de Poste Forestier veille à une utilisation durable des pâturages aériens en interdisant la coupe anarchique d'arbres. Elle participe souvent à la protection sanitaire du bétail dans le but de réduire les risques de contamination de la faune par les animaux domestiques.

Quelques difficultés entravent ses activités sur le terrain, notamment l'insuffisance des ressources pour couvrir l'espace communal et le non-respect de la réglementation en vigueur par les usagers.

IV-4-2. Acteurs non étatiques

➤ **Elus locaux**

Les élus locaux comprennent les conseillers municipaux et les députés. En plus des actions de sensibilisation des usagers pour une exploitation durable, ils mènent des actions de plaidoyer en vue de l'amélioration des conditions d'élevage dans la Commune.

➤ **ONG et autres partenaires au développement**

Quelques partenaires au développement participent à la gestion des RIP dans la Commune de Dziguilao. Il s'agit notamment de la PNDP, SNV, ACEFA, PAGEPA-NEN, PNDP, PAPA, PACA et CADEPI. Ces partenaires participent à l'organisation des éleveurs, l'accompagnement des acteurs à la réalisation des RIP.

IV-5. Interventions communales en matière d'élevage

La commune de Dziguilao a intervenu sur les points suivants en matière d'élevage :

- ✓ Gestion et aménagement du marché à bétail de Dziguilao
- ✓ Constructions des forages pastoraux ;

- ✓ Construction des parcs de vaccination ;
- ✓ Délimitations des aires de pâturages
- ✓ Signatures des partenariats avec les Projet programme qui interviennent dans le domaine de l'élevage/

IV-6. Zonage des activités de production

Dans la commune de Dziguilao les activités de production se trouvent dans les Zones suivants :Lawanat de Dziguilao ;Lawanat de Domba ;Lawanat de Soueye ;Lawanat de Mapore ;Lawanat de Goundaye ;Lawanat de Danhou ;Lawanat de Mbrodong ;Lawanat de Golonguini ; Lawanat de Barlang, Lawanat de Dongrosse.

V. ETAT ET GESTION DES RESSOURCES PASTORALES /BONNES PRATIQUES DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES

Dans les 10 villages à fort potentiel d'élevage concernés lors de ce diagnostic, les ressources et infrastructures pastorales suivantes ont été dénombrées et présentées dans le tableau 5 :

Tableau 5: Synthèse des RIP identifiées

Types de ressources	AP	PB	FP	MA	PP	MAB	PV	CZV
Nombre	16	27	10	21	2	02	29	02

AP : aire de pâturage, PB : piste à bétail, FP : forage pastorale, MA : rare pastorale, PP : puits pastoraux, MAB : marché à bétail, PV : parc de vaccination, PP : puit pastorale, CZV : Centre zootechnique et vétérinaire.

V-1. Aires de pâturages

Lors du diagnostic, nous avons identifiés quinze (16) aires de pâturage. Ces pâturages se caractérisent par leur variabilité spatiale et temporelle importante. On note cependant, l'exploitation de plusieurs espèces fourragères appréciées par les animaux. Ces espèces sont présentées dans le tableau 6.

V-1-1. Espèces fourragères

Tableau 6: Les espèces fourragères

Espèces identifiées	Nom local	Nom scientifique	Disponibilité	Utilisation
Herbacées	Dougoudgui	<i>Brachiaria ruziziensis</i> ,	Très importante	Sert à l'alimentation du bétail
	Gouyegou		Disponible	Sert uniquement à l'alimentation du bétail
	Kourhoui	<i>Eragrostis spp</i>	Rare	appété par les animaux et sert également pour la fabrication du « Seko »
	Houie,	<i>Loudetia togolensis</i>	Disponible	En plus de l'alimentation du bétail, sert aussi pour faire la toiture (case), vertu médicinal (alcool traditionnel)
		<i>Pennisetum spp</i>	Faible	Appété par les animaux
		<i>Andropogon</i>	Rare	Alimentation du bétail et sert pour

Espèces identifiées	Nom local	Nom scientifique	Disponibilité	Utilisation
		<i>spp</i>		l'aménagement des toitures et la fabrication des « matelas traditionnels ».
	<i>Bâtcheré</i>	<i>Cassia tora</i>	Très importante	Les feuilles sont parfois appréciées par les animaux et les hommes.
	Souedant,		Disponible	Alimentation du bétail
	Tchague,		Disponible	Alimentation du bétail
	Watchai	<i>Loudetia togolensi/ Aristida sp</i>	Disponible	Alimentation du bétail
	Mbirkagué		Disponible	Alimentation du bétail
	Filalé		Disponible	Alimentation du bétail
	Tokloré		Disponible	Sert uniquement à l'alimentation du bétail
	Guergueding		Disponible	Alimentation du bétail
	Dramdi (Laï)		Disponible	Alimentation du bétail
		<i>Commelina Erect</i>	Très apprécié et disponible	Alimentation du bétail
Ligneuses		<i>Combretum Aculeatum</i>	Très apprécié et disponible	Les feuilles servent à l'alimentation du bétail.
		<i>Acacia Ataxacantha</i>	disponible	Les feuilles appréciées par les petits ruminants
		<i>Anogeissus Leiocarpus</i>	Disponible	Appétée
		<i>Sclerocarpus Birrea</i>	Disponible	Les feuilles sont parfois appréciées par les animaux
	<i>Mbarga (Tanné)</i>	<i>Balanites aegyptiaca</i>	Disponible	Les feuilles sont parfois appréciées par les animaux et les hommes. Les fruits sont sucés et les branches servent pour la fabrication des houes.
	<i>Bouri</i>	<i>Pilostigma tonegui</i>	Disponible	Les feuilles sont appréciées par les animaux c'est aussi utilisé pour la corde.
		<i>Acacia seyal</i>	Disponible	Les feuilles appréciées par les petits ruminants
	<i>Tchouri</i>	<i>Acacia Albida</i>	Disponible	les feuilles et les gousses sont très appréciés par les animaux

Espèces identifiées	Nom local	Nom scientifique	Disponibilité	Utilisation
		<i>Boscia senegalensis</i>	Disponible	Les feuilles sont appréciées par les animaux et les grains sont mangés par la population.
	<i>Fouri</i>	<i>Guiera senegalensis</i>	Disponible	Les feuilles sont appréciées par les animaux et les tiges pour faire la toiture (case) et les portes.

V-1-2. Pratique des cultures fourragères

La notion de culture fourragère reste encore à encourager dans la commune de Dziguilao, tout au long du diagnostic, cette activité est encore mal vue par la population. Cependant un GIC (TAIDO) a reçu le financement du Programme d'Amélioration de la productivité Agricole/ Appui au développement de la filière laitière (PAPA /ADFEL). Ce GIC dispose d'un champ fourrager depuis 2015 et fait dans les cultures de *brachiaria*.

V-1-3. Etat des lieux des aires de pâturage identifiées

Plusieurs aires de pâturage ont été identifiées dans la Commune de Dziguilao dans l'ensemble des dix (10) villages parcourus lors de ce diagnostic. Aucun de ces espaces pastoraux n'est sécurisé et l'accès est libre. Ces aires de pâturage ne disposent pas d'organes de gestion. La plupart de ces aires de pâturage sont dégradées et parfois inondées par endroit pendant la saison pluvieuse. Le tableau 7 présente l'état des lieux des aires de pâturages identifiées et la carte 3 fait une représentation géographique de ces aires de pâturages.

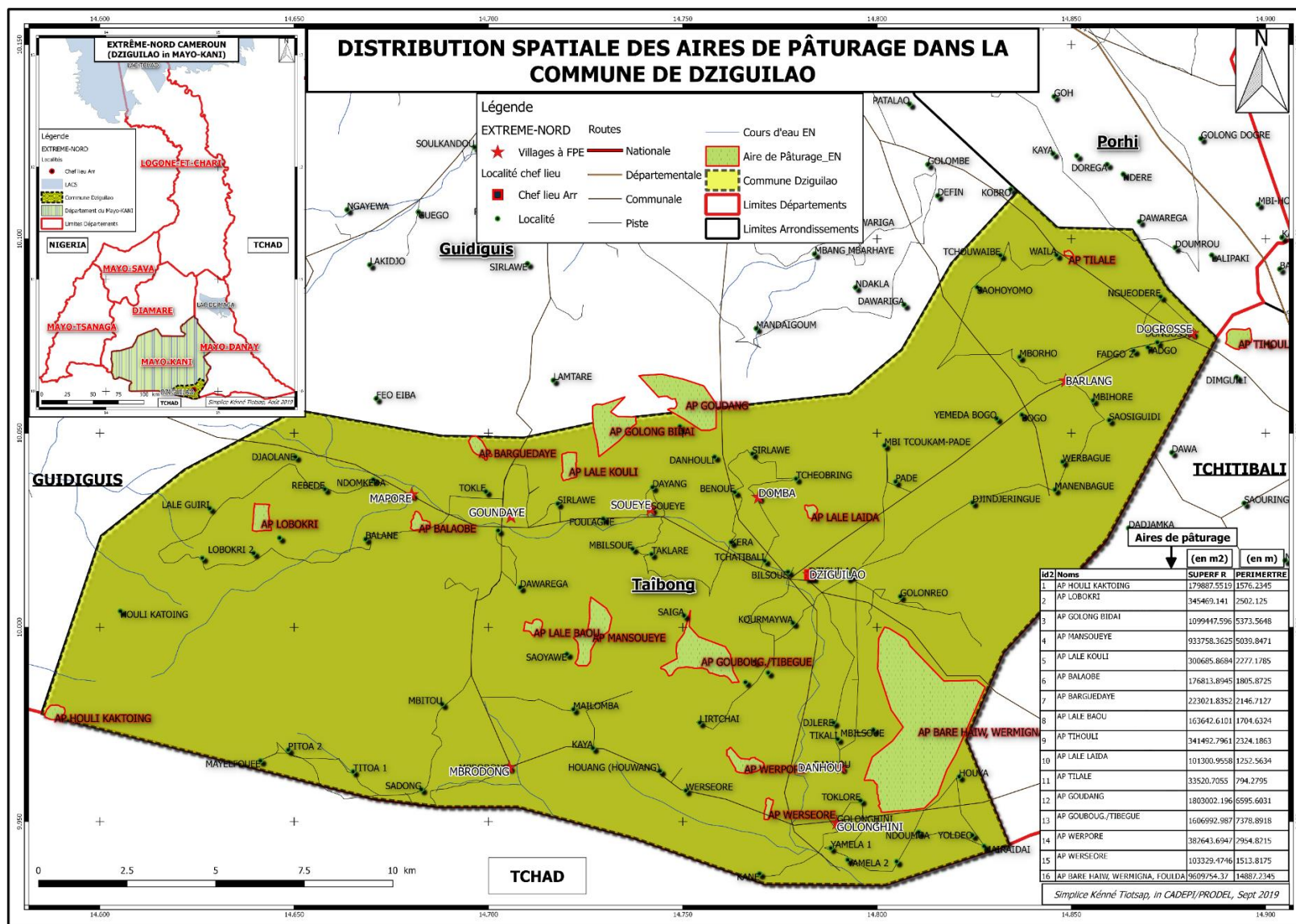
Tableau 7: Aires de pâturage identifiées

Localisation/ Dénomination	(superficie (Ha),	Productivité (kgMs/Ha)	Capacité de Charge (UBT/Ha)	Etat	Estimation nombres des bénéficiaires ou utilisateurs	Problèmes identifiés	Observations
AP HOULI KAKTOING	17,99	388,56	0,121	Non matérialisée	1000	insuffisance d'herbe, conflits inter villages, Inondation qui limite la croissance des herbes, absence de COGES	Libre accès et non matérialisée
A P LOBOKRI	34,55	1658,25	0,516	Non matérialisée	500	surpâturage, Inondation qui limite la croissance des herbes, absence de COGES	Libre accès et non matérialisée
AP GOLONG BIDAI	109,94	4221,88	1,313	Non matérialisée	600	Occupation des aires de pâturages par les champ et les habitations; absence de COGES	Libre accès et non matérialisée
AP MANSOUEYE	93,38	33839,40	10,528	Non matérialisée	1000	insuffisance d'herbe; absence de COGES	Accueille presque tous les animaux de la commune en saison de pluie,)
AP LALE KOULI	30,07	1371,13	0,427	Non matérialisée	1000	Inondation qui limite la croissance des herbes; absence de COGES	Trop des espèces Fouri (<i>Giera Senegalensis</i>)

AP BALAOBE	17,68	1124,54	0,350	Non matérialisée	500	inaccessibilité des animaux à l'aire de pâturage en saison pluvieuse car il y a le mayo, Inondation qui limite la croissance des herbes; absence de COGES	Libre accès et non matérialisée , trop des espèces Fouri (<i>Giera Senegalensis</i>)
AP BARGUEDAYE	22,30	990,22	0,308	Non matérialisée	600	Occupation des aires de pâturages par les champ et les habitations; absence de COGES	Trop des espèces Fouri (<i>Giera Senegalensis</i>)
AP LALE BAOU	16,36	628,39	0,195	Non matérialisée	500	insuffisance d'herbe; absence de COGES	Trop des espèce Fouri (<i>Giera Senegalensis</i>)
AP TIHOULI	34,15	1639,17	0,510	Non matérialisée	300	manque d'herbe, inondation ; absence de COGES	Inondée permanemment
AP LALE LAIDA	10,13	194,50	0,061	Non matérialisée	500	rétrécissement des aires, insuffisance d'espèces d'herbe; absence de COGES	Très dégradé
AP TILALE	3,35	209,17	0,065	Non matérialisée	400	aire trop réduite; absence de COGES	
AP GOUDANG	180,30	9952,57	3,096	Non matérialisée	400	manque d'herbe en quantité suffisante; absence de COGES	Trop des espèces Fouri (<i>Giera Senegalensis</i>)
AP GOUBOUG./TIBEGUE	160,70	13498,74	4,200	Non matérialisée	500	manque d'herbe dans l'aire, surpâturage; absence de COGES	Trop des espèces Fouri (<i>Giera Senegalensis</i>)

<i>AP WERPORE</i>	38,26	551,01	0,171	Non matérialisée, très dégradé	700	insuffisance d'herbe, sol nu 50 , forte érosion 30 ; absence de COGES	Très dégradée près de 50% de sol nu
<i>AP WERSEORE</i>	10,33	706,77	0,220	Non matérialisée, très dégradé,	200	déforestation , inondation ; absence de COGES	Très dégradée, Libre accès et non matérialisée
<i>AP BARE HAIW, WERMIGNA, FOULDAI</i>	960,98	76109,25	23,678	Non matérialisée, Souvent inondé mais officiel	300	Insuffisance d'herbe, Présence des sol nu, les habitation; absence de COGES	La plus vaste aire de la commune

Ce tableau nous montre que toutes les aires de pâturage de la commune ne sont pas matérialisées et elles sont dégradées. La plus vaste aire est dénommée BAREHAIWA à Danhou, WERMIGNA à Golonguini et FOULDAYE à Dziguilao, soit 960 Hectares environs. La plus petite aire est celle dénommée AP TILALE avec environ 3 Hectares. De plus l'espèce *Guiera Senegalensis (Fouri)* est l'herbacée la plus importante. Confère matrice pour plus des détails. La carte 3 présente la répartition spatiale des aires de pâturage de la Commune.



Carte 3: Distribution des espaces pastoraux de la Commune

V-1-4. Gestion des aires de pâturages

Les aires de pâturage de la commune n'ont aucun comité de gestion. L'accès dans les aires est libre, sans contrôle. Cette absence des COGES est la véritable cause de la mauvaise gestion de ces aires. L'absence de matérialisation des zones de pâturages dans cette commune donne la possibilité aux agriculteurs d'empiéter dans ces parcours. C'est ce qui laisse le libre choix aux populations d'être contre tout travail d'aménagement d'espace pastoral. Or, l'aménagement et la délimitation des périmètres de pâturages, le développement de l'élevage intensif et la prise en compte des pâturages dans les plans d'aménagement seraient des pistes de solution pour améliorer la disponibilité en ressources fourragères dans la commune.

Toutefois, certaines autorités traditionnelles, soucieux de la dégradation des aires de pâturage et le surpâturage défendent certains exploitants des aires des pâturages pour des terres agricoles.

V-2. Pistes à bétail

Les pistes à bétail permettent aux animaux de partir des villages vers les zones de pâturages ou les marchés à bétail. Certaines pistes à bétail traversent plusieurs villages et relient aussi plusieurs ressources et infrastructures pastorales (points d'eau d'abreuvement, pâturages, parcs de vaccination, etc.). Cependant, une piste à bétail dans la commune n'a fait l'objet de matérialisation, elles sont aujourd'hui menacées de disparition sous l'effet de l'expansion des cultures, des pistes occupées par les usagers. Certaines pistes ont vu leur largeur réduite tandis que d'autres sont obstruées par les champs.

V-2-1. Etat des lieux des pistes à bétail de la Commune

Au total 26 pistes à bétails et un couloir de transhumance. Ces pistes permettent d'accéder soit aux ressources (aires de pâturage ou point d'eau) soit aux infrastructures. L'état de ces pistes reste entre autre : rétrécissement, obstruction, non matérialisation et délimitation, forte érosion et l'existence des champs à proximité. Cette position est à l'origine des conflits entre les agriculteurs et éleveurs. Le tableau 8 présente l'état des lieux des pistes à bétail de la Commune et la carte 4 retrace les positions géographiques de ces pistes.

Tableau 8: Pistes à bétail

N°	Localisation	Localisation	Itinéraire	Longueur (km)	Largeur moyenne (m)	Etat	Mode d'accès et utilisation	Problèmes identifiés
1.	PB MAPORE	MAPORE	Route N-Mayo-AP Balaobe	0,67	3	Rétrécie et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
2.	PB ROUTE N	MAPORE	Route N-Mapore centre-PV Lale Djibidi-Mayo-AP Balaobe	1,76	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
3.	PB Hôtel AP	GOUNDAY E	Hôtel-AP Lale Barguedaye	1,12	4	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstruée et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
4.	PB LALE KOULI	GOUNDAY E	Route-PB Sirlawé-AP Kouli	1,13	3	Erosion, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
5.	PB TIBEGUE	TIBEGUE	Quartier Tibegue-AP Manpirba	1,27	4	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
6.	PB1	DOMBA	Chefferie Domba-AP-Mare Artificielle	2,48	6	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
7.	PB SAIGA	DOMBA	Petit marche-PV Kera-AP Saiga	3,79	3	Erosion , Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
8	PB LYCEE	GOUNDAY E	Lycée-Mayo-Balané	1,94	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement

N°	Localisation	Localisation	Itinéraire	Longueur (km)	Largeur moyenne (m)	Etat	Mode d'accès et utilisation	Problèmes identifiés
9	PB LALE BAOU	GOUNDAY E	Balambale-Dawarega-AP Lalé Baou	2,90	4	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
10.	PB H KAKTOING	MAPORE	Marre houli kaktoind	8,41	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
11.	1 PB SOUYEY	SOUYEY	EP SOUEYE-AP Mansoueye	2,84	3	Erosion, présence des champs à proximité, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
12.	2 PB SOUYEY	SOUYEY	EP SOUEYE-AP BIFOULI	2,39	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
13.	PB G TCHAD	GOLONGHI NI	Route Mayo AP Tchad	1,88	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
14.	PB G PV	GOLONGHI NI	Tchad -EP Groupe 2 -PV AP Wermigna	1,12	5	Erosion, présence des champs à proximité, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
15	PB G WERMIGNA	GOLONGHI NI	Tokloré - AP Tilalé	1,22	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
16.	PB G	GOLONGHI	EP Biliou, AP Wermigna	1,13		Erosion, présence des	Accès libre	Rétrécissement

N°	Localisation	Localisation	Itinéraire	Longueur (km)	Largeur moyenne (m)	Etat	Mode d'accès et utilisation	Problèmes identifiés
	WERMIGNA	NI			3	champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée		
17.	PB AP WERPORE	DANHOU	Mbantilale-mbantiwang-Mayo-AP Werporé	3,09	5	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
18.	PB BARE HAIWA	DANHOU	AP Bare haiwa-bantimougouri-tikali	4,87	5	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
19	PB DJAK PUSS	DONGROSS E	Mare djakpus- Tiliga-Mantiliga	1,51	5	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
20	PB FORAGE PASTORAL	DONGROSS E	BP Forage –route-Pilding Bitcharé	3,91	5	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
21	PB DONGROSS E	DONGROSS E	Dongrosse-Forage pastoral	2,66	2	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
22	PB DOMBA	DOMBA	EP Domba- AP Lale laida	1,51	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement

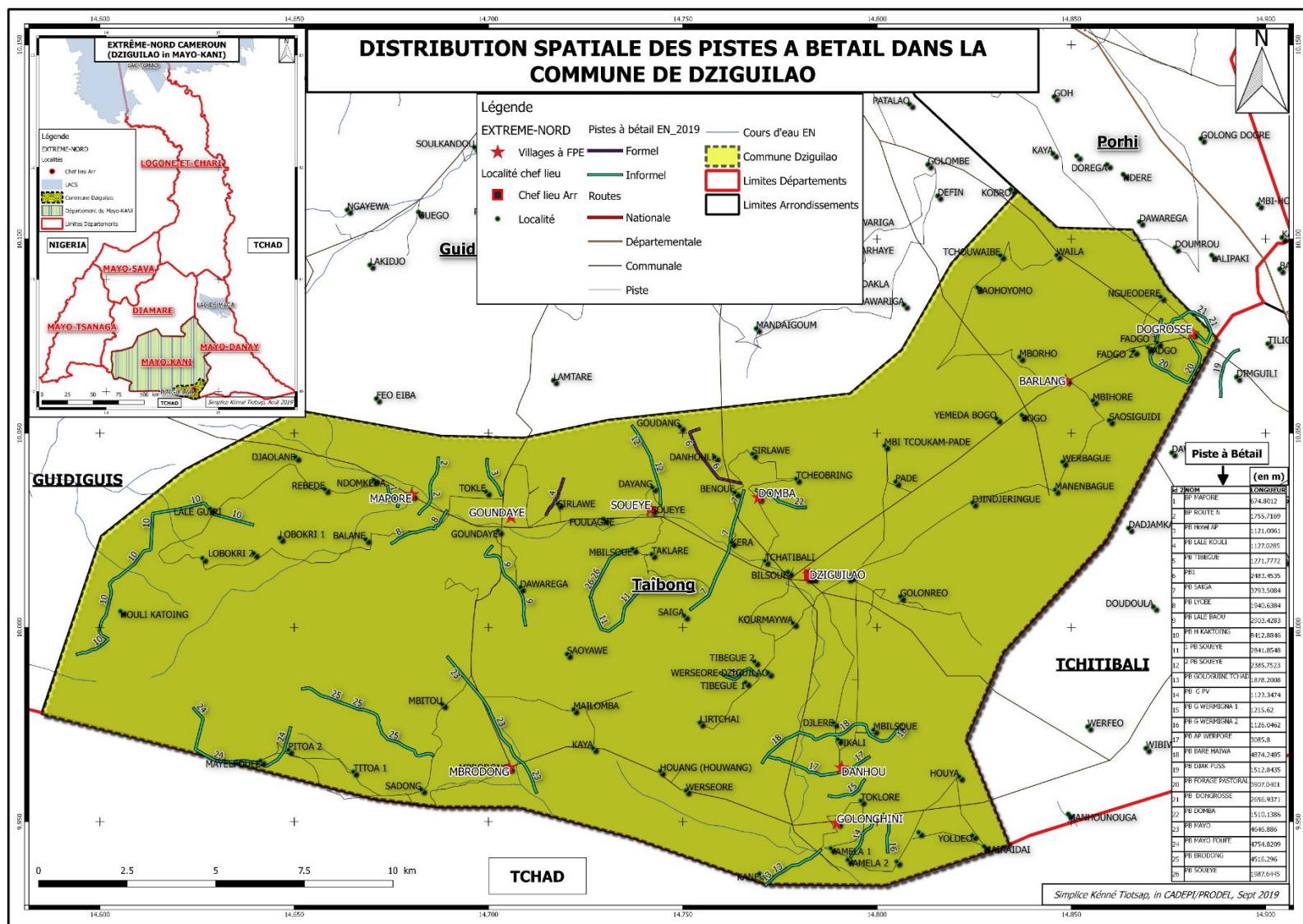
N°	Localisation	Localisation	Itinéraire	Longueur (km)	Largeur moyenne (m)	Etat	Mode d'accès et utilisation	Problèmes identifiés
23	PB MAYO	BRODONG	Mayo- PV centre Mbrodong	4,65	3	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
24	PB MAYO FOUFE	BRODONG	Mayo Foufé - Pitoa,	4,75	6	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
25	PB BRODONG	BRODONG	Hôpital centre-Mbitou PV	4,52	4	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
26	PB SOUEYE	SOUEYE	EP Soueye	1,99	4	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement
27	Couloir transite	Tchad-Golinguini	Fianga-Golinguini-Mbrodong-Mbitou-AP Saïga-Guider	100	4	Erosion, présence des champs à proximité, Rétrécie, obstrué et non sécurisée	Accès libre	Rétrécissement



Photo 1:A: Piste à bétail de Golonguini (Juillet 2019) ;
2019)

B: Piste à bétail de Danhou (Juillet 2019);

C :Piste à bétail de Goundaye (Juillet



V.2.3. Gestion des pistes à bétail

Dans la commune les voies d'accès aux ressources pastorales sont des pistes. Lors du diagnostic participatif des RIP, on a dénombré au total 26 pistes sur l'ensemble des villages à fort potentiel en élevage. Il faut dire ici que malgré leur importance capitale dans l'accès aux ressources pastorales, ces pistes ne sont ni gérées, ni sécurisées, les limites ni matérialisées.

Malgré l'existence de textes réglementaires fixant les limites, les populations n'ont pas de références exactes leur permettant de situer leur terroir agricole par rapport aux ranchs. Cette faiblesse est souvent exploitée pour la pratique des activités agricoles sur l'espace réservé aux passages des bétails et ceci engendrant des conflits entre les utilisateurs des ressources.

Pour une meilleure gestion durable des pistes à bétail, il serait judicieux à la commune et au MINEPIA de réactualiser ou de mettre sur pied des textes régissant la réglementation des pistes et couloirs dans la Commune.

V-3. Marchés à bétail

Il existe deux marchés à bétail dans la Commune localisés dans les villages suivants :

- Dziguilao (gros bétail et petits ruminants, porcs et volaille) ;
- Mbitou (petits ruminants uniquement) ;

Ces marchés à bétail de Dziguilao sont régulièrement fournis en bétail et sont bien aménagés mais partiellement équipés.

V-3-1. Localisation et jour d'animation

❖ *Marché à bétail de Dziguilao*

Le Marché à bétail est situé à Mbitchague. Il s'anime tous les Jeudis. Sa capacité d'accueil peut être estimée à plus de 500 têtes de gros bétails, 600 petits ruminants et plus de 200 porcs.

❖ *Marché de petits ruminants de Mbitou*

Le marché de petits ruminants de Mbitou s'anime tous les Mercredis. Il est très sollicité et situé dans le village Mbrodong, village à proximité du Tchad. Ce marché est sous le contrôle de la Commune, assistée par la DAEPIA, du chef du village et des intermédiaires sur le marché.

V-3-2. Equipements et infrastructures

❖ *Etat d'infrastructure et d'équipement du Marché à bétail de Dziguilao*

Les équipements sont construits en matériaux définitifs :

- ✓ Une clôture, par des barres de fer plombées sur des poteaux en béton armé. Actuellement le mur est en cours de construction par l'AMAB, afin de supprimer les fils en état dégradé ;
- ✓ Un bureau ;
- ✓ Trois (03) hangars dont un construit par le PNDP et deux par l'AMAB ;
- ✓ Deux forages et deux abreuvoirs ;
- ✓ Deux parcs construits par le PNDP ;
- ✓ Un bloc de quatre (04) latrines ;
- ✓ Un quai d'embarquement ;
- ✓ Une porcherie hors de l'enclos du marché situé à environ 500 m.



Photo 2:: A: Marché de Porc ;

B: Marché à bétail de Dziguilao



Photo 3: Quai d'embarquement

❖ *Etat d'infrastructure et d'équipement du Marché de petits ruminants Mbitou (Mbrodong)*

Ces marchés ne possèdent aucun équipement, ni infrastructure existante. Les marchés sont ouverts, pas de clôture ni de sécurisation. Ces marchés gardent pour l'heure le statut des marchés locaux et non modernes, pourtant ils sont fréquentés et contribuent à l'économie dans le secteur de l'élevage.

V-3-3. Gestion des marchés à bétail

La gestion du marché à bétail de Dziguilao est assurée par la commune, le MINPIA, l'AMAB (association des marchés à bétail) et la chefferie.

Le comité de gestion de ce marché était créé en 2015 et est fonctionnel aujourd'hui. Le comité est composé des membres suivants :

- ✓ Un Président (de l'AMAB) ;
- ✓ Un rapporteur (Le Maire) ;
- ✓ Un représentant du MINEPIA (Chef centre zootechnie et vétérinaire) ;
- ✓ Les trésoriers (Membre de l'AMAB) ;
- ✓ Les secrétaires (membre de l'AMAB)

A côté de ce comité de gestion, il existe l'Association des Acteurs du Marché à bétails. Elle est créée en 2013, c'est cette Association qui est le moteur permettant d'animer le marché tous les jours. Elle composée de :

- Un président ;
- Un secrétaire général et son adjoint ;
- Un trésorier ;

- Deux commissaires aux comptes ;
- Les conseils.

Le niveau de fonctionnement de l'AMAB reste encore à féliciter car ces actions sont des bonnes pratiques en matière d'élevage dans la commune.

Tableau 9: Les taxes sur le marché à bétail

Espèce	Taxe	Montant (FCFA)	Répartition/acteur/Montants	
Gros bétail	A l'entrée	700/2800	Commune	400
			MINEPIA	200
			AMAB	100
			Douane (Pour les animaux venant du Tchad)	2000
	A la sortie (laissé passer)	200	MINEPIA	200
Petit ruminant	A l'entrée	350/850	Commune	200
			MINEPIA	100
			AMAB	50
			Douane (Pour les animaux venant du Tchad)	500
	A la sortie	100	MINEPIA	100
Porc	Entrée	500	Commune	300
			MINEPIA	100
			AMAB	100

La gestion du marché est marquée par un bilan journalier à la clôture du marché, les parties prenantes se réunissent (MINEPIA, Commune, MAB, Lamidat) pour faire le point de la journée et des observations. Les recouvrements des taxes sont faits contre ticket. Il est important de mentionner qu'en réalité la chefferie ne devrait pas percevoir ces taxes mais dans la commune le chef est appelé à faire des sacrifices pour la « protection » et mieux animer le marché. Quant au marché des petits ruminants de Mbitou, c'est la commune et le MINEPIA qui interviennent dans les collectes des taxes. Les principaux acteurs impliqués dans la gestion des marchés à bétail sont : les commerçants, les acheteurs, les éleveurs, La Commune, le MINEPIA.

VI-3-4. Situation de l'offre et de la demande sur le marché à bétails de Dziguilao

La situation de l'offre est en baisse en saison de pluie (Juillet à Aout) et remonte en saison sèche (Septembre à Décembre) Le tableau 10 présente la moyenne de la situation en Avril 2019.

Tableau 10: Situation de l'offre et de la demande sur le marché à bétails de Dziguilao

Situation	Espèce	Effectif moyen
Présent sur le marché (Offre)	Bovins	341
	Petits ruminants	438
	Porcs	140
Vendus (demande)	Bovins	300
	Petits ruminants	350
	Porcs	100

Les animaux sur le marché proviennent des lieux suivant : Tchad, Tchatibali, Doukoula, Touloum Kaélé, Guidiguï et Dziguilao. Après-vente les lieux de destination sont entre autre : Moulvoudaye, Guidiguï, Maroua, Douala, Yaoundé Garoua, N’Gaoundéré et même au Gabon et Nigeria. Pour plus de détail confère le circuit de commercialisation.

VI.3.5. Dysfonctionnements et problèmes rencontrés

Il est souvent noté un manque de rigueur dans la collecte des taxes, le refus de paiement de taxes par les vendeurs ou la complicité entre le vendeur et les collecteurs. Les vendeurs payent la moitié de la taxe sans recevoir de ticket. Ce qui influence le montant des taxes perçus par la Commune.

L’entrée au marché à bétail de Dziguilao est devenue compliquée en saison des pluies à cause de l’inondation de la piste d’accès au virage de la route communale. Elle est également dû à la défectuosité de certains équipements et infrastructures. C’est le cas de la clôture dont les fils barbelés sont coupés et certains poteaux du parc sont au sol.

Face à ces dysfonctionnements, les propositions des solutions suivantes sont formulées :

- Amélioration de la qualité et de la quantité des infrastructures et équipements du marché, le bureau du comité, les abreuvoirs ;
- Sécurisation du parc de marché à bétail ;
- Réouverture de la piste d’entrée du marché à bétail ;
- Renforcement des capacités des membres du comité de gestion sur ses missions et les outils de gestion du marché.

V-4. Points d’eau pastoraux

Il existe des multitudes points d’eau dans la Commune de Dziguilao mais malheureusement la plupart sont des mares naturelles et artificielles qui ne contiennent d’eau que pendant la saison pluvieuse (3 mois maximum). Ces mares sont en majorité ensablées et parfois utilisées à des fins domestiques. On distingue ainsi, trois catégories de point d’eau : Les mares (artificielles et naturelles), les puits pastoraux et les forages pastoraux à énergie solaire. La carte 5 présente la répartition spatiale de ces points d’eau.

V-4-1. Etat des lieux des points d’eau pastoraux

L’état des lieux des différents points d’eau pastoraux de la commune est ainsi présenté dans le tableau 11, pour plus des détails confère la matrice en annexes

Tableau 11: Etat des lieux des points d'eau pastoraux

N°	Points d'eau	Localisation	Caractéristiques	Etat	Contrôle (COGES) Oui ou Non	Mode d'utilisation	Estimation des bénéficiaires et utilisateur	Problèmes identifiés
1	FP DONGROSSE	DONGROSSE	Forage pastorale à énergie solaire	En panne	Non	Libre	200	panne de batterie
2	FP DZIGUILAO	MBIBOURI	Forage pastorale à énergie solaire	Fonctionnel	Non	Libre	300	insuffisance de la quantité d'eau
3	FP PADE	PADE	Forage pastorale à énergie solaire	Pas fonctionnel	Oui	Payant	200	le réservoir d'eau est en quantité insuffisante
4	FP TIBEGUE	TIBEGUE	Forage pastorale à énergie solaire	Non	Oui	Payant	300	Pas de l'eau dans le forage, forage négatif
5	FP BALAMBALE	BALAMBALE	Forage pastorale à énergie solaire	Fonctionnel	Oui	Payant	400	Il est bien réalisé fonctionnel mais les robinets ne fonctionnent pas les deux abreuvoirs dans les herbes manque de comité de gestion
6	FORAGE PASTORAL BARLANG	BARLANG	Forage pastorale à énergie solaire	Fonctionnel	Oui	Payant	200	Entretien
7	FORAGE PASTORAL NGORHO	NGORHO	Forage pastorale à énergie solaire	En panne	Non	Libre	200	en panne
8	FP MANENBAGUE	MANENBAGUE	Forage pastorale à énergie solaire	En panne	Oui	Payant	200	en panne
9	FP SOUEYE	SOUEYE	Forage pastorale à énergie solaire	En panne	Oui	Payant	200	en panne

N°	Points d'eau	Localisation	Caractéristiques	Etat	Contrôle (COGES) Oui ou Non	Mode d'utilisation	Estimation des bénéficiaires et utilisateur	Problèmes identifiés
10	FP PITO A	PITO A	Forage pastorale à énergie solaire	En panne	Oui	Payant	200	réservoir tombe réhabilitation du bâtiment
11	MARRE DANHOULI	DANHOULI	Artificielle	Fonctionnelle	Non	Libre	250	l'eau est de mauvaise qualité
12	MARRE 1 PUSS	NDONROSSE	Mare artificielle	Fonctionnelle	Non	Libre	600	tarissement(Décembre)
13	MARRE DJAK PUSS	DJAOLANE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	200	tarissement
14	MARRE GOLON TCHANG	BLAMBALE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	200	tarissement
15	MARRE SOUEYE	SOUEYE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	1000	tarissement
16	MARRE HOULI KAKTOING	GUESSAYE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	500	manque d'eau dans la réserve en saison sèche
17	MARRE DJAK PUSS	NDONROSSE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	700	insuffisance de la quantité d'eau
18	MARRE PUSS	NDONROSSE	Mare artificielle	Fonctionnelle	Non	Libre	600	tarissement(février)
19	MARRE LOBOKRI	LOBOKRI	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	500	tarissement de la réserve
20	MARRE NATURELLE	BRODONG	mare artificielle	Fonctionnelle	Non	Libre	300	tarissement
21	MARRE MATANE	MAPORE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	400	envahissement de ma mare par les espèces ligneuses
22	MARRE BALAOBE	MAPORE	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	200	érosion, tarissement
23	MARRE BIFOULI	BIFOULI	Mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	800	insuffisance de la quantité d'eau

N°	Points d'eau	Localisation	Caractéristiques	Etat	Contrôle (COGES) Oui ou Non	Mode d'utilisation	Estimation des bénéficiaires et utilisateur	Problèmes identifiés
24	MARRE MANHOURLOUG	SOUYEY	Forage pastorale à énergie solaire	Fonctionnelle	Non	Libre	400	tarissement
25	MARE WERFEO 2	E P WERFEO 2	mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	800	mare ne couvre pas toute année
26	MARRE MBIBOURI	MBIBOURI	mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	500	Tarissement précoce
27	MARRE MAIDOUDOULA DANHOU	DANHOU	mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	800	tarissement
28	MARRE MANGRONG DANHOU	MBANMOUGOURI	mare naturelle	Fonctionnelle	Non	Libre	800	effectif un peu élevé des bovins
29	MARRE PORKARANT	LYCEE DE GOLONGHINI	mare artificielle	Fonctionnelle	Non	Libre	500	Elle tarit souvent
30	MARE TILALE WERSEORE	WERSEORE	Artificielle	Fonctionnelle	Non	Libre	300	tarissement
31	PUIT PASTORAL	EP BARLAND	puits à ciel ouvert	Fonctionnelle	Non	Libre	400	aucun
32	PUITS SIRLAWE	SIRLAWE	puits à ciel ouvert	Fonctionnelle	Non	Libre	300	surnombre de bétail

De ce tableau 11, il ressort que, la commune de Dziguilao compte 10 forages pastoraux et sept sont en panne. Deux (02) puits à ciel ouvert ont été identifiés, quatre (04) mares artificielles. En dehors des forages pastoraux qui ont des COGES aucun autre point d'eau n'a un comité de gestion. Les mares ont pour la plupart le problème de tarissement précoce. Une représentation géographique détaillée est des différents points d'eau de la commune sur la carte 5. Il est aussi important de mentionner qu'il y'a trois forages en cours de réalisation : Dziguilao (ce forage est placé entre le marché à bétail et le parc de vaccination, il est négatif), Danhou et Barlang.

Dans la commune Dziguilao les infrastructures pastorales sont très mal entretenues, et la réalisation de ces ouvrages ne respecte pas les normes, c'est pour cela certains forages n'ont pas un bon débit à cause des profondeurs qui varient entre 38 et 43m. Et pourtant les niveaux statiques dans ces zones fluctuent entre 43 et 50m d'où la non productivité des forages constatée sur certains sites.

Cependant, pour qu'on puisse avoir des infrastructures de qualité et construites selon les normes, certains paramètres hydrauliques devront être bien étudiés et pris en compte dans la réalisation. Par ailleurs, pour que l'ouvrage mis en place soit bien entretenu et suivi, cela passe par la mise en place d'un comité de gestion bien organisé

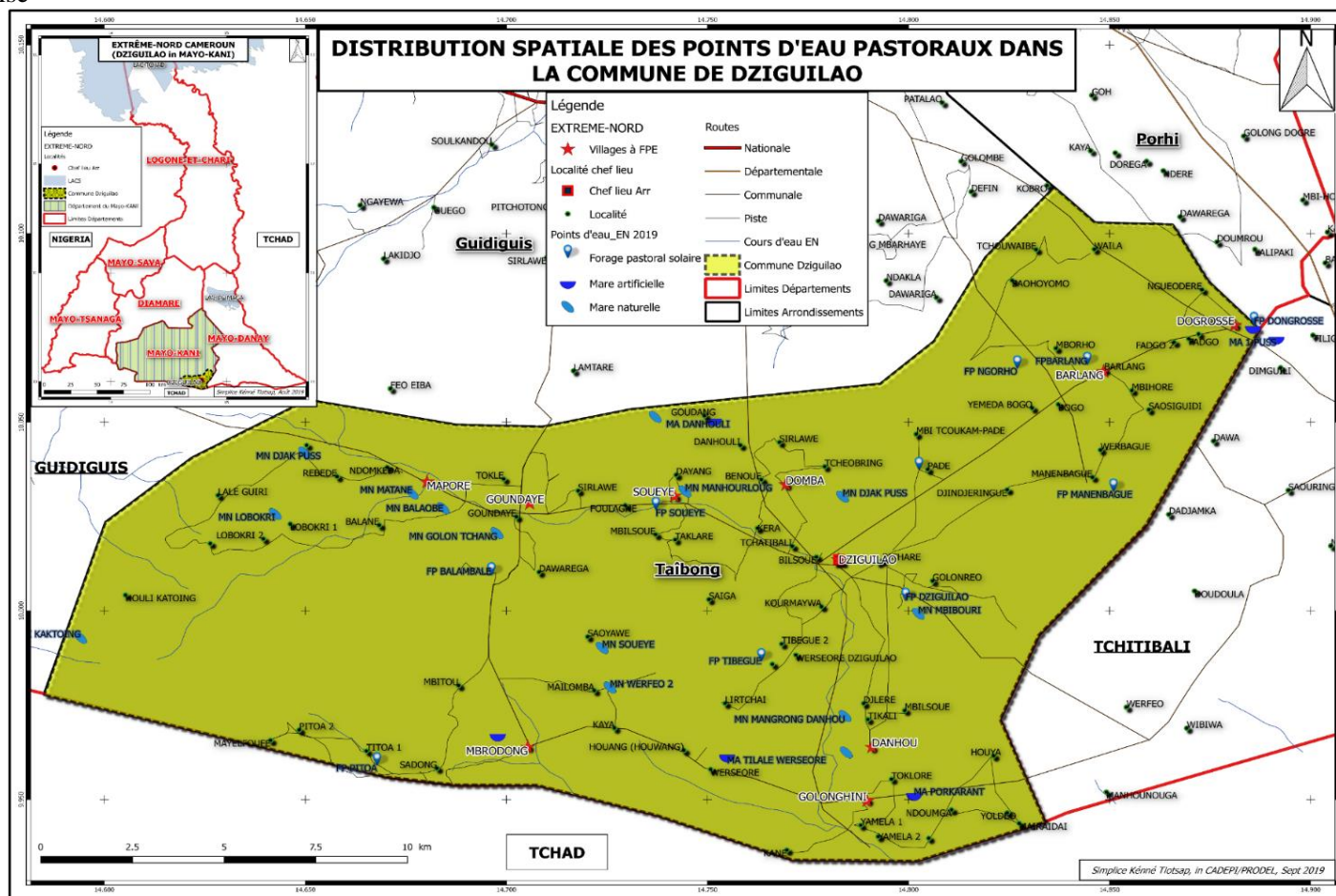




Photo 4: Forage pastorale de Dongrosse (A) et de Goundaye (B)

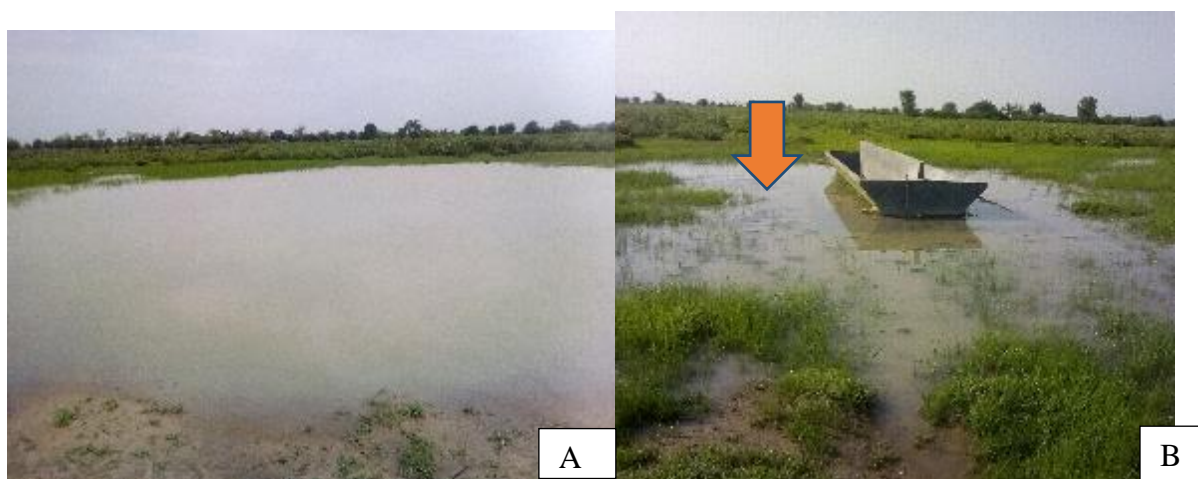


Photo 5: Une mare naturelle (A) et un abreuvoir complètement inondé (B)

V-4-2. Utilisation et gestion des points d'eau pastoraux

Les ressources en eau pour l'abreuvement du bétail dans la commune dépendent essentiellement des pluies. Ils gardent de l'eau juste en saison des pluies. L'accès à ces points d'eau est libre sauf les forages pastoraux où les éleveurs payent 50F par tête de bœuf chaque mois. Les petits ruminants quant à eux sont abreuvés gratuitement. Cependant cet accès est peu organisé.

S'agissant des mares, on distingue les mares naturelles et les mares aménagées ou artificielles. En plus de l'abreuvement du bétail, les eaux de ces mares sont souvent pour d'autres besoins domestiques (construction, lessive, vaisselle).

En période d'abondance, l'accès à ces points d'eau est totalement libre.

Le tarissement précoce de ces points d'eau oblige les éleveurs à aménager des puits provisoires dans les cours d'eau et à quitter la zone pour s'installer là où l'eau est facilement trouvable.

Dans la commune, aucune mare ne dispose d'un comité de gestion. En l'absence des aménagements appropriés notamment les abreuvoirs et le système de pompage, les animaux accèdent directement aux mares, ce qui accentue l'ensablement et la pollution de ces points d'eau. Cette pollution est aggravée par les actions anthropiques (le bain au savon des hommes, la lessive et le lavage du matériel de pulvérisation du coton).

Ainsi, cette eau change de couleur, de goût et d'odeur. En consommant cette eau, le bétail tombe malade avec des symptômes tels que les avortements, la perte du poids.

L'absence des organisations en charge de la gestion des mares et l'indifférence ou la passivité des éleveurs contribuent à une dégradation continue des points d'eau d'abreuvement. Avant de procéder aux nouveaux investissements, il faut repenser les modes de gestion de ces points d'eau en responsabilisant davantage les éleveurs et autres acteurs villageois et communaux

V-5. Infrastructures zoo-sanitaires

V-5-1. Centre Zootechnique et vétérinaire

La Commune de Dziguilao compte deux (02) centres zootechniques et vétérinaires (CZV) : Dziguilao et Dongrosse

➤ Centre zootechnique et vétérinaire de Dziguilao

Logé à la délégation d'arrondissement d'élevage, des pêches et des industries animales, il compte un personnel (le chef du centre) qui a une moto de service. Au-delà du manque de bâtiment ce centre connaît plusieurs problèmes : Les éleveurs avec l'expérience de leurs activités, maîtrisent mieux la santé animale, de ce fait préfèrent ne pas vacciner les animaux lors des campagnes des vaccinations organisées par le MINEPIA. Très souvent pour remplir les formalités et obtenir le carnet de vaccination, les éleveurs envoient une partie de cheptel pour les vaccinations. D'autres restent au Tchad pendant les périodes de vaccination. Face à ce problème il est encore encouragé de sensibiliser d'avantage les éleveurs sur l'importance des vaccinations et de collaborer avec le service vétérinaire du Tchad afin d'organiser les périodes de vaccination au même moment.

➤ Centre zootechnique et vétérinaire de Dongrosse

Il dispose d'un bâtiment (bureau) construit en 2014 par le PIB MINEPIA. Il y a un personnel dans ce centre et l'accessibilité est relativement difficile en saison des pluies dans ce centre.

V-5-2. Parcs de vaccination

Plusieurs parcs de vaccination ont été identifiés et la plupart de ces parcs sont faits en matériaux provisoires (haie morte et vive). Quatre seulement sont faits en matériaux définitifs notamment celui de Dziguilao, Goundaye, Mbitou, et Golonguini. Ces parcs de vaccination sont aménagés pendant la période de vaccination par les populations qui s'organisent et parfois cotisent pour payer la main d'œuvre.

La mauvaise qualité de ces infrastructures est à l'origine des problèmes suivants :

- La fuite et la sortie des animaux pendant la vaccination ;
- Une forte main d'œuvre pour assurer la garde autour du parc pendant la vaccination ;
- Administration insuffisante de la dose du vaccin suite à la mauvaise contention des animaux.

Tableau 12: fait état des parcs de vaccination identifiés.

Parcs vaccinogènes	Localisation	Nature	Etat
PV BARLANG	BARLANG	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV KEPNA	KEPNA	Parc de vaccination	Fonctionnel

Parcs vaccinogènes	Localisation	Nature	Etat
		traditionnel	
PV MANENBAGUE	MABAGUENNEM	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV TIBEGUE	TIBEGUE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV PADE	PADE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV DZIGUILAO	MBIBOURI	Parc de vaccination construit en matériaux définitifs	Fonctionnel
PV BALANE GOUNDAYE	Goundaye	Parc de vaccination construit en matériaux définitifs	Ce parc de vaccination nouvellement construit ne reflète la norme car les dimensions des couloirs et irrégulier, et l'endroit où le vétérinaire n'est pas couvé et il faut le dallage du sol
P V BALAMBALE	BLAMBALE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV LALEGUIRI	MAPORE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV LALE KOULI	LALE KOULI	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV TILALE	TILLE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV GOUDANG	DANHOULI	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV DANHOU	CENTRE DE SANTE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV GOLONGUINI	LYCEE DE GOLONGHINI	Parc de vaccination construit en matériaux définitifs	Fonctionnel
PV SAOGNAWE	SAOGNAWE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV SOUEYE	SOUEYE CENTRE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV FIGUIL	SOUEYE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV KERA	KERA	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV GORHO	GORHO	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV DONGROSSE	DONGROSSE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV HOULI KAKTOING	GUESSAYE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV LOBOKRI	LOBOKRI	Parc de vaccination	Fonctionnel

Parcs vaccinogènes	Localisation	Nature	Etat
		traditionnel	
PV LALEDJIBIDI	MAPORE	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV CENTRE	MBRODONG	Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel
PV MBITOU	MBITOU	Parc de vaccination construit en matériaux définitifs	Fonctionnel
PV MAYO FOUFE	MAYO FOUFE	Parc vaccinogène traditionnel	Fonctionnel
PV PITO A 1	PITO A 1	Parc vaccinogène traditionnel	Fonctionnel
PV FOULAYE	FOULAGNE	Parc vaccinogène traditionnel	Fonctionnel
PV SADONG	SADONG	Pa Parc de vaccination traditionnel	Fonctionnel



Photo 6: A : PV Goundaye (Juillet 2019);

B: PV traditionnel de Pitoa (Juillet 2019)

Les vaccinations se font de façon périodique selon le type de vaccin à administrer. Les vaccins sont prescrits systématiquement par le DAEPIA pour la prévention des maladies et a permis de réduire les mortalités. Les animaux sont également inspectés au niveau des aires d'abattage pour éviter la vente de la viande contaminée/souillée. Les périodes et les vaccins administrés sont présentés dans le tableau 13 :

Tableau 13: Période de vaccination et vaccins administrés

Périodes	Vaccin/maladie	Observations
Juillet-Août – Septembre	- Symtovax : contre le Charbon Bactérien	période non respecté faute de la disponibilité des vaccins et le Périvax est répété après trois mois de vaccination.
Sept-Oct. Nov	- Périvax : contre la PPCB	
	- Anthrax : contre le Charbon bactérien	
	- Nodulovax : contre la Dermatose nodulaire	

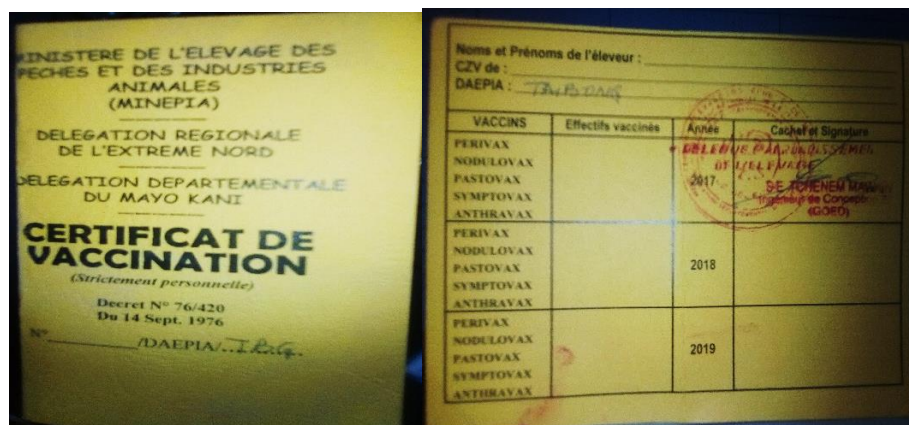


Photo 7: Certificat de vaccination

V-5-2 Abattoir

La commune dispose d'un abattoir moderne, bien entretenu et aménagé. Cet abattoir dispose d'un bureau, d'une aire d'abattage, et d'un canal d'évacuation. Chaque jour, un bœuf au moins est abattu et en moyenne huit (08) les jeudis (jour du marché). Pour ce qui est des petits ruminants, 3 en moyenne sont abattus chaque jour et environ 20 les jeudis. La taxe d'abattage est de 200F/tête pour les petits ruminants et 700F pour le gros bétail. L'âge d'abattage est de 3 ans au moins pour les gros bétails et au moins 6 mois pour les petits ruminants. Il est à mentionner que la piste d'accès est très rétrécie et l'aire d'abattage est inondée en saison des pluies (voir photo).



Photo 8: Abattoir de Dziguilao (Août 2019)

V-5-3 Pharmacie vétérinaire

La pharmacie vétérinaire de Dziguilao dénommée TAÏBONVET, autrefois est connue sous le nom de CAPHAVET de Dziguilao. Inauguré en Mars 2019, le bâtiment était construit et aménagé en 2017. Elle est ouverte tous les jours ouvrables de 07H à 17H 30 mn avec une pause entre 12H à 14H. Dans la pharmacie, on rencontre deux personnels : le Directeur général qui est un Docteur vétérinaire et un gérant qui est un technicien vétérinaire. On rencontre dans cette pharmacie les produits présentés par classe dans le tableau 14.

Tableau 14: Les produits vétérinaire disponible dans TAÏBONVET

Antibiotiques	Trypanocides	Vitamines	Déparasitant
-Tétracycline	-Diminakel	-Extravitalf	-Okzan
-Antiinflammatoire	-Veriben	-Fercobsang	-Vade plen
-Tetracolivit	-Azadim	-Kelavitasol	-Kelanthic
-Neoxyvital	-Veridium	-Boluvit	-Albendazole 300mg
-Piperazine citrate	-Trypamitium		-Albendazole 2500g

Tylokel Sulfadimerazine	Trypadim		-Evermectine
----------------------------	----------	--	--------------

TAÏBONVET a reçu l'appui de PRODEL par des kits informatiques (Ordinateur, imprimante), une moto et d'une plaque solaire. TAÏBONVET a des atouts inexplicables car c'est l'unique pharmacie vétérinaire de Dziguilao et l'élevage est pratiqué par toute la population, de plus c'est une commune frontalière du Tchad.

Malgré ces atouts TAÏBONVET fait face au problème de la concurrence avec des faux médicaments qu'on rencontre sur le marché, les éleveurs préfèrent acheter ces produits à faible coût. Nous proposons de nettoyer le marché des faux médicaments afin de réduire les risques que courent les animaux.

V.6. Structures de gestion

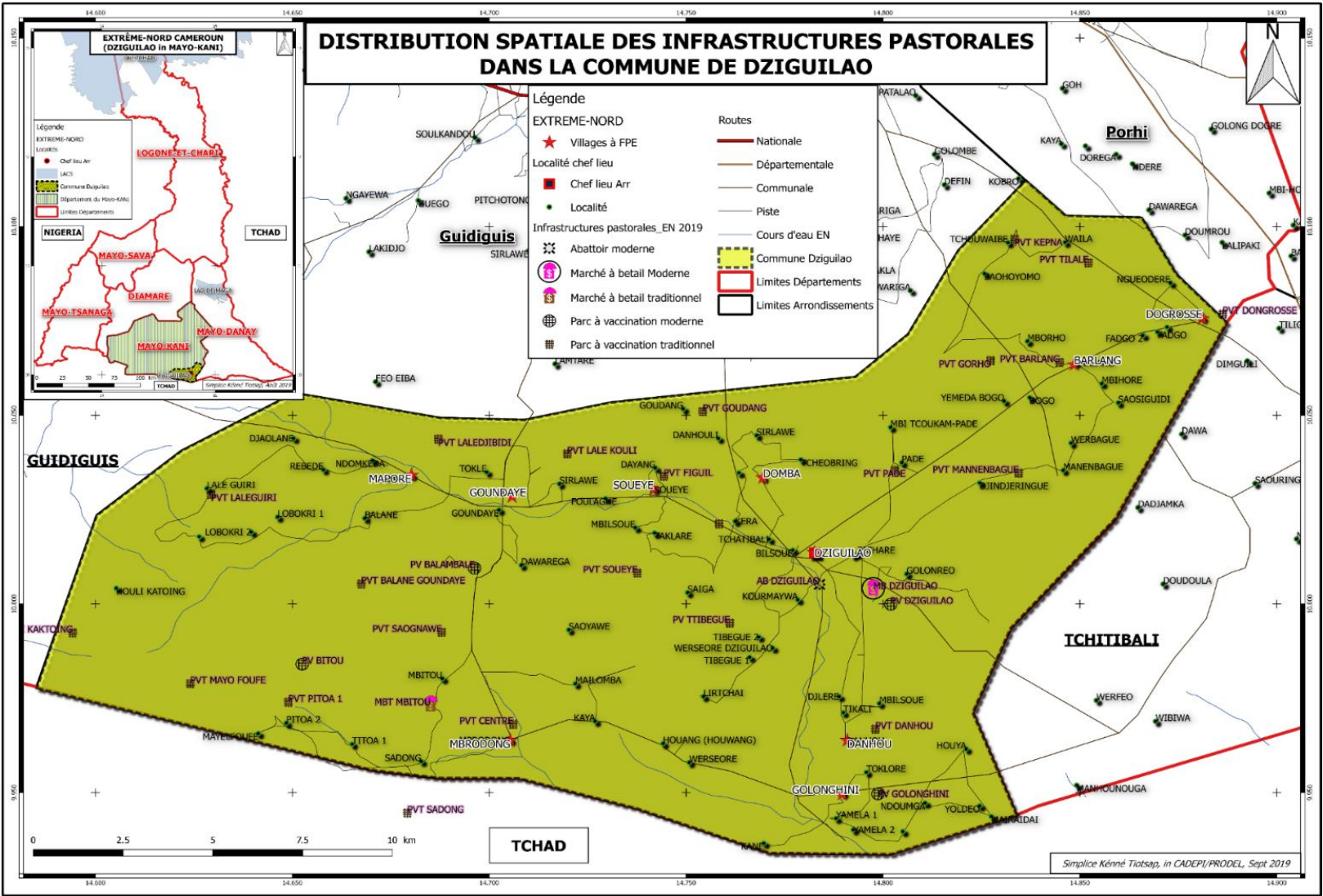
Lors de la conduite du diagnostic des RIP dans la commune de Dziguilao, un constat a été fait : celui de l'existence de cadre de concertation communal responsable de la gestion des espaces agro pastoraux dans la commune de Dziguilao. Il est mis en place le 25 Février 2013 avec l'appui de la SNV. Le comité est composé comme suit :

- Président : M. le sous-préfet
- Vice-Président : M. le Maire
- Rapporteur Général : M. DAEPIA
- Rapporteur Adjoint : M le DAADER
- Membre : - M le commandant de brigade de Dziguilao
 - Le chef de poste frontalier de la sureté Nationale
 - Le chef de poste Forestier de TAÏBONG
 - Tous des dix chefs traditionnels de 2^e et 3^e degré
 - Les représentants (03) des éleveurs
 - Les représentants (03) des Agriculteurs

Le niveau de fonctionnement de cet organe est médiocre, les réunions se tiennent souvent deux fois par an. Cela est dû au fait qu'il y a moins des conflits qui arrive à leur niveau. La majorité des conflits est gérée au niveau des autorités traditionnelles. Les difficultés majeures que rencontre cet organe pour la gestion des conflits est que c'est les mêmes éleveurs qui sont des agriculteurs. C'est-à-dire c'est les mêmes propriétés des bétails qui sont en même temps des propriétaires des champs agricoles. Il est donc recommandé de sensibiliser ces deux parties (Agriculteurs, éleveurs) afin de veiller non seulement sur les bétails dans les aires de pâturage ou sur les piste à bétails mais aussi de respecter les limites de celles-ci.

La nécessité de redynamiser le cadre de concertation communal se faisant de plus en plus sentir, le staff exécutif communal et le cadre de développement communal ont pris l'initiative de faciliter le cadre de concertation avec l'appui de la SNV et Syndicat des communes de Mayo Kani (SYNCOMAK).

Par ailleurs dans le cadre de l'élaboration du PGRP, le PRODEL a, à travers ce processus de diagnostic, instruit la mise en place des Comités Villageois de Concertation (CVC) pour la gestion des RIP dans les zones à forts potentiels pastoraux. De cette recommandation, 10 (dix) CVC dans toute la commune ont été mis en place. Dans tous les CVC les chefs du village sont des présidents d'honneur et les autres membres sont désignés par l'assemblée. Ces comités serviront de courroie de transmission entre les populations à la base, le cadre de concertation communal, les autorités administratives et communales, les autorités traditionnelles et les organismes d'appui au développement.



Carte 6: Distribution spatiale des infrastructures pastorales dans la commune

V-7. Bonnes pratiques de gestion des ressources pastorales

Au cours de diagnostic plusieurs bonnes pratiques ont été identifiées dans la pratique et la gestion des ressources et infrastructures pastorales dans la commune.

- ❖ La valorisation des fraiches de bil-bil et dolo dans l'alimentation des bétails ;

Le drêche est issu de la fabrication de bil-bil et de dolo. Ce sous-produit est utilisé dans l'alimentation animale (bovin, petits ruminants, porcs et même la volaille). Dans la commune de Dziguilao, 99% des ménages fabriquent ces liquides appréciés par la communauté locale. Dans un ménage qui ne produit pas de bil-bil, produit au moins le dolo. Ce dernier est plus fréquent dans les ménages musulmans et certains Chrétiens qui n'en consomment pas de l'alcool. Ce résidu de cuisine ou de la brasserie locale est donc collecté pour valoriser à des fins alimentaires animales. La drêche est plus utilisée dans l'alimentation porcine et cela permet de réduire le coût de production et rend l'activité rentable. Plus l'aliment est moins couteux plus le coût de production est minimisé et plus l'activité est rentable. Les éleveurs de porcs dépensent peu pour produire beaucoup.



Photo 9: Fabrication de bil-bil (A) qui est source de la drêche (B)



Photo 10: Plaque indiquant l'unité de stockage de grains de coton et des drêches de Dziguilao

- ❖ La construction d'une unité de stockage de graine de coton et des drêches par la caisse de développement de l'élevage pour le Nord (CDEN) ;

La CDEN ayant constaté que la commune de Dziguilao est un bassin de fabrication de bil-bil et de Dolo a mis en place une unité de stockage de grain de coton et des drêches. Cette unité permettra à la population de mieux gérer les drêches et aux éleveurs de la région de se ressourcer de ce produit le plus utilisé en alimentation animale. Les bénéficiaires de cette unité sont non seulement la population locale mais tous les éleveurs de la région car elle sera comme source d'approvisionnement en drêche.

- ❖ Le creusage des points d'eau dans les mayo en saison sèche ;

En saison sèche les animaux de la commune manquent d'eau d'abreuvement pourtant en saison des pluies les aires des pâturages sont toutes inondées. Pour traverser ces moments de soudure, les éleveurs ne baissent pas les bras mais s'adaptent aux aléas en creusant les points d'eau dans les mayo.

- ❖ L'engagement des « sarki sanu » à entourer les parcs de vaccination traditionnel par des épines chaque campagne de vaccination. Cependant les sept (07) autres villages à fort potentiels en élevages n'ont que des parcs de vaccination traditionnels qui nécessitent l'intervention à chaque campagne de vaccination qu'organise le MINEPIA. Toute fois les « sarki sanu » s'occupent de l'aménagement de ces parcs chaque fois par des épines de *Balanites Aegyptiaca* (Tané). Cette clôture provisoire permet juste de faire vacciner pour une seule campagne. Une tâche très pénible et exposée au cas d'accident, les animaux sont aussi très mal conventionnés. Très souvent ils font face à la difficulté de trouver ces épines. Car les pâturages ne disposent plus accès des plantes ligneuse.

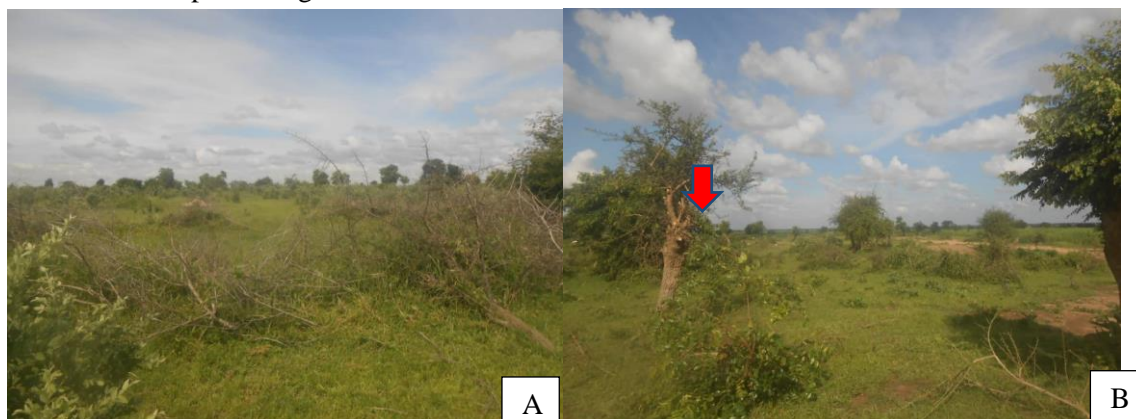


Photo 11: : Parc traditionnel clôturé (A) à l'aide des épines de "Tané" coupé par les "sarki sanu" (B)

- ❖ L'AMAB dans l'aménagement du marché à bétails ;

L'Association des acteurs du marché à bétail de Dziguilao s'est démarqué positivement avec ses actions dans l'aménagement du marché. Le marché à bétail était clôturé à l'aide des fils barbelés, mais aujourd'hui l'AMAB est en train d'élever le mur de la clôture du marché. En plus de cette clôture l'AMAB a également investi dans la construction de deux hagards au sein du marché à bétails. Au-delà de ces implications dans l'aménagement du marché, l'AMAB anime le marché et assure l'entretien des infrastructures du marché. Elle est également impliquée dans la gestion des conflits sur le marché à bétail et la prévention. Ces actions de l'AMAB sont considérées comme bonne pratique car ce n'est pas dans toute les communes qu'on rencontre cela.

VI. ANALYSE DES PROBLÉMATIQUES DES RESSOURCES PASTORALES

VI.1. Contraintes principales (principaux problèmes identifiés) ; Causes et effets, Solutions endogènes, Solutions exogènes

Plusieurs problèmes ont été identifiés lors de ce diagnostic, ces différents problèmes, leurs causes, effets et les solutions sont présentés dans le **tableau 15**.

Tableau 15: Les différents problèmes, leurs causes, effets et les solutions

Ressources et Infrastructures pastorales	Problèmes	Causes	Conséquences	Solutions endogènes	Solutions Exogènes
Aires des pâturages	Insuffisance des pâturages et des ressources fourragères	<ul style="list-style-type: none"> -Aires non délimitées et matérialisées ; -Pression démographiques et urbanisations ; -Forte densité animale ; -Présence des sols nus ou hardé (hardéisation) ; -Inondation ; -Absence de comité et de règles de gestion -Manque des rigueurs des autorités traditionnelles et les suivis des limites des aires par ceux-ci ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Occupation des aires par les champs et les habitations. -Surpâturage, -Pâturage au bord de la route. -Multiplication des conflits agropastoraux, -Amaigrissement des bétails ; -Mortalité et les avortement élevés ; -Baisse de la production de la viande et du lait ; -Baisse de la production ; -Apparition des maladies -Baisse des revenus des éleveurs -Insuffisance des protéines animales ; -Augmentation de la pauvreté et vulnérabilité des ménages ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation de la population ; -Délimitation et matérialiser par des peintures - Labourer des espaces nus ou hardés ; -Rigueur des autorités traditionnelles. -Effondrement des termitières par l'eau ; -Mise en défens --Mettre en défends quelques aires de pâtures en saison des pluies pour exploiter en saison sèches. Mettre en place de COGES 	<ul style="list-style-type: none"> -Délimitation et matérialisation de trois l'aire de pâturage de : Barehaiw/Wermigna/fouldai (960 Hectare) ; Gouboug/Tibegue (160 Hectare) ; Mansoueye (93 Hectare). -Restauration de trois aire de pâturage : Aire de pâturage Werpore (Danhou) Werseore (Golonguini) Houlikaktoing (Mapore). -Ensemencement des espèces fourragères dans les aires dégradées : Aire de pâturage Werpore (Danhou) Werseore (Golonguini) Houlikaktoing (Mapore). - Elaboration et mise en œuvre du plan d'exploitation des pâturages aménagés -Renforcer les capacité acteurs (Gestion de ces aires et restauration) -Faire la cartographie et zonage des aires des pâturages ;

Ressources et Infrastructures pastorales	Problèmes	Causes	Conséquences	Solutions endogènes	Solutions Exogènes
Piste à bétails	Rétrécissement des pistes à bétails	<ul style="list-style-type: none"> -Pistes non matérialisée et délimitées ; -Pression démographique et urbanisation ; -Prolifération des champs agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> -Disparition des pistes à bétails ; -Divagations des bétails dans les champs ; - Recrudescence des conflits agropastoraux ; -Usages des routes communales comme pistes à bétails ; -Perturbation de la mobilité des bétails ; -Accident des bétails par les véhicules et moto 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation ; -Délimitation et sécurisation des pistes par les autorités -Délimiter les pistes à bétails par des haies vives/peinture 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation de la population sur les respects des limites des pistes ; -Délimitation et sécurisation des pistes par des bornes : Dans les localités Danhou, piste allant de l'aire de pâturage Bare haiwa _Bantimougouri –Tikali (4,8742485 Km); dans la localité de Goudaye allant de Hôtel- à l'aire de pâturage Lale Barguedaye (1,2) et à MBRODONG allant du Mayo au PV centre Mbrodong (4,65 Km) ; dans la localités de Mapore allant de: Mare_ houli kaktoing (8Km); -Faire la cartographie des pistes à bétails ; - Renforcer les capacités des acteurs
Parcs de vaccination	Insuffisance des PV moderne (construit par des matériaux définitifs)	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'initiative des éleveurs ; -Insuffisances de financement 	<ul style="list-style-type: none"> -Dépense énergétique pour la clôtures des parcs chaque campagne de vaccination ; -Exposition aux accidents ; -Difficultés de contention des animaux lors des séances de vaccination 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les éleveurs - Construire des parcs par des matériaux définitifs. - Mettre en place des comités de gestion et des règles de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire cinq (05) parcs de vaccinations modernes dans les aires de pâturages de : « HOULI KAKTOING » Village MAPORE ; « LALE LAIDA » Village DOMBA ; « TIHOULI » (Village DONGROSSE) ;

Ressources et Infrastructures pastorales	Problèmes	Causes	Conséquences	Solutions endogènes	Solutions Exogènes
					« MANSOUEYE » (Village Soueye) Bare Haiwa (Village Danhou) -Accompagner le CCC et les CVC dans le suivi de l'application des comités de gestion ; -Renforcer les capacité des acteurs.
Points d'eau pastoraux	Mauvaise gestion et insuffisances des point d'eau pastoraux dans certaine village	-Manque d'entretien des forages pastoraux ; -La mauvaise gestion des forages pastoraux ; - Les forages de mauvaise qualité ; -Tarisement précoces des marres ; -Forte pression animale ; -Surexploitation des points ; -Forte utilisation par la population ; -Insuffisante des forages pastoraux (énergie solaire) dans certain village ; Manque de puits pastoraux ; -Ensablement des	-Plus de 50% des forages de la commune sont en pannes ; -Amaigrissement des bétails ; -Mortalité et les avortements élevés ; -Baisse de la productivité de la viande et du lait ; Mortalité des animaux ; -Déplacement des animaux sur des longues distances. -Baisse la productivité de viande et du lait ;	-Revoir le mode de gestion des forages pastoraux ; -Creuser les mares la saison sèche ; -Faire des biefs au mayo -Mettre en place un comité de Gestion fonctionnel pour certain point d'eau.	-Réhabiliter 04 les forages en panne (Pade, Pitoa, Goundaye, Soueye, Gorho, Dziguilao 1/MAB) ; -Equiper le forrage de Dziguilao 2, Danhou, Maninbague ; -Mettre en place des comités de gestion et des règles de gestion ; -Accompagner le CCC et les CVC dans le suivi de l'application des comités de gestion ; -Former les artisans réparateurs sur l'entretien et la maintenance des forages pastoraux à énergie solaire ; -Réaliser de nouveaux forages pastoraux à Mapore, Domba ; -Renforcer les capacité des acteurs.-Accompagner le

Ressources et Infrastructures pastorales	Problèmes	Causes	Conséquences	Solutions endogènes	Solutions Exogènes
		mares ; -Absence d'organes et de règles de gestion ; -Sécheresses fréquentes			CCC et les CVC dans le suivi de l'application des comités de gestion ; -Réaliser de nouveaux forages pastoraux dans certain village ; -Former les artisans réparateurs sur l'entretien et la maintenance des forages pastoraux à énergie solaire -Renforcer les capacité des acteurs
MAB	Insuffisance des infrastructures à Mbitou, gestion non concertée du MAB et inondation du marché de Dziguilao en saison de pluie	-Absence d'une synergie entre les acteurs intervenants dans le MAB ; -Insuffisance de quai d'embarquement ; -Parcs de dégradé -Insuffisance de hangar ; -Absence de plaidoyer des acteurs notamment des éleveurs ; -Faible taux de recouvrement des taxes ; -Mauvaise organisation des acteurs ;	-Régression du taux de fréquentation ; -Fermeture du MAB ; -Perte des revenus et des recettes communales ; -Risques de vols et d'agression ; -Dégradation des infrastructures sur le marché ; -Non occupation de la surface totale du marché.	Sensibiliser les vendeurs et les collecteurs des taxes sur le marché	--Réhabiliter le marché à bétail de Dziguilao ; -Construire les marchés des petits ruminants à Mbitou ; -Mettre en place des plateformes de dialogue et de concertation entre les acteurs ; -Vulgariser les textes régissant la gestion des marchés à bétail ; -Faciliter la mise en place et le fonctionnement d'un système d'information sur le marché ; -Canaliser l'eau stagnante sur le marché et la piste d'accès.

Ressources et Infrastructures pastorales	Problèmes	Causes	Conséquences	Solutions endogènes	Solutions Exogènes
		-Absence de sensibilisation des éleveurs ; -Manque de financement ou de partenariat.			
Abattoir/Aires d'abattage	Insuffisance des aires d'abattage et absence d'eau au niveau de l'abattoir de Dziguilao	-Absence de financement, manque d'initiative, -Insuffisance de plaidoyer des acteurs ;	-Présence des tueries d'animaux dans les villages -Risque de contamination des consommateurs(Zoonoses)- Déplacement sur des longue distance a la recherche d'eau	Avoir une aire d'abattage fixe, sensibilisation de bouchés du village sur l'importance de l'inspection - Mettre en place des comités de gestion	- Construire les abattoirs et les équiper à Goundaye et à Gonlonguini ; - Accompagner le CCC et les CVC dans le suivi de l'application des règles de gestion au sein des Comités de gestion ; -Construis un forage à énergie solaire
Cohabitation entre les acteurs	Multiplication des conflits liés à la gestion des ressources pastorales	-Absence des règles de gestion ; -Absence de zonage ; -Absence des structures fonctionnelles de prévention des conflits	-Installation des discours haineux ; -Perte en vies humaines ; -Perte de temps et de ressources ; -Dégradation des ressources pastorales	Prise de conscience des parties prenantes	Mettre en place des structures de prévention de conflits et renforcer leurs capacités ; -Former les acteurs sur les leadeurships, -Organiser les visites -Procéder au zonage de l'espace rural

VII. RESTRICTION À L'ACCÈS AUX RESSOURCES ET RÉSILIENCES DES COMMUNAUTÉS D'ÉLEVEURS (PARAR)

Les communautés prélèvent divers produits dans les aires de pâturages soit pour leur propre consommation, soit pour l'alimentation du bétail ou encore pour la confection des produits artisanaux en vue d'une commercialisation. Les communautés conserveront ces droits d'usage. A cet effet les règles gestion des aires de pâturage prescriront de façon consensuelle, les modalités d'accès aux dites ressources. Toutefois, pour les travaux de restauration des aires de pâturage qui nécessiteront une mise en défens dont la durée pourra engendrer une limitation d'accès des communautés riveraines aux ressources naturelles, il est important de trouver des solutions alternatives ou compensatrices.

VII-1. Présentation des aires de pâturages à restaurer

Lors du diagnostic des ressources pastorales, trois aires de pâturage notamment Werpore dans le Village Danhou, Werseore dans le village Golonguini et Houlikaktoing dans le village Maporé, ont été retenues en vue d'être restaurées.

Tableau 16: Localisation des Aires de pâturage à restaurer

Village/ Canton	Aire de Pâturage	Productivité (KgMs/Ha)	Capacité de Charge ¹ (UBT ² /Ha)	Activités de restauration
Danhou	Werpore	551,01	0,171	-Ensemencement -reboisement -Scarification -Diguettes semi-circulaires
Golonguini	Werseore	706,77	0,220	-Ensemencement -reboisement -Scarification -Diguettes semi-circulaires
Maporé	Houlikaktoing	388,56	0,121	-Ensemencement -reboisement -Scarification

Analyse du tableau: Une UBT de 250kg consomme en moyenne 6.5 kg de MS par jour.

La productivité est pour une année c'est à dire 360 jours en moyenne.

La capacité de charge est évaluée quotidiennement en divisant la productivité par 360 et la valeur est comparée au seuil de consommation d'une jour.

En voyant les CC des AP du tableau, on se rend compte que ces aires sont fortement dégradées car leur valeurs n'avoisinent même pas la valeur seuil de 6.25

Il convient de confirmer leurs niveaux de dégradation et même un hectare ne peut subvenir au besoin alimentaire journalier d'un animal de 250 Kgde poids vif.

¹Capacité de charge d'un pâturage : quantité de bétail qu'il peut supporter sans se dégrader.

²UBT (Unité Bovin tropical) : est un bovin adulte de 250 Kg, dont les besoins d'entretien sont estimés à 2,5kg par jour pour 100Kg de poids vif, soit 6,25 Kg de matière sèche ingérable par jour.

VII-2. Rappel de la démarche méthodologique

Le processus d'élaboration de ces PARAR a obéi aux étapes suivantes :

➤ **Information des populations (synthèse des réunions villageoises)**

Suite à la décision de restauration de ces aires, des assemblées villageoises ont été organisées pour informer et sensibiliser les populations riveraines sur les objectifs, les investissements à réaliser et leur participation attendue.

➤ **-Identification des impacts et mesures d'atténuation**

L'identification des impacts a été déroulée à travers deux types d'évaluation : (i) évaluation socio-économique et (ii) évaluation biologique. Les résultats de ces évaluations sont joints en annexe.

➤ **-Planification des mesures d'atténuation de la limitation d'accès**

Les mesures d'atténuation des impacts de la restriction d'accès identifiées avec les populations cibles ont fait l'objet d'une planification et un budget correspondant a été élaboré.

➤ **Validation des PARAR**

Les PARAR élaborés en assemblée villageoise ont fait l'objet de présentation et de validation au cours d'un atelier communal. Ils ont été enrichis et validés.

VII-3. Plans d'Actions de Restrictions d'Accès aux Ressources (PARAR)

Le tableau 17 présente la synthèse des PARAR élaborés pour chaque aire de pâturage à restaurer.

Tableau 17: Synthèse des activités de compensation des populations riveraines

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de verification	Responsable.	Année			Coût estimatif
					2020	2021	2022	
AP WERPORE	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Preparation des modules et thematique de sensibilisation	Module et thematique definis	Maire, commission des affaires sociales	X			10 000 000
		Realisation des spots et boite a image	Boite a image et spots		X			
		Formation de 15 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rapport		X			
		Organisation 45 seances de focus groupe	Liste des participants/photos/rapport		X			
	Appui en aliments de bétail (tourteau, coques de coton et sel) aux 75 éleveurs riverains	Verification et validation de la liste des eleveurs beneficiares	Liste de 75 eleveurs beneficiares	Maire, commission des affaires sociales	X			75 000
		Identification et évaluation des besoins	Nombre de bénéficiaires		X			375 000

	Acquisition d'aliment pour bétail...)	Quandité en kg acquis		X		1 125 000
	Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires		x		525 000
Appui aux activités génératrices de revenus (stockage et commercialisation du mil, du maïs, d'arachide, du Niébé) aux 116 femmes.	Identification et évaluation des besoins	Repertoire des projets AGR	Maire, commission des affaires sociales	X		200 000
	Formation des femmes au AGR et au stockage)	116 femmes d'appareillage acquis		X		11 600 000
	Organisation de la cérémonie de remise de fond	Fiche de décharge/photos /rapport				500 000
	Suivi des AGR	Besoins connus		X		2 000 000
Appui au développement des petits métiers (Atelier de couture, tissage des nattes, lits, tabourets,...) au 122 jeunes	Sélection et constitution des groupes socio-professionnel des sous métiers	Formation groupe socio-professionnel	Maire, commission des affaires sociales		X	350 000
	Atelier de formation au petit métier	Rapport de formation /Photo/			X	5 000 000
	Acquisition des matériels d'installation pour les petits métiers	Facture/liste du matériel acquis			X	15 000 000

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

		Organisation de la cérémonie des remises des dons	Comité d'organisation constitué/photo			X		500 000
	Appui à l'acquisition des matériels agricoles (attelage de labour, charrette, intrants agricoles (engrais, semences, pesticides, pulvérisateur, arrosoir, etc.)	Identification des beneficiare	Liste des beneficiaires	Maire, commission des affaires sociales			X	200 000
		Identification et évaluation des besoins	Besoins connus				X	350 000
		Acquisition des dons	Quantité de dons acquis et disponible				X	6 000 000
		Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
	Promotion des foyers améliorés	Evaluation et acquisition des foyers améliorés	Nombre de foyers				X	5 000 000
		Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
	TOTAL							
AP WERSEORE	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Preparation des modules et thematique de sensibilisation	Module et thematique definis	Maire, commission des affaires sociales	X			
		Realisation des spots et boite a image	Boite a image et spots		X			200 000

	Formation de 15 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rapport		X			2 000 000
	Organisation 40 seances de focus groupe	Liste des participants/photos/rapport		X			4 000 000
Appui en aliments de bétail (tourteau, coques de coton et sel) aux éleveurs riverains	Verification et validation de la liste des eleveurs beneficiares	Liste de 41 eleveurs beneficiares	Maire, commission des affaires sociales	X			41 000
	Identification et évaluation des besoins	Nombre de bénéficiaires		X			205 000
	Acquisition d'aliment pour betail...)	Quandité en kg acquis		X			615 000
	Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires		X			636 000
Appui aux activités génératrices de revenus (stockage et commercialisation du mil, du maïs, d'arachide, du Niébé) aux 89 femmes.	Identification et évaluation des besoins	Repertoire des projets AGR	Maire, commission des affaires sociales	X			200 000
	Formation des femmes au AGR et au stokage)	femmes d'appareillage acquis		X			500 000
	Organisation de la ceremonie de remise de fond	Fiche de decharge/photos /rapport		X			500 000
	Suivi des AGR	Besoins connus		X			2 000 000
Appui au développement des petits métiers (Atelier de couture, tissage des nattes, lits, tabourets,...)	Selection et constitution des groupes socio-professionnel des sous	Formation groupe socio-professionnel	Maire, commission des affaires		X		350 000
					X		000

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

	metiers		sociales		X		
	Atelier de formation au petit metier	Rapport de formation /Photo/			X		5 000 000
	Acquisition des matériels d'installation pour les petits metiers	Facture/liste du materiel acquis			X		15 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Comité d'organisation constitué/photo			X		500 000
Appui à l'acquisition des matériels agricoles (attelage de labour, charrette, intrants agricoles (engrais, semences, pesticides, pulvérisateur, arrosoir, etc.)	Identification des beneficiaire	Liste des beneficiaires	Maire, commission des affaires sociales			X	200 000
	Identification et évaluation des besoins	Besoins connus				X	350 000
	Acquisition des dons	Quantité de dons acquis et disponible				X	6 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
Promotion des foyers améliorés	Evaluation et acquisition des foyers améliorés	Nombre de foyers				X	5 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
	TOTAL						44 297 000

AP HOULIKAKTOI NG	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Preparation des modules et thematique de sensibilisation	Module et thematique definis	Maire, commission des affaires sociales	X			
		Realisation des spots et boite a image	Boite a image et spots		X			200 000
		Formation de 15 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rap pport					2 000 000
		Organisation 40 seances de focus groupe	Liste des participants/photos/rap pport		X			4 000 000
	Appui en aliments de bétail (tourteau, coques de coton et sel) aux éleveurs riverains	Verification et validation de la liste des eleveurs beneficiaires	Liste de 112 eleveurs beneficiaires	Maire, commission des affaires sociales	X			112 000
		Identification et évaluation des besoins	Nombre de beneficiaires		X			560 000
		Acquisition d'aliment pour betail...)	Quandité en kg acquis		X			1 680 000
		Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de beneficiaires		X			636 000
	Appui aux activités génératrices de revenus (stockage et commercialisation du mil, du maïs, d'arachide, du Niébé)	Identification et évaluation des besoins	Repertoire des projets AGR	Maire, commission des affaires sociales	X			200 000
		Formation des femmes au AGR et au stokage)	120 femmes d'appareillage acquis		X			500 000

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

	Organisation de la cérémonie de remise de fond	Fiche de décharge/photos /rapport		X		500 000
	Suivi des AGR	Besoins connus		X		2 000 000
Appui au développement des petits métiers (Atelier de couture, tissage des nattes, lits, tabourets,...)	Sélection et constitution des groupes socio-professionnel des sous métiers	Formation groupe socio-professionnel	Maire, commission des affaires sociales		X	350 000
	Atelier de formation au petit métier	Rapport de formation /Photo/				5 000 000
	Acquisition des matériels d'installation pour les petits métiers	Facture/liste du matériel acquis			X	15 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Comité d'organisation constitué/photo				500 000
Appui à l'acquisition des matériels agricoles (attelage de labour, charrette, intrants agricoles (engrais, semences, pesticides, pulvérisateur, arrosoir, etc.)	Identification des bénéficiaires	Liste des bénéficiaires	Maire, commission des affaires sociales			X 200 000
	Identification et évaluation des besoins	Besoins connus				X 350 000
	Acquisition des dons	Quantité de dons acquis et disponible				X 6 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de décharge				X 500 000
Promotion des foyers améliorés	Évaluation et acquisition des foyers améliorés	Nombre de foyers				X 5 000 000

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

		Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
TOTAL								45 788 000
Total General								149 885 000

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de vérification	Responsable.	Année			Coût estimatif	-
					2020	2021	2022		
AP WERPORE	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Préparation des modules et thématiques de sensibilisation	Module et thématique définis	Maire, commission des affaires sociales	X			1 500 000	-
		Réalisation des spots et boite a image	Boite a image et spots		X				
		Formation de 10 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rapport		X				
		Organisation 10 séances de focus groupe	Liste des participants/photos/rapport		X				
	Appui en aliments de bétail (, coques de coton et sel et semence de	Vérification et validation de la liste des éleveurs bénéficiaires	Liste de 75 éleveurs bénéficiaires (Voir annexes)	Maire, commission des affaires sociales	X			75 000	

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de vérification	Responsable.	Année			Coût estimatif	-
					2020	2021	2022		Observation
	fourragère) aux 75 éleveurs riverains	Acquisition d'aliment pour bétails...)	Quantité : -900 sacs de coques; -300 sacs de 18 Kg; -300 kg de semence fourragère		X			5 000 000	Chaque éleveur recevra pour 3 mois, un sac de sel par mois, 12 sacs de coques et 5 Kg de semence fourragère en considérant que chaque éleveurs a en moyenne 10 têtes.
		Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires		x			100 000	
		Formation sur la production de fourrage et la formulation alimentaire	Liste des participants/photos/rapport	Maire, commission des affaires sociales	X			300 000	une journée de formation, avec paiement du consultant à 50000 par jours et la restauration pour les restauration
	TOTAL 1							6 975 000	-
AP WERSEORE	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Préparation des modules et thématique de sensibilisation	Module et thématique définis	Maire, commission des affaires sociales		X		1 500 000	-
		Réalisation des spots et boite a image	Boite a image et spots			X			-

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de vérification	Responsable.	Année			Coût estimatif	-
					2020	2021	2022		Observation
		Formation de 10 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rapport			X			-
		Organisation 10 séances de focus groupe	Liste des participants/photos/rapport			X			-
	Appui en aliments de bétail (, coques de coton et sel et semence de fourragère) aux 41 éleveurs riverains	Vérification et validation de la liste des éleveurs bénéficiaires	Liste de 41 éleveurs bénéficiaires (Voir annexes)	Maire, commission des affaires sociales		X		41 000	-
		Acquisition d'aliment pour bétail...)	Quantité : -492 sacs de coques; -123 sacs de 18 Kg; -205 kg de semence fourragère			X		3 000 000	Chaque éleveur recevra pour 3 mois, un sac de sel par mois, 12 sacs de coques et 5 Kg de semence fourragère en considérant que chaque éleveurs a en moyenne 10 tête.
		Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires			X		100 000	-
		Formation sur la production de fourrage et la formulation alimentaire	Liste des participants/photos/rapport	Maire, commission des affaires sociales		X		250 000	une journée de formation, avec paiement du consultant à 50000 par jours et la restauration pour les restauration

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de vérification	Responsable.	Année			Coût estimatif	-
					2020	2021	2022		Observation
			TOTAL 2					4 891 000	-
AP HOULIKAKTOING	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Préparation des modules et thématique de sensibilisation	Module et thématique définis	Maire, commission des affaires sociales			X	1 500 000	-
		Réalisation des spots et boîte à image	Boîte à image et spots				X		-
		Formation de 10 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rapport				X		-
		Organisation 10 séances de focus groupe	Liste des participants/photos/rapport				X		-
	Appui en aliments de bétail (, coques de coton et sel et semence de fourragère) aux 112 éleveurs riverains	Vérification et validation de la liste des éleveurs bénéficiaires	Liste de 112 éleveurs bénéficiaires (Voir annexes)	Maire, commission des affaires sociales			X	112 000	-
		Identification et évaluation des besoins	Nombre de bénéficiaires				X	560 000	-

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de vérification	Responsable.	Année			Coût estimatif	-	
					2020	2021	2022			Observation
		Acquisition d'aliment pour bétails...)	Quantité : 1344 sacs de coques; -336 sacs de 18 Kg; -560 kg de semence fourragère				X	8 000 000	Chaque éleveur recevra pour 3 mois, un sac de sel par mois, 12 sacs de coques et 5 Kg de semence fourragère en considérant que chaque éleveurs a en moyenne 10 têtes.	
		Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires				X	100 000	-	
		Formation sur la production de fourrage et la formulation alimentaire	Liste des participants/photos/rapport	Maire, commission des affaires sociales			X	500 000	une journée de formation, avec paiement du consultant à 50000 par jours et la restauration pour les restauration	
		TOTAL 3							10 272 000	-
		Total General							22 138 000	-

Aire de pâturage	Mesure d'accompagnement	Activités/Tâches	Indicateurs/source de verification	Responsable.	Année			Coût estimatif
					2020	2021	2022	

AP WERPORE	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Preparation des modules et thematique de sensibilisation	Module et thematique definis	Maire, commission des affaires sociales	X			10 000 000
		Realisation des spots et boite a image	Boite a image et spots		X			
		Formation de 15 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rap pport		X			
		Organisation 45 seances de focus groupe	Liste des participants/photos/rap pport		X			
	Appui en aliments de bétail (tourteau, coques de coton et sel) aux 75 éleveurs riverains	Verification et validation de la liste des eleveurs beneficiares	Liste de 75 eleveurs beneficiares	Maire, commission des affaires sociales	X			75 000
		Identification et évaluation des besoins	Nombre de bénéficiaires		X			375 000
		Acquisition d'aliment pour betail...)	Quandité en kg acquis		X			1 125 000
		Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires		x			525 000

Appui aux activités génératrices de revenus (stockage et commercialisation du mil, du maïs, d'arachide, du Niébé) aux 116 femmes.	Identification et évaluation des besoins	Repertoire des projets AGR	Maire, commission des affaires sociales	X			200 000
	Formation des femmes au AGR et au stockage)	116 femmes d'appareillage acquis		X			11 600 000
	Organisation de la cérémonie de remise de fond	Fiche de décharge/photos /rapport					500 000
	Suivi des AGR	Besoins connus		X			2 000 000
Appui au développement des petits métiers (Atelier de couture, tissage des nattes, lits, tabourets,...) au 122 jeunes	Sélection et constitution des groupes socio-professionnel des sous métiers	Formation groupe socio-professionnel	Maire, commission des affaires sociales		X		350 000
	Atelier de formation au petit métier	Rapport de formation /Photo/			X		5 000 000
	Acquisition des matériels d'installation pour les petits métiers	Facture/liste du matériel acquis			X		15 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Comité d'organisation constitué/photo			X		500 000
Appui à l'acquisition des matériels agricoles (attelage de labour, charrette, intrants agricoles (engrais, semences, pesticides, pulvérisateur, arrosoir, etc.)	Identification des bénéficiaires	Liste des bénéficiaires	Maire, commission des affaires sociales			X	200 000
	Identification et évaluation des besoins	Besoins connus				X	350 000

		Acquisition des dons	Quantité de dons acquis et disponible				X	6 000 000
		Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
	Promotion des foyers améliorés	Evaluation et acquisition des foyers améliorés	Nombre de foyers				X	5 000 000
		Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge				X	500 000
	TOTAL							
AP WERSEORE	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre	Preparation des modules et thematique de sensibilisation	Module et thematique definis	Maire, commission des affaires sociales	X			
		Realisation des spots et boite a image	Boite a image et spots		X			200 000
		Formation de 15 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rap pport		X			2 000 000
		Organisation 40 seances de focus groupe	Liste des participants/photos/rap pport		X			4 000 000
	Appui en aliments de bétail (tourteau, coques de coton et sel) aux éleveurs riverains	Verification et validation de la liste des eleveurs beneficiares	Liste de 41 eleveurs beneficiares	Maire, commission des affaires sociales	X			41 000

	Identification et évaluation des besoins	Nombre de bénéficiaires		X		205 000
	Acquisition d'aliment pour bétail...)	Quantité en kg acquis		X		615 000
	Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires		X		636 000
Appui aux activités génératrices de revenus (stockage et commercialisation du mil, du maïs, d'arachide, du Niébé) aux 89 femmes.	Identification et évaluation des besoins	Repertoire des projets AGR	Maire, commission des affaires sociales	X		200 000
	Formation des femmes au AGR et au stockage)	femmes d'appareillage acquis		X		500 000
	Organisation de la cérémonie de remise de fond	Fiche de charge/photos /rapport		X		500 000
	Suivi des AGR	Besoins connus		X		2 000 000
Appui au développement des petits métiers (Atelier de couture, tissage des nattes, lits, tabourets,...)	Sélection et constitution des groupes socio-professionnel des sous métiers	Formation groupe socio-professionnel	Maire, commission des affaires sociales		X	350 000
					X	
					X	
	Atelier de formation au petit métier	Rapport de formation /Photo/			X	5 000 000
	Acquisition des matériels d'installation pour les petits métiers	Facture/liste matériel acquis du			X	15 000 000

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

			Organisation de la cérémonie des remises des dons	Comité d'organisation constitué/photo			X		500 000
	Appui à l'acquisition des matériels agricoles (attelage de labour, charrette, intrants agricoles (engrais, semences, pesticides, pulvérisateur, arrosoir, etc.)		Identification des bénéficiaire	Liste des bénéficiaires	Maire, commission des affaires sociales			X	200 000
			Identification et évaluation des besoins	Besoins connus				X	350 000
			Acquisition des dons	Quantité de dons acquis et disponible				X	6 000 000
			Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de décharge				X	500 000
	Promotion des foyers améliorés		Evaluation et acquisition des foyers améliorés	Nombre de foyers				X	5 000 000
			Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de décharge				X	500 000
		TOTAL							44 297 000
AP HOULIKAKTOI NG	Campagnes de sensibilisation des communautés riveraines sur le PARAR et les procédures de mise en œuvre		Préparation des modules et thématique de sensibilisation	Module et thématique définis	Maire, commission des affaires sociales	X			
			Réalisation des spots et boîte à image	Boîte à image et spots		X			200 000
			Formation de 15 animateurs communautaire	Liste des participants/photos/rapport					2 000 000

	Organisation 40 seances de focus groupe	Liste des participants/photos/rapport		X			4 000 000
Appui en aliments de bétail (tourteau, coques de coton et sel) aux éleveurs riverains	Verification et validation de la liste des eleveurs beneficiares	Liste de 112 eleveurs beneficiares	Maire, commission des affaires sociales	X			112 000
	Identification et évaluation des besoins	Nombre de bénéficiaires		X			560 000
	Acquisition d'aliment pour betail...)	Quandité en kg acquis		X			1 680 000
	Organisation de la cérémonie des remises des appareils	Nombre de bénéficiaires		X			636 000
Appui aux activités génératrices de revenus (stockage et commercialisation du mil, du maïs, d'arachide, du Niébé)	Identification et évaluation des besoins	Repertoire des projets AGR	Maire, commission des affaires sociales	X			200 000
	Formation des femmes au AGR et au stokage)	120 femmes d'appareillage acquis		X			500 000
	Organisation de la ceremonie de remise de fond	Fiche decharge/photos de rapport		X			500 000
	Suivi des AGR	Besoins connus		X			2 000 000
Appui au développement des petits métiers (Atelier de couture, tissage des nattes, lits, tabourets,...)	Selection et constitution des groupes socio-professionnel des sous metiers	Formation groupe socio-professionnel	Maire, commission des affaires sociales		X		350 000

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

	Atelier de formation au petit metier	Rapport de formation /Photo/				5 000 000
	Acquisition des matériels d'installation pour les petits metiers	Facture/liste du materiel acquis		X		15 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Comité d'organisation constitué/photo				500 000
Appui à l'acquisition des matériels agricoles (attelage de labour, charrette, intrants agricoles (engrais, semences, pesticides, pulvérisateur, arrosoir, etc.)	Identification des beneficiaire	Liste des beneficiaires			X	200 000
	Identification et évaluation des besoins	Besoins connus			X	350 000
	Acquisition des dons	Quantité de dons acquis et disponible			X	6 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge			X	500 000
Promotion des foyers améliorés	Evaluation et acquisition des foyers améliorés	Nombre de foyers			X	5 000 000
	Organisation de la cérémonie des remises des dons	Photo/fiche de decharge			X	500 000
TOTAL						45 788 000
Total General						149 885 000

VIII. PLAN D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES

VIII-1. Axes stratégiques d'intervention

A l'issue de l'analyse des données du diagnostic et des compétences transférées aux Communes dans le cadre de la promotion des activités de production pastorale, cinq axes stratégiques d'intervention du Plan sont proposés : (i) Renforcement de la concertation et des capacités des acteurs de gestion des ressources pastorales (ii) Amélioration de l'accès et de la productivité des pâturages, (iii) Amélioration de la disponibilité en eau d'abreuvement pour le bétail, (iv) Amélioration des infrastructures zoonosanitaires, (v) Amélioration de l'accès des produits issus de l'élevage pastoral aux marchés.

Axe stratégique 1 : Renforcement de la concertation et des capacités des acteurs de gestion des ressources

L'absence de concertation entre acteurs a conduit très souvent à l'inefficacité des actions menées avec comme conséquence la dégradation continue des RIP et l'augmentation des conflits souvent violents entre les utilisateurs. Par ailleurs, les éleveurs, premiers bénéficiaires des RIP, ont joué un rôle passif et attentiste dans la gestion des RIP. Les politiques d'intervention centralisatrices, depuis l'époque coloniale à nos jours, ont annihilé leur esprit d'initiative. Même quand une ressource leur a été concédée de manière formelle, leur attentisme a toujours pesé de tout poids pour qu'ils ne se l'approprient. Certains d'entre eux jouent des rôles troubles amenant d'autres acteurs à convoiter la ressource concédée.

Une démarche de concertation basée sur le dialogue et la conscientisation, la mise en synergie d'actions doit être soutenue et mise en place. La concertation va permettre la création d'un espace de dialogue et de négociation au sein duquel les acteurs peuvent définir des actions à mener ainsi que des règles consensuelles de gestion des RIP. La Commune en tant qu'organisation compétente en matière de production pastorale pourrait animer ce cadre avec l'assistance technique des services de l'élevage. Le succès de la mise en œuvre du Plan doit reposer sur des acteurs capables de porter l'ensemble des processus d'où l'intérêt de renforcer les capacités de gestion des acteurs.

Axe stratégique 2 : Amélioration de l'accès et de la productivité des pâturages

Cet axe stratégique vise à assurer la sécurisation des aires des pâturages et des pistes à bétail et l'amélioration de la qualité des pâturages. Le processus de sécurisation devra capitaliser les leçons apprises des interventions antérieures et sur les nouveaux défis du développement de l'élevage dans le contexte de la décentralisation. En outre, le travail de concertation multi-acteurs en amont constituera un élément déterminant pour la légitimité des opérations de sécurisation des espaces pastoraux et pour le succès des aménagements en aval. Il impliquera tous les acteurs notamment les éleveurs, les agriculteurs, les autorités traditionnelles, administratives et communales, les services techniques de l'Etat.

Pour l'amélioration de la productivité des pâturages, elle doit nécessiter des aménagements notamment le reboisement, la scarification des sols hardés, l'ensemencement par des espèces fourragères adaptées,

la destruction des espèces envahissantes, la mise en place des pare-feu. Pour le succès de l'opération, les espaces aménagés doivent être systématiquement mis en défens d'où la nécessité de l'élaboration des plans d'actions de restrictions d'accès aux ressources (PARAR) pour offrir des alternatives aux populations riveraines. Des mécanismes de gestion durable de ces espaces aménagés notamment des règles et des comités de gestion doivent être impérativement mis en place au début des actions des aménagements.

Pour la mise en œuvre des activités de restauration des aires de pâturage, l'approche HIMO sera privilégiée pour la valorisation de la main d'œuvre locale.

Axe stratégique 3 : Amélioration de la disponibilité en eau d'abreuvement pour le bétail

Le présent axe stratégique vise à assurer une grande disponibilité en eau pour le bétail dans les zones à fort potentiel d'élevage dans la Commune, en mettant l'accent à la fois sur une meilleure répartition des points d'eau et une meilleure gestion des ouvrages hydrauliques.

Le succès de cet axe stratégique est fonction d'une meilleure définition. Il dépendra également de l'attention que les Communes accorderont à la durabilité et à la rentabilité des ouvrages réalisés des critères de sélection des zones prioritaires et l'implication des acteurs capables de s'approprier ces réalisations et d'en assurer une gestion durable.

Dans le cadre de cet axe stratégique, il est prévu, outre la réalisation et la réhabilitation des points d'eau pastoraux, la mise en place des mécanismes de gestion durable des points d'eau pastoraux.

Axe stratégique 4 : Amélioration des infrastructures zoo-sanitaires

Dans le cadre de cet axe stratégique, il est envisagé la mise en place des parcs de vaccination, les aires d'abattage/de tuerie dans les zones de concentration du bétail afin de faciliter l'organisation des campagnes de vaccination.

La réalisation de ces parcs de vaccination devra être suivie par des mesures d'accompagnement suivantes :

- La mise en place des comités de gestion et la définition des règles consensuelles de gestion de ces ouvrages ;
- La formation des auxiliaires de santé pour assurer les soins préliminaires et le déparasitage des animaux ;
- La dotation des auxiliaires des équipements nécessaires leur permettant de mener les interventions d'urgence.

Axe stratégique 5 : Amélioration de l'accès des produits issus de l'élevage pastoral aux marchés.

L'amélioration de l'accès des produits issus de l'élevage pastoral aux marchés doit passer par l'organisation et la formation des acteurs et la mise en place des infrastructures et équipements marchands adéquats. Les acteurs intervenant dans le système de commercialisation doivent les enjeux et les défis du système d'où l'intérêt de la mise en place des plateformes d'acteurs des marchés à bétail. Ces plateformes constitueront des espaces de dialogue et de concertation en vue des actions de développement des marchés à bétail.

8.2. Plan d'intervention pluriannuel

Le diagnostic des ressources et infrastructures pastorales de la Commune a révélé la faible productivité des parcours, l'insuffisance des points d'eau pastoraux, l'insuffisance des infrastructures zoo-sanitaires, la mauvaise organisation du système de commercialisation du bétail et l'insuffisance

d'infrastructures et équipements marchands. Le présent plan d'intervention propose des actions en vue de l'amélioration des conditions d'élevage dans la Commune.

8.2.1. Objectifs global

L'objectif général du présent plan est d'améliorer la productivité et la gestion des ressources pastorales, l'accès aux infrastructures pastorales de qualité et la résilience des communautés pastorales en vue d'accroître la contribution du secteur élevage au développement local, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire dans la Commune de Dziguilao.

8.2.2. Objectifs spécifiques (OS)

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- **OS 1** : Renforcer la concertation et les capacités des acteurs en charge de la gestion des ressources pastorales ;
- **OS 2** : Améliorer l'accès, la productivité et la gestion des espaces pastoraux ;
- **OS 3** : Améliorer la disponibilité en eau d'abreuvement pour le bétail ;
- **OS 4** : Améliorer l'offre de services zoo-sanitaires ;
- **OS 5** : Améliorer le système de commercialisation du bétail.

8.2.3. Résultats attendus

Les résultats attendus sont consignés dans le tableau 18.

Tableau 18: Résultats attendus

Objectifs spécifiques	Résultats attendus
Renforcer la concertation et les capacités des acteurs en charge de la gestion des ressources pastorales	<ul style="list-style-type: none"> -Les acteurs maîtrisent le cadre juridique et institutionnel de l'élevage au Cameroun ; -Les cadres de concertation multi-acteurs pour la gestion des espaces agropastoraux sont mis en place et fonctionnels ; -Les capacités des acteurs en prévention et gestion des conflits sont améliorées ; -Les capacités des acteurs de suivi-évaluation et d'opérationnalisation du PGRP sont améliorées ; -Les acteurs communaux sont mieux outillés et exercent une influence perceptible sur le processus de gestion des ressources pastorales
Améliorer l'accès, la productivité et la gestion des pâturages	<ul style="list-style-type: none"> • Les aires de pâturage et les pistes à bétail sont sécurisées de manière inclusive ; • Les pâturages dégradés sont restaurés et enrichis ; • Les espaces pastoraux sont assainis et le contrôle des vecteurs est assuré ; • Des systèmes de gestion durable des parcours/aires de pâturage sont mis en place et opérationnels.
Améliorer la disponibilité en eau d'abreuvement pour le bétail	<ul style="list-style-type: none"> • Des points d'eau pastoraux sont aménagés/réhabilités ; • Des systèmes de gestion durable des points d'eau pastoraux sont mis en place et opérationnels

Objectifs spécifiques	Résultats attendus
Renforcer la concertation et les capacités des acteurs en charge de la gestion des ressources pastorales	<ul style="list-style-type: none"> -Les acteurs maîtrisent le cadre juridique et institutionnel de l'élevage au Cameroun ; -Les cadres de concertation multi-acteurs pour la gestion des espaces agropastoraux sont mis en place et fonctionnels ; -Les capacités des acteurs en prévention et gestion des conflits sont améliorées ; -Les capacités des acteurs de suivi-évaluation et d'opérationnalisation du PGRP sont améliorées ; -Les acteurs communaux sont mieux outillés et exercent une influence perceptible sur le processus de gestion des ressources pastorales
Améliorer l'offre de service de santé animale et des infrastructures zoo-sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les parcs à vaccination sont aménagés ; • Des aires d'abattage améliorées sont construites ; • Des systèmes de gestion durable des infrastructures zoo-sanitaires sont mis en place et opérationnels
Améliorer le système de commercialisation du bétail	<ul style="list-style-type: none"> • Des marchés à bétail sont construits/réhabilités ; • Des systèmes de gestion inclusive et transparente des marchés à bétail sont mis en place et opérationnels

VIII-1. Plan d'action pluriannuel

Tableau 19: Plan d'action pluriannuel

Actions à mener	Indicateurs	période de réalisation			Coût estimatif	Localisation	Personne responsable	Partenaires potentiels
		2020	2021	2022				
Objectifs spécifiques n°1 : Renforcer la concertation et les capacités des acteurs en charge de la gestion des ressources pastorales								
Former les acteurs de gestion des ressources pastorales sur la maîtrise du cadre juridique et institutionnel de l'élevage au Cameroun ;	25 acteurs formés sur le cadre juridique et institutionnel de L'élevage au Cameroun (par village à fort potentiel)	1		1	6 060 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL	CADEPI
Recruter et former un Cadre Communal chargé de la gestion des ressources pastorales	01 cadre communal est recruté et formé	X	X	X	12 500 000	Commune	Commune PRODEL	MINDDEVELC ADEPI
Former la commission communale de passation de marchés sur les procédures de passation des	Au moins 10 membres de la commission formés	X			1 000 000	Commune	Commune PRODEL	MINDDEVELC ADEPI MINMAP

marchés								
Former le Maire, le receveur, le CCD et le SG sur le leadership pour le changement	Au moins 4 cadres communaux formés sur le leadership pour le changement	1	1		2 700 000	Commune	Commune PRODEL	CADEPI SNV
Former les éleveurs sur le leadership	20 éleveurs formés sur le leadership pour le changement	1	1		3 540 000	Commune	Commune PRODEL	CADEPI SNV
Former/recycler les responsables locaux des services de l'élevage (DAEPIA et CCZV), sur la gestion des coopératives, et l'encadrement des éleveurs	1 session de formation/recyclage des responsables locaux de l'élevage		X		2 100 000	Commune	Commune MINEPIA PRODEL	

Former les acteurs en prévention et gestion des conflits	Au moins 20 acteurs formés en prévention et gestion de conflits.	1	1	3 540 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL	CADEPI	
Renforcement des capacité de CVC sur la gestion des ressource	10 CVC renforcés une fois par an	X	X	X	2 000 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL	CADEPI
Renforcer les capacité des CCC	Les capacités des membres du CCC renforcés sur la gestion des ressources pendant deux ans	X	X		500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL	CADEPI

Former les acteurs sur la mobilisation des ressources	Les stratégies de mobilisation des ressources élaborées	X			500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL	CADEPI
Organiser les séances d'information, d'éducation et de communication sur la gestion concertée de l'espace agropastoral	04 séances , d'éducation et de communication sur la gestion concertée de l'espace agropastoral	2	1	1	21 000 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL	CADEPI
Former les acteurs de suivi-évaluation et d'opérationnalisation du PGRP	02 sessions de formation sur suivi évaluation et opérationnalisation du PGRP sont améliorées	1	1		6 060 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL	CADEPI
	04 missions de suivi de la mise en œuvre PGRP	1	2	1				
	04 réunions de suivi et évaluation	1	2	1				

	pour les trois ans							
Appuyer le fonctionnement du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales/	02 sessions de renforcement des capacités du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales	X	X	X	3 500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
	01 plan d'action du cadre élaboré							
Appuyer le fonctionnement du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales/	02 sessions de renforcement des capacités du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales	X	X		3 500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
	01 plan d'action du cadre élaboré							
	01 kit de fonctionnement (petit matériel disponible)							

Redynamise et former le CCC	Le CCC redynamisé et formé	x	x		500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
Former les membres du cadre de concertation sur le processus de matérialisation des espaces pastoraux	01 session de formation organisée	X			500 000	Commune	Commune Délégués du MINEPIA, PRODEL MINDCAF	CADEPI
Former les acteurs utilisateurs sur la gestion alternative des conflits	03 Sessions de formation sur la gestion alternative des conflits	X			2 000 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
		Sous total 1			71 500 000			
Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès, la productivité et la gestion des pâturages								

Sécuriser (délimiter et matérialiser) les aires de pâturage	1213 hectares de pâturages sécurisés	BAREHAIWA/WERMIGNA/ FOULDAI (960 Hectare) ;	Gouboug/Tibeg ue (160 Hectare) ;	Mansouey e (93 Hectare).	6 633 594	Dziguilao Danhou Golonghini Soueye	Commune Sous-préfet, DAEPIA PRODEL MINADER MINFOF MINDCAF MINEPDED Autorités traditionnelles	CADEPI UICN CNEBCAM CDEN
Restaurer et enrichir les pâturages dégradés	66,59 hectares reboisés et ensemencés par des espèces fourragères	AP WERSEORE à Golonghini (10,33 Hectare);	AP WERPORE à DANHOU (38,26 Hectare)	AP HOULI KAKTOI NG à Mapore (18 Hectare)	13 400 000	Danhou Golonghini Mapore	Commune MINEPIA, MINFOF, MINEPDED, PRODEL Autorités traditionnelles	CADEPI, ANAFOR, IRAD, GIZ, CDEN

Appuyer la délimitation des pistes à bétail	21 Km de pistes à bétail délimitées	Dans les localités Danhou, piste allant de l'aire de pâturage Bare haiwa _Bantimougouri –Tikali (4,8742485 Km);	Goudaye allant de Hôtel- à l'aire de pâturage Lale Barguedaye (1,2) ; dans la localités de Mapore allant de: Mare_houli Kaktoing (8Km);	MBROD ONG allant du Mayo au PV centre Mbrodong (4,65 Km)	7 350 000	Danhou Goundaye Mapore Mbrodong	Commune MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL MINDCAF, Autorités traditionnelles , Sous-préfet, DAEPIA	CADEPI,
---	-------------------------------------	---	---	--	-----------	---------------------------------	--	---------

Matérialiser les voies d'accès aux aires de pâturage	21 km de piste de passage matérialisés par des bornes en béton	Dans les localités Danhou, piste allant de l'aire de pâturage Bare haiwa _Bantimougouri –Tikali (4,8742485 Km);	Goudaye allant de Hôtel- à l'aire de pâturage Lale Barguedaye (1,2) ; dans la localités de Mapore allant de: Mare_houli Kaktoing (8Km);	MBROD ONG allant du Mayo au PV centre Mbrodong (4,65 Km)	7 350 000	Danhou Goundaye Mapore Mbrodong	Commune MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL MINDCAF, Autorités traditionnelles , Sous-préfet, DAEPIA	CADEPI
Aménager la piste d'accès au marché (1km)	Aménager 1 km de la piste d'accès assainit	Aménagement de la piste d'accès au marché de Dziguilao contre l'inondation 1km (Route communale MAB)			500 000	piste d'accès au marché de Dziguilao		CADEPI

Mettre en place des comités de gestion des ressources pastorales	10 comités de gestion fonctionnel mise en place	Dans chaque village			1 500 000	Commune	Commune CCC	CADEPI
Atelier communal de tracé des pistes à bétail	03 Ateliers organisés	Dziguilao	Dziguilao	Dziguilao	2 500 000	Commune	Commune	CADEPI
Elaborer les conventions de gestion durable des espaces pastoraux	10 conventions de gestion validées et mise en application	X	X	X	5 000 000	Commune	Commune CCC	CADEPI PRODEL
Organiser la descente de la commission consultative pour validation du tracé des pistes à bétail	03 descentes organisées	X	X	X	1 500 000	Commune	Commune MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL	CADEPI
Elaborer la cartographie des espaces sécurisés Géoréférencement des pistes à bétail	10 cartes des espaces sécurisés	BAREHAIWA/WERMIGNA /FOULDAI (960 Hectare)	Gouboug/Tibeg ue (160 Hectare)	Mansouey e (93 Hectare)	3 500 000	Commune	Commune PRODEL CCC, MINDCAFMIN EPIA	CADEPI
		Sous total 2			49 233 594			
Objectifs spécifiques n°3 : Améliorer la disponibilité en eau d’abreuvement pour le bétail								

Réhabiliter les forages pastoraux en panne	06 forages pastoraux à énergie solaire réhabilités	Pade, Pitoa, Goundaye, Dziguilao 1/MAB)	Soueye, Tibegue,	Mborho, Barlang	20 000 500	Dziguilao	Commune Délégué MINEPIA, Eleveurs PRODEL COGEST MINEE Autorités traditionnels	CADEPI
Réaliser les biefs au mayo	03 biefs au mayo de Dziguilao, Soueye et Mbrodong sont réalisés	Dziguilao	Soueye	Mbrodong	18 000 000	Dziguilao et Soueye et Mbodong	Commune Délégué MINEPIA, PRODEL	CADEPI
Construction de forages pastoraux équipé de pompe à énergie solaire à Golonguini et à Mapore	04 Nouveaux forages construits	Golonghini	Danhou	Mapore Dziguilao (Abattoir)	102 000 000	AP WERSEORE, AP HOULIKAKT OING AP WERPORE ABATTOIR DZIGUILAO	Commune Délégué MINEPIA, Eleveurs PRODEL MINEE	CADEPI
Former et équiper le personnel communal en maintenance	01 agent Communal formé en maintenance des forages à	X			500 000	Dziguilao	Commune MINEE MINEE PRODEL	CADEPI UICN

des forages à énergie solaire	énergie solaire							
Elaborer les conventions de gestion des points d'eau pastoraux	15 conventions de gestion des points d'eau pastoraux validées et mises en application	Dziguilao, Soueye, Barlang	Mbrodong, Goundaye	Mapore, Golonghini	5 500 000	Dziguilao	Commune Délégué MINEPIA, Eleveurs, PRODEL	CADEPI
Appuyer la mise en place des comités de gestion des points d'eau	15 de comités de gestion de points d'eau pastoraux fonctionnels	Dziguilao, Soueye, Barlang	Mbrodong, Goundaye	Mapore, Golonghini	2 250 000	Dziguilao	Commune Délégué du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
Appuyer les comités de gestion à l'élaboration de leur plan d'action	15 de comités de gestion appuyés	X	X	X	9 600 000	Dziguilao	Commune Délégué du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
Former les membres des comités de gestion en gestion et entretien des points d'eau	2 sessions/an de formation des membres des comités de gestion en gestion et entretien des points d'eau	2	2	2	10 620 000	Dziguilao	Commune Délégué du MINEPIA, PRODEL	CADEPI
		Sous total 3			168 470 500			

Objectifs spécifiques n°4 : Améliorer l'offre de service de santé animale et des infrastructures zoo-sanitaires								
Construire les parcs à vaccination	(05) parcs de vaccinations modernes construit et fonctionnel à vaccination construits et fonctionnels	« HOULI KAKTOING » Village MAPORE ; - « GOUDANG » Village DOMBA ;	« TIHOULI » (Village DONGROSSE) ; « GOLONGBI DAI » (Village Soueye)	Bare Haiwa (Village Danhou)	82 000 000	AP HOULI KAKTOING ; AP LALE LAIDA	Commune Sous-préfet, DAEPIA, PRODEL	CADEPI
Mettre en place les comités de gestion des parcs à vaccination	10 comités de gestion des parcs à vaccination mise en place	Dziguialao, Golonguini, Goundaye,	Domba, Barlang, Dongrosse, Soueye	Danhou, Mbrodong, Mapore	5 000 500	Dziguialao, Golonguini, Goundaye Domba, Barlang, Dongrosse, Soueye Danhou, Mbrodong, Mapore	Commune Sous-préfet, DAEPIA, PRODEL	CADEPI
Construire et équiper les aires d'abattage	03 aires d'abattage construites et équipées	Goundaye	Golonghini	Mbitou	81 000 000	Goundaye Golonghini Mbitou	Commune Sous-préfet, DAEPIA, PRODEL	CADEPI

Mettre en place les comités de gestion des aires d'abattage	04 comités de gestion d'aires d'abattage mis en place et fonctionnels.	Dziguilao Goundaye	Golonghini	Mbitou	200 000	Dziguilao, Golonguini, Goundaye Mbitou	Commune Sous-préfet, DAEPIA, PRODEL	CADEPI
CrConstruire et équiper deux centres zootechniques vétérinaires			Goundaye	Golonghini	60 000 000	Goundaye Golonghini	Commune Sous-préfet, DAEPIA, PRODEL	CADEPI
Former et équiper les auxiliaires de santé animale	04 Auxiliaires de santé animale sont formés et équipés		01 Dziguilao, Goundaye	01 Dongrosse , Golonghini	4 000 000	Dziguilao	Commune Sous-préfet, DAEPIA, PRODEL	
		Sous total 4 :			232 200 500			
Objectifs spécifiques n°5 : Améliorer le système de commercialisation du bétail								
Réhabilitation des parcs au marché à bétail de Dziguilao ;	02 parcs au marché réhabilités	X			12 000 000	Dziguilao	CommuneSous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI

Construction d'un quai d'embarquement au marché à bétail de Dziguilao	01 quai d'embarquement est construit	X			1 500 000		Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI
Construction d'un hangare au marché à bétail	01 Hangare construit	X			8 000 000	MAB Dziguilao	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI
Canalisation d'eau stagnante en saison de pluie au marché à bétail de Dziguilao	01 MAB assaini	X			10 000 000	MAB	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI
-Construire les marchés des petits ruminants à Mbitou ;	01 Marché à bétail construit		X		40 000 000		Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Redynamiser les structures de gestion des infrastructures (02 MAB)	02 comités de gestion Redynamisé et fonctionnels.	X	X	X	3 000 000	MAB	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI
Renforcement des capacités des acteurs de MAB	Les capacités des acteurs de MAB renforcés		X			Dziguilao	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI
Mettre en place des plateformes de dialogue et de concertation entre les acteurs du marché de Mbitou ;	01 plateformes de dialogue et de concertation entre les acteurs est créée	X			2 000 000	MAB	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRODEL CCC AMAB	CADEPI
		Sous total 5				76 500 000		
		TOTAL GENERAL				597 904 594		

Actions à mener	Indicateurs	période de réalisation			Coût estimatif	Localisation	Personne respo
		2020	2021	2022			
Objectifs spécifiques n°1 : Renforcer la concertation et les capacités des acteurs en charge de la gestion des ressources pastorales							

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Former les acteurs de gestion des ressources pastorales sur la maîtrise du cadre juridique et institutionnel de l'élevage au Cameroun ;	25 acteurs formés sur le cadre juridique et institutionnel de L'élevage au Cameroun (par village à fort potentiel)	1		1	6 060 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL
Recruter et former un Cadre Communal chargé de la gestion des ressources pastorales	01 cadre communal est recruté et formé	X	X	X	12 500 000	Commune	Commune PRO
Former la commission communale de passation de marchés sur les procédures de passation des marchés	Au moins 10 membres de la commission formés	X			1 000 000	Commune	Commune PRO
Former le Maire, le receveur, le CCD et le SG sur le leadership pour le changement	Au moins 4 cadres communaux formés sur le leadership pour le changement	1	1		2 700 000	Commune	Commune PRO
Former les éleveurs sur le leadership	20 éleveurs formés sur le leadership pour le changement	1	1		3 540 000	Commune	Commune PRO

Former/recycler les responsables locaux des services de l'élevage (DAEPIA et CCZV), sur la gestion des coopératives, et l'encadrement des éleveurs	1 session de formation/recyclage des responsables locaux de l'élevage		X		2 100 000	Commune	Commune MIN PRODEL
Former les acteurs en prévention et gestion des conflits	Au moins 20 acteurs formés en prévention et gestion de conflits.	1	1		3 540 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL
Renforcement des capacité de CVC sur la gestion des ressource	10 CVC renforcés une fois par an	X	X	X	2 000 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL
Renforcer les capacité des CCC	Les capacités des membres du CCC renforcés sur la gestion des ressources pendant deux ans	X	X		500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL
Former les acteurs sur la mobilisation des ressources	Les stratégies de mobilisation des ressources élaborées	X			500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF,

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

							MINEPDED, PRODEL
Organiser les séances d'information, d'éducation et de communication sur la gestion concertée de l'espace agropastoral	04 séances , d'éducation et de communication sur la gestion concertée de l'espace agropastoral	2	1	1	21 000 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL
Former les acteurs de suivi-évaluation et d'opérationnalisation du PGRP	02 sessions de formation sur suivi évaluation et opérationnalisation du PGRP sont améliorées	1	1		6 060 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED PRODEL
	04 missions de suivi de la mise en œuvre PGRP	1	2	1			
	04 réunions de suivi et évaluation pour les trois ans	1	2	1			
Appuyer le fonctionnement du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales/	02 sessions de renforcement des capacités du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales	X	X	X	3 500 000	Commune	Commune Sous-préfet,
	01 plan d'action du cadre élaboré						Délégués du MINEPIA, PRO

Appuyer le fonctionnement du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales/	02 sessions de renforcement des capacités du cadre de concertation de gestion des ressources pastorales	X	X		3 500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, PRODEL MIN.
	01 plan d'action du cadre élaboré						
	01 kit de fonctionnement (petit matériel disponible)						
Redynamiser et former le CCC	Le CCC redynamisé et formé	x	x		500 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, PRODEL MIN.
Former les membres du cadre de concertation sur le processus de matérialisation des espaces pastoraux	01 session de formation organisée	X			500 000	Commune	Commune Délégué du MINEPIA, PRODEL MIN.
Former les acteurs utilisateurs sur la gestion alternative des conflits	03 Sessions de formation sur la gestion alternative des conflits	X			2 000 000	Commune	Commune Sous-préfet, Délégué MINEPIA, PRODEL MIN.
Sous total 1					71 500 000		

Objectif spécifique 2 : Améliorer l'accès, la productivité et la gestion des pâturages							
Sécuriser (délimiter et matérialiser) les aires de pâturage	1213 hectares de pâturages sécurisés	BAREHAIWA/WERMIGNA/FOULDAI (960 Hectare) ;	Gouboug/Tibegue (160 Hectare) ;	Mansoueye (93 Hectare).	6 633 594	Dziguilao Danhou Golonghini Soueye	Commune Sous-préfet, DAEPIA PRODEL MINADER MI MINDCAF MINEPDED Autorités traditionnelles
Restaurer et enrichir les pâturages dégradés	66,59 hectares reboisés et ensemencés par des espèces fourragères	AP WERSEORE à Golonghini (10,33 Hectare);	AP WERPORE à DANHOU (38,26 Hectare)	AP HOULI KAKTOING à Mapore (18 Hectare)	13 400 000	Danhou Golonghini Mapore	Commune MINEPIA, MIN MINEPDED, PRODEL Auto traditionnelles
Appuyer la délimitation des pistes à bétail	21 Km de pistes à bétail délimitées	Dans les localités Danhou, piste allant de l'aire de pâturage Bare haiwa _Bantimougouri –Tikali (4,8742485 Km);	Goudaye allant de Hôtel- à l'aire de pâturage Lale Barguedaye (1,2) ; dans la localités de Mapore allant de: Mare_ houli Kaktoing (8Km);	MBRODONG allant du Mayo au PV centre Mbrodong (4,65 Km)	7 350 000	Danhou Goundaye Mapore Mbrodong	Commune MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL MINDCAF, Autorités traditionnelles ,

							préfet, DAEPIA
Matérialiser les voies d'accès aux aires de pâturage	21 km de piste de passage matérialisés par des bornes en béton	Dans les localités Danhou, piste allant de l'aire de pâturage Bare haiwa _Bantimougouri –Tikali (4,8742485 Km);	Goudaye allant de Hôtel- à l'aire de pâturage Lale Barguedaye (1,2) ; dans la localités de Mapore allant de: Mare_ houli Kaktoing (8Km);	MBRODONG allant du Mayo au PV centre Mbrodong (4,65 Km)	7 350 000	Danhou Goundaye Mapore Mbrodong	Commune MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL MINDCAF, Autorités traditionnelles , préfet, DAEPIA
Aménager la piste d'accès au marché (1km)	Aménager 1 km de la piste d'accès assainit	Aménagement de la piste d'accès au marché de Dziguilao contre l'inondation 1km (Route communale MAB)			500 000	piste d'accès au marché de Dziguilao	
Mettre en place des comités de gestion des ressources pastorales	10 comités de gestion fonctionnel mise en place	Dans chaque village			1 500 000	Commune	Commune CCC
Atelier communal de tracé des pistes à bétail	03 Ateliers organisés	Dziguilao	Dziguilao	Dziguilao	2 500 000	Commune	Commune

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Elaborer les conventions de gestion durable des espaces pastoraux	10 conventions de gestion validées et mise en application	X	X	X	5 000 000	Commune	Commune CCC
Organiser la descente de la commission consultative pour validation du tracé des pistes à bétail	03 descentes organisées	X	X	X	1 500 000	Commune	Commune MINADER, MINFOF, MINEPDED, PRODEL
Elaborer la cartographie des espaces sécurisés Géoréférencement des pistes à bétail	10 cartes des espaces sécurisés	BAREHAIWA/WERMIGNA /FOULDAI (960 Hectare)	Gouboug/Tibegue (160 Hectare)	Mansoueye (93 Hectare)	3 500 000	Commune	Commune PRO CCC, MINDCAFMIN
		Sous total 2			49 233 594		
Objectifs spécifiques n°3 : Améliorer la disponibilité en eau d’abreuvement pour le bétail							
Réhabiliter les forages pastoraux en panne	06 forages pastoraux à énergie solaire réhabilités	Pade, Pitoa, Goundaye, Dziguilao 1/MAB)	Soueye, Tibegue,	Mborho, Barlang	20 000 500	Dziguilao	Commune Délégation MINEPIA, Elev PRODEL COG MINEE Autorités traditionnels
Réaliser les biefs au mayo	03 biefs au mayo de Dziguilao, Soueye et Mbrodong sont	Dziguilao	Soueye	Mbrodong	18 000 000	Dziguilao et Soueye et Mbodong	Commune Délégation MINEPIA, PRO

	realisés						
Construction de forages pastoraux équipé de pompe à énergie solaire à Golonguini et à Mapore	04 Nouveaux forages construit	Golonghini	Danhou	Mapore Dziguilao (Abattoir)	102 000 000	AP WERSEORE, AP HOULIKAKTOING AP WERPORE ABATTOIR DZIGUILAO	Commune Délégée MINEPIA, Elevage PRODEL MINEE
Former et équiper le personnel communal en maintenance des forages à énergie solaire	01 agent Communal formé en maintenance des forages à énergie solaire	X			500 000	Dziguilao	Commune MINEE PRODEL
Elaborer les conventions de gestion des points d'eau pastoraux	15 conventions de gestion des points d'eau pastoraux validées et mises en application	Dziguilao, Soueye, Barlang	Mbrodong, Goundaye	Mapore, Golonghini	5 500 000	Dziguilao	Commune Délégée MINEPIA, Elevage PRODEL

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Appuyer la mise en place des comités de gestion des points d'eau	15 de comités de gestion de points d'eau pastoraux fonctionnels	Dziguilao, Soueye, Barlang	Mbrodong, Goundaye	Mapore, Golonghini	2 250 000	Dziguilao	Commune Délé du MINEPIA, PRODEL
Appuyer les comités de gestion à l'élaboration de leur plan d'action	15 de comités de gestion appuyés	X	X	X	9 600 000	Dziguilao	Commune Délé du MINEPIA, PRODEL
Former les membres des comités de gestion en gestion et entretien des points d'eau	2 sessions/an de formation des membres des comités de gestion en gestion et entretien des points d'eau	2	2	2	10 620 000	Dziguilao	Commune Délé du MINEPIA, PRODEL
		Sous total 3				168 470 500	
Objectifs spécifiques n°4 : Améliorer l'offre de service de santé animale et des infrastructures zoo-sanitaires							
Construire les parcs à vaccination	(05) parcs de vaccinations modernes construit et fonctionnel à vaccination construits et fonctionnels	« HOULI KAKTOING » Village MAPORE ; -« GOUDANG » Village DOMBA ;	« TIHOULI » (Village DONGROSSE) ; « GOLONGBIDAI » (Village Soueye)	Bare Haiwa (Village Danhou)	82 000 000	AP HOULI KAKTOING ; AP LALE LAIDA	Commune Sous préfet, DAEPIA PRODEL
Mettre en place les comités de gestion des parcs à vaccination	10 comités de gestion des parcs à vaccination mise en place	Dziguialao, Golonguini, Goundaye,	Domba, Barlang, Dongrosse, Soueye	Danhou, Mbrodong, Mapore	5 000 500	Dziguialao, Golonguini, Goundaye Domba, Barlang, Dongrosse, Soueye Danhou, Mbrodong, Mapore	Commune Sous préfet, DAEPIA PRODEL

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Construire et équiper les aires d'abattage	03 aires d'abattage construites et équipées	Goundaye	Golonghini	Mbitou	81 000 000	Goundaye Golonghini Mbitou	Commune Sous-préfet, DAEPIA PRODEL
Mettre en place les comités de gestion des aires d'abattage	04 comités de gestion d'aires d'abattage mis en place et fonctionnels.	Dziguilao Goundaye	Golonghini	Mbitou	200 000	Dziguilao, Golonghini, Goundaye Mbitou	Commune Sous-préfet, DAEPIA PRODEL
CrConstruire et équiper deux centres zootechniques vétérinaires			Goundaye	Golonghini	60 000 000	Goundaye Golonghini	Commune Sous-préfet, DAEPIA PRODEL
Former et équiper les auxiliaires de santé animale	04 Auxiliaires de santé animale sont formés et équipés		01 Dziguilao, Goundaye	01 Dongrosse, Golonghini	4 000 000	Dziguilao	Commune Sous-préfet, DAEPIA PRODEL
		Sous total 4 :			232 200 500		
Objectifs spécifiques n°5 : Améliorer le système de commercialisation du bétail							
Réhabilitation des parcs au marché à bétail de Dziguilao ;	02 parcs au marché réhabilités	X			12 000 000	Dziguilao	CommuneSous-préfet, Délégué MINEPIA, PRO CCC AMAB

PLAN DE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES (PGRP) DE LA COMMUNE DE DZIGUILAO

Construction d'un quai d'embarquement au marché à bétail de Dziguilao	01 quai d'embarquement est construit	X			1 500 000		Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO CCC AMAB
Construction d'un hangare au marché à bétail	01 Hangare construit	X			8 000 000	MAB Dziguilao	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO CCC AMAB
Canalisation d'eau stagnante en saison de pluie au marché à bétail de Dziguilao	01 MAB assaini	X			10 000 000	MAB	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO CCC AMAB
-Construire les marchés des petits ruminants à Mbitou ;	01 Marché à bétail construit		X		40 000 000		Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO CCC AMAB
Redynamiser les structures de gestion des infrastructures (02 MAB)	02 comités de gestion Redynamisé et fonctionnels.	X	X	X	3 000 000	MAB	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO CCC AMAB
Renforcement des capacités des acteurs de MAB	Les capacités des acteurs de MAB renforcés		X			Dziguilao	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO CCC AMAB
Mettre en place des plateformes de dialogue et de	01 plateformes de dialogue et de concertation entre	X			2 000 000	MAB	Sous-préfet, Délégués du MINEPIA, PRO

concertation entre les acteurs du marché de Mbitou ;	les acteurs est crée						CCC	AMAB
		Sous total 5				76 500 000		
		TOTAL GENERAL				597 904 594		

VIII-2. Mise en œuvre du PGRP

La mise en œuvre des actions issues du présent plan nécessite l'implication de plusieurs acteurs qu'il convient d'identifier et de définir les rôles. La définition et la clarification des rôles de chacun des acteurs permettra d'éviter le chevauchement dans l'exercice de leurs fonctions.

VIII-2-1. Acteurs et leurs rôles dans la mise en œuvre

La mise en œuvre réussie du PGRP passe par l'implication de tous les acteurs dans le processus de mise en œuvre. Les acteurs et leurs rôles dans le mécanisme de mise en œuvre sont décrits dans le tableau 20.

Tableau 20: Acteurs et rôles

Acteurs	Rôles
Conseil communal	<ul style="list-style-type: none"> - Adopte le plan et le budget pour sa mise en œuvre ; - Facilite l'intégration du Plan dans le PCD ; - Prend les délibérations nécessaires pour la mise en œuvre (contrepartie de la Commune) - Valide le compte administratif
Maire	<ul style="list-style-type: none"> - Assure la maîtrise d'ouvrage - Signe les conventions de cofinancement - Ouvre le compte conjoint - Cogère avec le Receveur Municipal et le PRODEL le compte conjoint - Développe les partenariats pour le financement du PGRP - Mobilise les ressources humaines, matérielles et financières pour la mise en œuvre du plan ; - Attribue les marchés ; - Suit la mise en œuvre des activités planifiées - Organise les rencontres de suivi et évaluation
Comité Communal de Concertation	<ul style="list-style-type: none"> - Joue le rôle pour la planification opérationnelle des activités du plan ; - -Participe à la mise en œuvre des activités ; - -Suit et évalue la mise en œuvre des activités planifiées
Comité villageois de concertation	<ul style="list-style-type: none"> - Joue un rôle pour la planification des activités du plan au niveau du village, - Participe à la mise en œuvre des activités ; - Suit et évalue la mise en œuvre des activités planifiées au niveau du village. - Rend compte au Cadre Communal de Concertation de ses activités
Services déconcentrés de l'Etat (MINEPIA, MINADER, MINFOF, MINEPDED,...)	<ul style="list-style-type: none"> - Apporte leur expertise technique à la commune ; - Contribue au suivi de la mise en œuvre du PGRP - Assure l'ingénierie des marchés issus du PGRP (MINEPIA)
Cadre communal chargé des ressources pastorales	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan ; - Assurer la collecte des données de suivi-évaluation ; - Veiller à l'établissement du screening environnemental et éventuellement des NIES ; - Animer les structures locales de gestion des ressources pastorales ; - Préparer les requêtes de financement ;

Acteurs	Rôles
	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher d'autres partenaires d'appui ; - Produire un rapport de mise en œuvre du Plan ; - Assurer le secrétariat des travaux du comité de concertation
Comités de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer de la bonne de gestion de l'ouvrage, - Elaborer les règles de gestion et s'assurer de son application - Rendre compte au CVC des activités de mise en œuvre du PGRP
Organisations d'utilisateurs (éleveurs, agriculteurs, ...)	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser et encadrer la population pour la mise en œuvre des activités relevant de leur compétence - Contribuer aux financements des projets ; - Contribuer à la réalisation des études de faisabilité et suit la réalisation des activités
Partenaires au développement	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter des appuis financiers pour l'exécution et le suivi-évaluation des activités - Apporter des appuis méthodologiques à la mise en œuvre du PGRP

VIII-2-2 Mécanismes de mise en œuvre

La mise en œuvre du PGRP sera manifeste à travers des opérations quotidiennes menées par différents acteurs dans leurs domaines respectifs. Cette mise en œuvre démarre par l'élaboration d'un sous-projet communal qui sera soumis au financement du PRODEL. Des plans annuels d'intervention qui constituent des extraits plus détaillés et plus précis de la programmation pluriannuelle seront établis par le Comité Communal de Concertation et soumis à la validation de la Commune.

A cette occasion, les informations sur la disponibilité des financements, les engagements des partenaires identifiés seront pris en compte pour planifier la tranche annuelle de l'année considérée ainsi que son suivi sur les douze mois. Ce plan annuel d'intervention sera intégré dans le plan annuel d'investissement de la Commune qui doit constituer l'essentiel du budget d'investissement de la commune pour l'exercice.

Il s'avère également nécessaire d'envisager le renforcement des capacités des ressources humaines et la mise en place d'un dispositif de mobilisation des fonds additionnels pour la mise en œuvre.

Un appui organisationnel et institutionnel au Comité Communal de Concertation s'avère nécessaire pour son opérationnalisation.

VIII -2-3 Etapes ultérieures pour la mise en œuvre du PGRP

Les actions prioritaires à réaliser l'adoption et l'approbation du PGRP sont :

- L'intégration du PGRP dans le PCD ;
- L'élaboration du sous-projet communal à soumettre au financement du PRODEL ;
- La vulgarisation du contenu du PGRP ;
- La réalisation des études techniques complémentaires des activités du Sous-projet ;
- L'exécution des activités planifiées dans le sous-projet (élaboration des DAO ou TDR, attribution des marchés, exécution, réception, ...)
- Assure le suivi de la mise en œuvre du Plan ;
- Assurer la collecte des données de suivi-évaluation ;

VIII -3. Suivi-évaluation du PGRP

Le suivi évaluation du PGRP concerne tous les artisans de la mise en œuvre. Mais le noyau central du dispositif doit être l'administration communale.

VIII-3-1. Acteurs de suivi-évaluation

Tous les acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre sont impliqués à différents degrés dans le suivi et l'évaluation du plan de développement. Il s'agit :

- Le Conseil municipal ;
- Le Maire ;
- Le Comité Communal de Concertation ;
- Les Comités Villageois de Concertation ;
- Les Services Déconcentrés de l'Etat ;
- Le Cadre Communal Chargé de l'Elevage ;
- Les Comités de gestion des ressources pastorales ;
- Les partenaires techniques et financiers.

VIII-3-2 Mécanisme de suivi-évaluation du PGRP

Ce mécanisme doit répondre à une exigence majeure : allier technicité et participation des acteurs. En outre, il doit être léger et le moins coûteux possible. En conséquence, l'administration communale, à travers son Cadre Communal chargé de l'élevage, assure un travail technique de collecte, de traitement et d'analyse des données de suivi-évaluation du PGRP. Les différents acteurs du développement doivent également prendre part à l'exercice de suivi-évaluation.

Le Comité Communal de Concertation est le cadre idéal pour le suivi-évaluation du PGRP. A la fin de chaque année, il est procédé à l'évaluation du plan annuel d'intervention et un nouveau plan est élaboré pour l'année suivante.

VIII-6. Cadre de gestion environnemental et social

La mise en œuvre du PGRP ne prévoit pas le déplacement des populations, mais peut entraîner des restrictions d'accès des populations riveraines à certaines ressources présentes dans les aires de pâturage à restaurer. Ces restrictions pourraient avoir des conséquences sur les moyens d'existence des personnes touchées. C'est dans cette optique que des PARAR définissant les mesures de compensation aux restrictions d'accès ont été élaborés pour chaque aire de pâturage nécessitant des aménagements pouvant conduire à une mise en défens.

Au cours de la mise en œuvre, le sous-projet sera soumis à un processus de sélection socio-environnementale ou « screening ». L'analyse et l'approbation socio-environnementales du sous-projet sera conduite par le Spécialiste Environnement et Social (SES) du PRODEL, en collaboration avec la commune et les sectoriels MINEPDED et MINAS. Cette analyse sera précédée par l'examen du formulaire du sous-projet. Elle consistera à : (i) déterminer les activités du sous-projet susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs ; (ii) vérifier que les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables sont prévues conformément à la réglementation en vigueur, et le cas échéant, les prescrire ; (iii) identifier les activités du sous-projet nécessitant une Notice d'Impact Environnemental et Social (NIES) séparée; (iv) s'assurer que la réalisation des NIES pour les activités concernées est prévue ; et s'assurer que les responsabilités institutionnelles de mise en œuvre et de suivi des mesures d'atténuation sont définies.

La Commune veillera lors de la mise en œuvre du sous-projet à la prise en compte des aspects suivants : (i) Intégration des dispositions environnementales et sociales dans les dossiers d'appel d'offres et d'exécution des activités, et (ii) Exécution des mesures d'atténuation du PGES du sous-projet.

Les acteurs communaux seront formés sur la gestion environnementale et sociale du sous-projet.

CONCLUSION

La commune Dziguilao est dotée des potentialités physiques et pastorales importantes pour un développement pastoral harmonieux et durable. Cependant, certaines contraintes notamment la dégradation continue des pâturages, la régression des ressources en eau pour le bétail liée à la gestion des point d'eau, les conflits agropastoraux et le manque de transparence dans les transactions sur les marchés à bétail sont de nature à réduire la contribution de l'élevage au développement local.

La réalisation de ce plan d'aménagement contribuera au développement du secteur élevage et sans doute à la lutte contre la pauvreté. Les actions définies de manière participative dans ce plan visent non seulement à réduire les difficultés rencontrées par les différents acteurs mais aussi à favoriser la concertation entre les acteurs pour un développement pastoral durable. La réalisation de ce plan de gestion des ressources pastorales contribuera au développement du secteur élevage et sans doute à la lutte contre la pauvreté.

Bibliographie

- **Plan communal de développement de la commune de Dziguilao**
- **Fernand T., Etienne P., Benoit B., 2013** « Caractéristiques socio-économiques et techniques de l'élevage des petits ruminants dans la région du Sud Cameroun : Cas du département de la Mvila ».
- **DSCE, 2010**
- **Anonyme, 2010**, Schéma directeur régional d'aménagement et de développement du territoire (rapport provisoire).
- **Douffissa, Albert, 2007**, Recueil des textes régissant l'élevage, les pêches et les industries animales, 2ème édition,
- **PRODEL (2018)** ; Guide pour la mise en oeuvre des activités au niveau des Communes.

ANNEXES

- Annexes 1: Plan de restauration des aires de pâturage
- Annexes 2: Evaluation socio économique